

RAPPORT D'ACTIVITE DE L'ANNEE 2013

des centres d'accueil et services de
FEMMES EN DETRESSE
association sans but lucratif



Siège social: 18-20 rue Glesener, L-1630 Luxembourg
B.P. 1024 L-1010 Luxembourg
BCEE compte IBAN LU87 0019 1106 6556 2000
R.C.S. Luxembourg no. F 1391

www.fed.lu



PREFACE

Le constat résultant des rapports d'activité pour 2013 des différents services l'association sans but lucratif Femmes en Détresse est simple : la crise économique persiste et ses effets se font de plus en plus sentir pour les femmes qui consultent nos services : la précarisation de leur situation va croissant et notamment la violence augmente dans une période prolongée de crise économique avec ses effets sur la population : perte d'emploi avec diminution du salaire, crises familiales, perte de logement, désarroi face à la dégradation de la situation financière et familiale, surendettement etc.

L'analyse des statistiques des différents services de Femmes en Détresse a.s.b.l. confirme cette thèse.

Tant pour le **CFFM** que pour le **VISAVI**, services de consultation, le nombre d'appels téléphoniques et de consultations reste très élevé.

Depuis 2007, le nombre des éloignements du domicile pour violence domestique a augmenté avec une constance exceptionnelle pour arriver en 2012 au chiffre effrayant de 357 victimes adultes prises en charge par le **SAVVD** (Service d'assistance aux victimes de violence domestique) qui se confirme en 2013.

Les modifications qui ont été apportées en 2013 à la loi sur la violence domestique ont certes eu des retombées positives dans certains domaines (prolongation de la période d'éloignement de l'auteur de violences domestiques à 14 jours, interdiction de prendre contact avec et de s'approcher de la personne protégée...), or, les statistiques des services de Femmes en Détresse qui sont axés plus précisément sur l'aide aux femmes ayant subi des violences, montrent que très souvent la violence physique est accompagnée, précédée de violences psychiques qui détériorent la vie des victimes tout autant si pas plus que la violence physique. Or, en ce qui concerne ce domaine, le Luxembourg a encore un certain retard par rapport aux pays limitrophes comme la France où la violence psychologique est considérée au même titre que la violence physique tant au niveau de l'éloignement de l'auteur de violence qu'au niveau des peines pénales.

En 2013, 32 jeunes filles ont été admises au refuge contre 37 jeunes filles placées au **Meederchershaus** en 2012. 18 des 32 jeunes filles admises en 2013 ont dépassé la limite de 3 mois prévue pour le séjour au refuge. Ceci est dû notamment au fait que les foyers pour jeunes filles accusent complets. Le Meederchershaus de Femmes en Détresse étant le seul foyer de dépannage exclusivement ouvert à des jeunes filles victimes de violence familiale, il importe qu'il soit disponible à accueillir les jeunes filles exposées à la violence et que ses collaboratrices puissent se consacrer dans cette situation d'urgence au problème prioritaire, à savoir travailler avec les jeunes filles sur la violence qu'elles ont vécu pour leur permettre de passer outre des expériences traumatisantes qui risquent de les poursuivre toute leur vie.

34 femmes avec 36 enfants ont été recueillies au **refuge pour femmes** en 2013. Sur les 24 femmes qui ont quitté le refuge en 2013, douze femmes sont restées pendant plus de 4 mois au refuge. Il y en a seulement 5 qui ont trouvé un appartement pour y vivre seules ou avec leurs enfants, contre 11 femmes en 2011 et 4 en 2012. Comme il devient de plus en plus difficile pour elles de trouver un emploi et surtout un logement adéquat, leur séjour au refuge se prolonge, alors que la liste d'attente pour accéder au Luxembourg à un refuge pour femmes s'allonge continuellement. Nous espérons que fin 2014, début 2015, le nouveau refuge pour femmes de Femmes en Détresse sera enfin prêt pour le déménagement, de sorte que le nombre de lits augmentera de façon conséquente, ce qui devrait permettre d'accepter plus de femmes au refuge et de réduire les délais d'attente.

Le nombre des gardes réalisées par le **Service Krank Kanner Doheem (SKKD)** dans tout le pays auprès d'enfants malades est resté stable par rapport à 2012. En même temps les journées de garde ont diminué en passant de 1474 en 2012 à 1336 en 2013. Je tiens à remercier spécialement la Ville de Luxembourg qui, par le biais d'un subside destiné au SKKD et par l'engagement de deux collaboratrices supplémentaires, permet à partir de 2013 à ce service d'intervenir plus régulièrement sur le territoire de Luxembourg.

Si les chiffres des gardes affichent plus la croissance des dernières années, il faut rappeler que ce sont surtout les tout petits enfants qui sont actuellement gardés par le SKKD et qu'à l'encontre d'autres services, le Ministère de la Famille n'avait pas accepté en 2012 que les prestations du SKKD, comme par ailleurs du **Kannerhaus**, garderie interne de l'association, soient rémunérés par les chèques services, comme le sont bien d'autres prestations dans ce domaine. Il se pourrait donc que face à coût financier plus élevé, les parents décident de s'orienter ailleurs pour la garde de leurs enfants.

Installé depuis août 2012 dans ses nouveaux locaux à Mamer, le centre de formation **NAXI** peut désormais s'atteler à nouveau totalement à sa mission principale, à savoir développer et adapter des formations permettant au mieux à des femmes à l'écart du marché du travail, de reconnaître leurs capacités professionnelles et de s'orienter vers des domaines professionnels leur permettant de s'en servir au mieux et de tirer satisfaction de leurs succès professionnels. A noter que les chiffres relatifs aux succès d'insertion pour une population somme toute assez fragilisée sont assez élevés.

Je tiens à remercier toutes nos collaboratrices et notre unique collaborateur de leur engagement, de l'enthousiasme sans à priori avec lesquels ils s'engagent dans des voies nouvelles, qu'il s'agisse de développer des projets en faveur de notre population cible ou qu'il s'agisse de soumettre leur travail à une analyse et une évaluation nécessaires pour maintenir les résultats des interventions de notre association à un niveau de qualité élevé.

Finalement, je remercie au nom de l'association le Ministère de l'Egalité des Chances, le Ministère du Travail et de l'Emploi et le Ministère de l'Education nationale, le Ministère de la Famille et de l'Intégration qui ont conclu des conventions avec elle de la confiance qu'ils lui ont témoignée.

En outre, je voudrais remercier de tout cœur tous les donateurs et toutes les donatrices pour la générosité avec laquelle ils et elles ont soutenu nos activités une fois de plus en 2013.

Luxembourg, le 3 mai 2014.

Karin MANDERSCHIED
Présidente

HISTORIQUE

L'association sans but lucratif **Femmes en Détresse** fut créée en juin 1979 par un groupe de travail du Mouvement pour la libération de la femme (MLF). Elle avait comme but la création, le développement et la gestion d'une maison pour femmes en détresse et voulait offrir aux femmes et à leurs enfants une protection efficace contre la violence masculine.

Le refuge pour femmes victimes de violence conjugale, le Fraenhaus, a ouvert ses portes en mars 1980.

La volonté affirmée de l'association de contribuer aussi à « l'amélioration de la vie des femmes, en les aidant à s'intégrer à la vie économique et sociale, en leur garantissant une aide psychologique, juridique et sociale et en leur offrant des formations spécifiques » s'est concrétisée par la création de services diversifiés au fil des années :

- 1981 ouverture du service d'information et de consultation pour femmes VisaVi
- 1984 ouverture du centre de rencontre pour femmes « Kopplabunz »
- 1986 création du centre de formation pour femmes, familles et familles monoparentales (CFFM)
- 1988 création du SKKD : Service Krank Kanner Doheem au sein du CFFM
- 1991 dans le cadre du programme européen NOW (new opportunities for women, création du Naxi-Atelier, atelier de formations spécifiques pour femmes
- 1995 ouverture d'un bureau d'information pour jeunes filles victimes d'actes de violence physique et/ou sexuelle (OXYGÈNE), puis en
- 1997 ouverture du refuge pour jeunes filles, le Meederchershaus
- 1996 ouverture du Kannerhaus, garderie interne pour les enfants des clientes des services de Femmes en Détresse
- 1998 mise en œuvre du Fraentelefon
- 2003 suite à la mise en vigueur de la loi sur la violence domestique, création du Service d'Assistance aux Victimes de Violence Domestique
- 2005 ouverture du PSY-ea, le service psychologique pour enfants et adolescents victimes de violences domestiques
- 2007 création du dispositif d'aide aux victimes de la traite des êtres humains
- 2009 création de la société coopérative SC Ellergronn avec comme objectif l'insertion sur le 1^{er} marché du travail de femmes ayant reçu une formation en restauration (service en salle et aide de cuisine)

Femmes en Détresse est Focal point de WAVE (Women against violence Europe) et experte national de l'observatoire du LEF (Lobby européen des femmes) sur la violence envers les femmes.

Les services de l'a.s.b.l Femmes en Détresse sont subventionnés par des conventions avec le Ministère de l'Egalité des chances, le Ministère du Travail et de l'Emploi et le Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle.

Le conseil d'administration de l'association Femmes en Détresse se compose de bénévoles issues de l'assemblée générale de l'association.

Les dons reçus par l'association sont utilisés au profit d'activités spéciales des différents services (séjours de vacances, frais d'inscription à des formations, réalisation de projets des différents services ou participation au financement de projets personnels des clientes ...).

L'a.s.b.l. Femmes en Détresse étant reconnue d'utilité publique par arrêté grand-ducal du 17 septembre 2004, les dons lui versés sont fiscalement déductibles.

Compte BCEE No IBAN LU87 0019 1106 6556 2000.

Informations sur les activités des services sur Internet : www.fed.lu

Sommaire



Administration Centrale1

Présentation du service.....	2
• Les activités de l'administration centrale.....	3



Fraenhaus – Refuge pour femmes victimes de violence conjugale... 5

Présentation du service.....	6
• Buts et résultats du travail avec les femmes	7
• Travail avec les enfants.....	8
• Statistiques	11
• Loisirs	15
• Formation continue des collaboratrices.....	15
• Conférences.....	16
• Echanges d'expériences professionnelles	16
• Conclusions	16
• Perspectives	17



Formations.....19

La sensibilisation, la prévention et la formation dans le domaine de la violence conjugale.....	19
---	----



Service d'information et de consultation pour femmes –

VI SA VI.....21

Présentation du service.....	22
• Statistiques des consultations individuelles.....	23
• Statistiques des appels téléphoniques	26
• Activités du service	28
• Conclusion	30



Service d'assistance des victimes de la traite des êtres humains –

SAVTEH31

Présentation du service.....	32
• Statistiques des victimes de la traite des êtres humains.....	33



Fraentelefon 37

Présentation du service.....	38
• Statistiques	39



Service d'Assistance aux Victimes de Violence Domestique –

SAVVD43

Présentation du service.....	44
• Statistiques du SAVVD du 01.01.2013 au 31.12.2013	45
• Accompagnement des victimes de violence domestique.....	48
• Les activités du service SAVVD 2013.....	50
• Prévisions et perspectives d'avenir.....	50



Le Service Psychologique pour enfants et adolescent(e)s

victimes de violences domestiques – S-PSYea 51

Présentation du service.....	52
• Statistiques de l'année 2013.....	53
• Activités	56
• Perspectives d'avenir	57



Kopplabunz – Centre de rencontre pour femmes 59

Selbstdarstellung	60
• Kopplabunz in Zahlen.....	61
• Kulturelle Begegnungen	61
• Wohlfühlen.....	62
• Selbstbehauptungstraining	63
• Gesprächsrunden.....	65
• Rencontre participative pour l'inclusion sociale	65
• Was soll ich tun – Wo seht Ihr mich?	65
• Kreative Begegnungen	66
• Kulturgart	66
• Nationaler und internationaler Austausch	67
• Weiterbildungen	67
• Zukunftsperspektiven	67



C.F.F.M. – Centre pour Femmes, Familles et Familles

Monoparentales.....69

Présentation du service.....	70
• Les Statistiques.....	71
• Consultations psychologiques	75
• Consultations pédagogiques	77
• Le service social « Nei Ufank ».....	78
• Echange au niveau national et au niveau international.....	79
• Formation continue	79
• Conclusions	80



NAXI – Centre de formation et d'insertion professionnelle

pour femmes 81

Présentation du service.....	82
• Le personnel	83
• Le programme des formations en 2013	83
• Les formations	85
• L'évaluation.....	92
• Conclusions	92
• Statistiques	93



Meederchershaus – Refuge pour filles en détresse..... 97

Présentation du Meederchershaus.....	98
• Statistiques	99
• Le travail au Meederchershaus.....	103
• Réflexions et perspectives d'avenir.....	106



OXYGÈNE – Bureau d'information109

Présentation du service.....	110
• Le groupe cible du service Oxygène	111
• Le service de consultation	111
• Appels téléphoniques 2013.....	112
• Logement encadré.....	112
• Les ateliers d'information, de sensibilisation et de prévention.....	113
• Les activités	113



S.K.K.D – Service Krank Kanner Doheem 115

Selbstdarstellung	116
• Statistik 2012.....	117
• Nationalitäten und Sprachsituationen	118
• Geografische Aufteilung der Betreuungen.....	119
• Lebens- und Einkommenssituation der Familien	119
• Alter der Kinder	121
• Krankheit der Kinder.....	121
• Teambesprechungen – Supervision – Weiterbildungsangebote	121
• Öffentlichkeitsarbeit	122



Kannerhaus – Garderie interne pour enfants125

Selbstdarstellung	126
• Statistik	127
• Grundsätze.....	129
• Tagesablauf im Kannerhaus	130
• Konzeptentwicklung.....	131
• Aktivitäten 2013.....	132

ADMINISTRATION CENTRALE



Adresse:

18-20, rue Glesener
L-1630 Luxembourg

Adresse postale :

B.P. 1024
L-1010 Luxembourg

Tél. : 40 73 35

Fax : 40 73 34

e-mail : organisation@fed.lu

L'ADMINISTRATION CENTRALE

L'administration centrale, le service juridique et le service de comptabilité se trouvent réunis à Luxembourg-Gare depuis le mois d'août 1999. Après un déménagement en date du 2 août 2010, elle se trouve au 18-20, rue Glesener à Luxembourg. Du fait de l'augmentation de la taille de l'association et de la diversification de ses services et actions, il était indispensable de mettre en place une meilleure coordination des activités des services et centres d'accueil ainsi qu'un moyen de communication plus efficace.

Actuellement, 6 personnes travaillent à l'administration centrale : la directrice sociale, la directrice administrative, la secrétaire, la juriste, les deux comptables.

Le local de l'administration centrale est rapidement devenu un point de rencontre pour tous les services du fait que le courrier y est rassemblé et distribué par le secrétariat. L'importance de l'échange des informations est soulignée par les réunions de coordination mensuelles avec les responsables de services. Cette concertation régulière, qui est le fruit d'une politique des ressources humaines dynamique, favorise le développement d'objectifs communs et la mobilisation des collaboratrices pour la réalisation de ceux-ci.

En plus, les formations sur la violence conjugale pour les professionnelles du secteur social ont lieu la plupart du temps dans la grande salle de réunion de l'administration centrale, sans oublier que l'interface familial y organise les entrevues avec les parents des filles vivant au Meederchershaus

L'administration centrale, qui est le siège social de l'association, est en quelque sorte l'épine dorsale de celle-ci : d'un côté, les réunions du conseil d'administration y ont lieu généralement et c'est donc l'endroit où sont prises les décisions quant au développement futur de l'association, d'autre part, comme la comptabilité y est logée, tous les documents comptables transitent par elle.

Le détail des activités de l'administration centrale en 2013 se présente de la manière suivante :

1. Gestion financière

- Nombre d'écritures comptables en 2013 : 50.633.
- Contrôle des conventions proposées par nos Ministères de tutelle (MEGA et MTE) avant signature.
- Préparation des pièces demandées par la trésorière pour effectuer les virements, remerciements etc...
- Elaboration / finalisation des documents suivants :
- Prévisions budgétaires MEGA et MTE pour l'année 2014.
- Décomptes semestriels MEGA et MTE (au 31 décembre 2013) et annuels (au 30 juin 2013).
- Décomptes trimestriels.
- Préparation des pièces comptables pour la Fiduciaire lui permettant d'établir le bilan 2012 pour l'a.s.b.l Femmes en Détresse.
- Assistance au contrôle du décompte 2012 par les responsables du MEGA (le 21/08/2013).
- Assistance au contrôle du décompte 2012 du MTE par les services du réviseur d'entreprise chargé en la matière (du 15/04/2013 au 17/04/2013).
- Assistance à la révision de caisse (le 06/06/2013).
- Etablissement des fiches de salaire mensuelles et des certificats de rémunération de 93 salarié-e-s au 31 décembre 2013).

2. Tâches journalières

- Gestion du courrier postal et électronique.
- Accueil téléphonique et accueil physique des visiteurs.
- Encadrement de l'apprentie administrative et commerciale.

3. Personnel / ressources humaines

- Préparation des entretiens d'embauche (annonces, courriers de convocation et de refus etc...) : 8 entretiens en 2013 (pour 7 postes)
- Préparation de divers contrats de travail (24), respectivement de contrats de remplacement (5 en 2013) et de divers avenants aux contrats de travail existants (25 en 2013).
- Etablissement de certificats de travail et autres (19 en 2013).
- Service de Santé au travail multisectoriel : préparation des fiches pour les examens d'embauche et les examens périodiques, entrevue de concertation avec notre médecin du travail attitré.
- Proposition de membres du personnel à la Promotion générale dans les ordres du mérite et de la couronne de chêne (aucune personne en 2013).
- Gestion des heures de travail.
- Proposition de membres du personnel à honorer par FED pour 10, 20 ou 30 ans d'ancienneté, respectivement lors du départ en retraite (6 personnes en 2013).
- Gestion et tenue des dossiers du personnel.

4. Divers travaux de rédaction, correction et diffusion

- Statistiques de l'année 2012 : rassemblement, correction et continuation au Ministère.
- Rapport d'activités de l'année 2012 : rassemblement des textes, correction, mise en page et finalisation.
- Ordres du jour et rapports de réunions (réunion de coordination, plate-formes de concertation, courriers divers (Ministères de tutelle, fournisseurs, demandes de devis etc...), Vademecum interne etc...)
- Etablissement et mise-à-jour de divers listings (contacts téléphoniques, personnel occupé etc...)

5. Service juridique

Dans la première partie de l'année 2013, la nouvelle loi sur la violence domestique, entrée en vigueur le 30 juillet 2013, a occupé une place importante dans le travail de la juriste par l'élaboration des avis et de la prise de position de Femmes en détresse a.s.b.l. concernant la nouvelle loi.

Une autre partie du travail a été consacrée aux dossiers du Meederchershaus et consistait en l'élaboration des requêtes et en l'assistance aux audiences du tribunal en vue de récupérer la participation financière des parents des filles hébergées au Meederchershaus.

La juriste a donné des cours en matière de droit du travail au service NAXI et a répondu aux questions des services notamment dans le domaine du droit familial. Elle a examiné les contrats de travail conclus par Femmes en détresse a.s.b.l et donné des réponses aux questions émanant de l'administration centrale et concernant le droit du travail.

La juriste a organisé les élections sociales qui ont eu lieu an date du 13 novembre 2013.

En décembre 2013, la juriste a participé à une conférence à l'Europäische Rechtsakademie à Trèves, traitant du nouveau règlement relatif à la décision de protection européenne.

La juriste a été en contact régulier avec l'organisation WAVE, Women against violence Europe, a contribué à l'élaboration du rapport annuel de WAVE et a répondu aux divers questionnaires de WAVE.

Elle s'est occupée du dépôt annuel des documents officiels de Femmes en détresse a.s.b.l. auprès du registre de commerce, et a accueilli une stagiaire en droit pendant deux semaines.

6. Divers

- Site internet de F.E.D : insertions et mises-à-jour.
- Préparation de l'assemblée générale de l'a.s.b.l. Femmes en Détresse.
- Préparation des pièces pour le dépôt annuel au Registre de commerce et des sociétés.
- Travaux d'archivage.
- Festival des Migrations, des Cultures et de la Citoyenneté (16 - 17 mars 2013) : préparation du stand et organisation des permanences.

7. Salle de réunion

En 2013, diverses réunions y ont été tenues, à savoir:

réunions de coordination des services de F.E.D ; réunions du personnel de l'administration centrale ; réunions du conseil d'administration et du conseil exécutif ; entretiens d'embauche; SCHAFIKA, plate-formes de concertation et réunions avec les représentants du MEGA; réunions des services de F.E.D – groupe de revendications ; séance d'information sur les services de F.E.D pour les stagiaires assistantes sociales ; réunion des formatrices ; groupe de préparation à la journée F ; réunions des différents services de F.E.D.

FRAENHAUS



B.P. 1024
L-1010 Luxembourg
Tél. : 44.81.81
Fax : 25.30.80
e-mail : foyer@fraenhaus.lu

LE FRAENHAUS

Le Fraenhaus Lëtzebuerg offre une aide et un refuge aux femmes - avec ou sans enfants - victimes de violence conjugale. Pour des raisons de sécurité l'adresse du refuge est secrète.

Le Fraenhaus est accessible par téléphone au numéro 44 81 81.

La vie communautaire permet aux femmes de réaliser qu'elles ne sont pas seules dans leur situation et qu'elles peuvent surmonter tout sentiment de honte et de résignation.

Le personnel base son travail sur les principes de l'intervention féministe. L'approche féministe part du principe que toutes les femmes peuvent surmonter l'état de dépendance et d'oppression, si on les encourage et les soutient. Nous aidons les femmes à comprendre qu'elles ont le droit de prendre du temps pour s'occuper d'elles-mêmes. Nous les encourageons à surmonter leur peur, à retrouver confiance dans leurs propres compétences, à augmenter leur estime de soi, à améliorer leur bien-être corporel, à parler de leurs problèmes, à avoir une opinion propre et à s'informer.

La violence conjugale a également des répercussions sur les enfants. Le travail avec les enfants consiste entre autre à décharger les enfants d'une responsabilité trop lourde à porter (celle de protecteur de la victime), à dévictimiser et déculpabiliser l'enfant et à lui donner des moyens d'expérimenter de nouveaux comportements et moyens d'expression.

1. BUTS ET RESULTATS DU TRAVAIL AVEC LES FEMMES

Le premier but du Fraenhaus est d'offrir un refuge pour femmes et enfants victimes de violence conjugale. En 2013, 34 femmes et 36 enfants ont été hébergés dans notre foyer.

Nous offrons un encadrement psychologique, social et administratif aux habitantes du Fraenhaus.

En ce qui concerne les résultats de notre travail, nous allons donc essentiellement présenter les résultats de l'encadrement administratif et social, bien que dans notre réalité quotidienne le travail psychologique avec les femmes (stabilisation émotionnelle des victimes de violence, surmonter des sentiments de honte ou de désespoir, développement personnel des femmes, apprendre à s'affirmer ...) prend une très grande place.

Les statistiques, qui vont suivre, illustrent les résultats du travail réalisé en 2013 et ce, en comparaison avec les 5 années précédentes.

1.1 Pourquoi les femmes sont-elles venues au Fraenhaus ?

Les femmes et leurs enfants qui arrivent au Fraenhaus ont subi de la violence physique, psychologique et/ou sexuelle de la part de leur conjoint/concubin ou d'un membre de la famille. Certaines femmes sont aussi venues au Fraenhaus car leurs enfants avaient subi de la violence physique ou sexuelle de la part de leur père, d'un membre de la famille ou du compagnon de la mère.

Nous accueillons aussi des femmes victimes de la prostitution et/ou de la traite des êtres humains (à des fins d'exploitation sexuelle).

En 2013 nous avons accueilli deux femmes en détresse qui n'étaient pas victimes de violence conjugale, mais qui avaient un problème de logement.

1.2 Type d'agression subie*

Coup/blessures/violence psychologique	26 femmes
Violence sexuelle	1 femme
Violence physique et/ou psychologique (enfants)	2 enfants
Viol	4 femmes
Traite	1 femme
Autre	2 femmes

* A noter que les femmes/enfants peuvent se retrouver dans plusieurs catégories

1.3 Sexe de l'auteur(e) de la violence*

Homme	34 hommes
Femme	1 femme

*une femme peut avoir subi de la violence de la part de plusieurs auteur(e)s de violence

1.4 Lien entre la victime et l'auteur(e)*

Violence de la mère envers la femme	1 femme
Violence du mari/concubin	27 femmes
Violence d'une connaissance masculine envers la femme	2 femmes
Violence du beau-père envers la femme	1 femme
Pas de violence	2 femmes

* une femme peut être victime de violence de la part de plusieurs auteur(e)s de violence

1.5 Intervention de la police

Intervention de la police :	16 fois
Pas d'intervention de la police :	17 fois
Inconnu :	1 fois

1.6 Où s'est déroulée la violence* ?

Au domicile conjugal :	28 femmes
Hors de la maison :	1 femme
Autre :	4 femmes

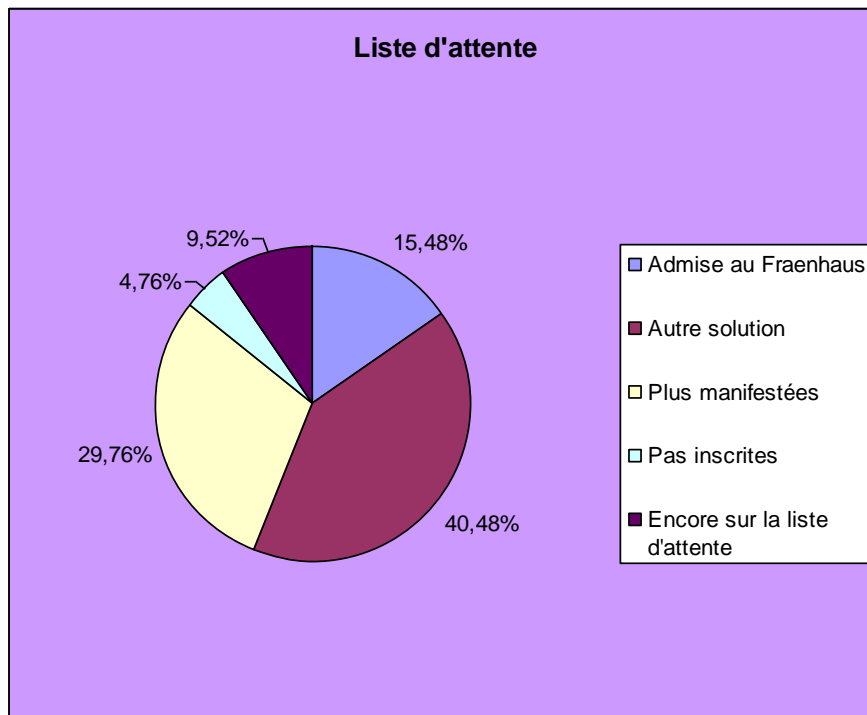
* A noter que des femmes peuvent se retrouver dans plusieurs catégories.

1.7 Liste d'attente

Suite à une réunion en 2008 avec le Ministère de l'Egalité des chances, les services concernés (foyers et bureaux d'information) ont décidé que la femme qui se présente dans un service d'information est inscrite sur la liste d'attente de tous les foyers pour femmes. Cela évite à la femme de se présenter dans plusieurs bureaux et de répéter son histoire maintes fois.

En 2013 nous avons eu 84 demandes de femmes pour notre liste d'attente que nous pouvons répartir comme suit :

- 13 femmes ont été admises au Fraenhaus
- 34 femmes ont trouvé une autre solution
- 25 femmes ne se sont plus manifestées
- 4 femmes n'étaient pas inscrites sur notre liste d'attente*
- 8 femmes étaient encore sur la liste d'attente au 31/12/2013



*ces femmes n'ont pas été inscrites sur notre liste d'attente car notre structure n'était pas adaptée à leur problématique

Un certain nombre de femmes sont inscrites quelques mois sur la liste d'attente avant qu'elles puissent être admises puisqu'il y a un manque de places dans les foyers pour femmes. Durant ce long temps d'attente, 70,24 % des femmes ont trouvé une autre solution ou ne se sont plus manifestées.

2. TRAVAIL AVEC LES ENFANTS

Au sein du foyer pour femmes victimes de violence conjugale, le travail avec les enfants consiste en trois domaines principaux : le travail direct avec les enfants, l'accompagnement des femmes en tant que mères et la collaboration avec d'autres professionnels et services travaillant avec les enfants.

2.1. Le travail direct avec les enfants

Il est important de noter que les enfants qui viennent avec leur mère au Fraenhaus sont le plus souvent eux-mêmes victimes directes ou indirectes de la violence domestique, ce qui peut avoir des répercussions importantes sur leur développement psychologique, physique, cognitif et social.

A l'expérience de la violence, s'ajoute souvent pour l'enfant le sentiment douloureux de l'abandon de l'environnement familial. Pour les enfants, l'arrivée au Fraenhaus constitue un changement fondamental, non seulement au niveau spatial, mais aussi au niveau social par le changement de la relation/du contact père-enfant, la perte des amis, le changement d'école ou de mode de garde.

En plus de la garde ponctuelle des enfants, le travail au Fraenhaus consiste en la création d'un espace de confiance et de détente permettant à l'enfant la verbalisation de son vécu, l'expression de ses émotions, le développement d'une perception positive de soi-même et l'apprentissage de résolutions alternatives de conflit.

Pour la réalisation de ces buts primordiaux du travail avec les enfants, des outils de travail comme les histoires et les dessins thématiques, les activités créatives, l'expression corporelle et musicale, les exercices de relaxation, les discussions individuelles et en groupes et les exercices de prévention de la violence et de confiance en soi s'avèrent importants.

A ces activités s'ajoutent des sorties ludiques et intellectuelles. Elles sont importantes pour les enfants victimes de violence, pour retrouver une certaine normalité.

2.2 La coopération avec les mères

Le travail individuel avec l'enfant suppose la coopération avec la mère qui peut devenir une partenaire importante de la personne de référence de l'enfant et qui peut lui donner des informations instructives concernant le développement et le vécu de son enfant.

Dans le but de reconforter la femme dans son rôle de mère, il est important de valoriser ses compétences éducatives et de l'encourager dans ses décisions au sujet de l'enfant.

Au soutien de la mère en matière d'éducation s'ajoute l'aide administrative, scolaire et/ou sociale en rapport avec l'enfant.

La coopération s'avère parfois difficile. La mère ne voit pas forcément qu'elle est surpassée par les événements et l'aide proposée par les collaboratrices n'est pas souhaitée, alors qu'elle est nécessaire pour le bien-être de l'enfant. Quand la femme arrive au Fraenhaus, elle souhaite avant tout une protection contre la violence conjugale et pour certaines d'entre-elles, pas forcément un support éducatif. Le refus de coopération peut résulter des problèmes psychiques, psychologiques, sociaux, économiques, culturels... de la mère. Pour les collaboratrices travaillant avec les enfants, il s'agit d'un sujet délicat et complexe.

2.3 La collaboration avec des professionnels et services internes / externes

Pour pouvoir réaliser un encadrement adapté aux besoins de l'enfant, il est important de rester en contact avec les professionnels et services internes (p.ex. la personne de référence de la femme au Fraenhaus, avec le Kannerhaus, le PSYea, le service psychologique pour enfants et adolescent(e)s, ...) et externes (p.ex. les services administratifs, scolaires, sociaux,...)

Cette collaboration vise la mise en commun des différentes perspectives professionnelles des personnes travaillant avec l'enfant.

A titre d'exemple, le travail au sein de SCHAIFIKA (Schaffen fir d'Kanner):

SCHAIFIKA est un groupe de travail qui se compose d'intervenants sociaux des foyers pour femmes, des garderies internes et du service PSYea.

Le but de SCHAIFIKA est de mettre en évidence le travail avec les enfants et de se positionner contre la violence directe ou indirecte infligée aux enfants.

En septembre, les membres du SCHAIFIKA ont organisé une journée ludique pour femmes et enfants des différents foyers au lac d'Echternach. Le Spillmobil de l'a.s.b.l. Caritas Jeunes et Familles a été sur place pour animer le groupe.



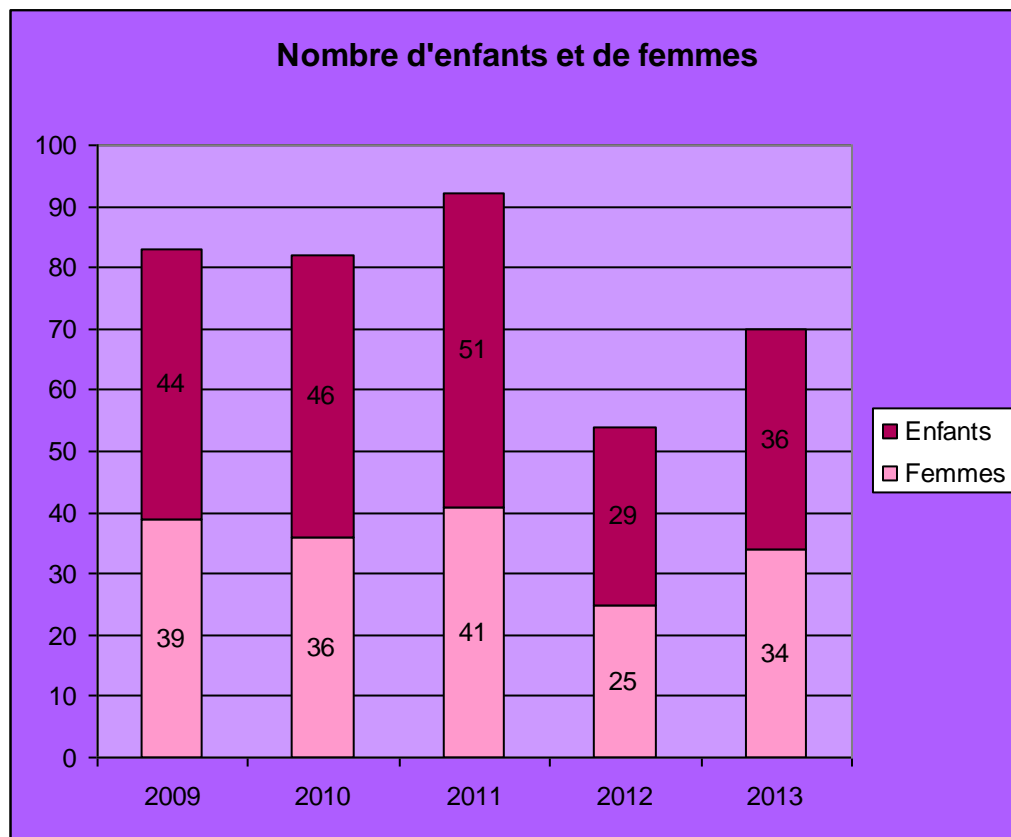
Le travail en collaboration avec les service CFFM (Centre pour Femmes, Familles et Familles Monoparentales)

Une collaboratrice du CFFM a été sollicitée l'année dernière pour organiser un groupe de discussion concernant les questions de l'éducation. Il s'est avéré que la venue d'une professionnelle venant de l'extérieur avait beaucoup de succès. Une approche plus distancée et générale lui a permis de discuter avec les femmes sans être confrontée aux petits problèmes du quotidien. Les mères avaient un espace pour parler de leurs enfants et des problèmes concernant l'éducation. Les mères étaient également informées sur différents thèmes liés à l'éducation des enfants.

En 2013, vu le succès rencontré l'année précédente, des groupes de discussions ont régulièrement eu lieu, grâce à la collaboratrice du CFFM.

3. STATISTIQUES

3.1 Nombre d'enfants et de femmes



3.2 Age des femmes

	2009	2010	2011	2012	2013	%
- de 20 ans	2	-	-	1	2	5,88 %
21 – 30 ans	12	15	7	7	12	35,29 %
31 – 40 ans	12	15	18	9	7	20,59 %
41 – 50 ans	8	10	14	8	11	32,35 %
51 – 60 ans	3	5	1	-	2	5,88 %
60 ans et plus	1	1	1	-	-	-
Inconnu	1	-	-	-	-	-

La plupart des femmes sont âgées entre 21 et 50 ans (88,23 %).

3.3 Nationalité des femmes

UE		Non UE	
Luxembourgeoise	4	Bosniaque	2
Portugaise	7	Monténégrine	2
Française	1	Congolaise	2
Espagnole	1	Camerounaise	3
Roumaine	1	Marocaine	1
Polonaise	1	Péruvienne	1
Italienne	1	Russe	1
Belge	1	Serbe	1
Allemande	1		
TOTAL	21		13

62 % des femmes sont issues de l'UE.

38 % des femmes sont d'un pays non membre de l'UE.

3.4 Destination des femmes après le séjour au refuge

Destination	2009	2010	2011	2012	2013	%
Chez une amie/famille	5	7	4	3	7	20,59 %
Retour ex-compagnon	-	-	-	-	-	
Retour dans la famille	1	-	-	1	-	
Retour mari/concubin	1	5	6	4	3	8,82 %
Retour domicile (mari/concubin parti)	2	5	3	1	2	5,88 %
Seule : appartement	9	14	11	4	5	14,71 %
Chez un nouveau compagnon	-	-	1	-	-	
Hôpital	-	1	-	-	-	
2 ^{ème} phase	2	2	2	-	1	2,94 %
Hôtel	-	-	-	-	-	
Wunnéngshëllef	1	-	2	6	3	8,82 %
Fonds du Logement						
Autre structure	3	1	2	-	2	5,88 %
Toujours au foyer au 31 décembre	8	9	8	6	9	26,47 %

A noter que seulement 14,71 % des femmes ont trouvé un appartement sur le marché immobilier. Ce nombre diminue d'année en année et montre que notre clientèle (femmes seules avec ou sans enfants à charge, souvent avec un revenu faible) a de très grandes difficultés à retrouver son indépendance, faute de trouver un appartement adéquat. Un nombre important de femmes (20,49 %) ont quitté le Fraenhaus pour aller s'installer chez des amis ou des membres de leur famille, parce qu'elles n'ont pas pu trouver une autre solution.

Malgré ces difficultés, uniquement 8,82 % des femmes sont retournées chez le partenaire violent.

26,47 % des femmes sont toujours au foyer au 31 décembre 2013. Leur durée de séjour et leur destination sont encore inconnues et vont seulement entrer en compte pour les statistiques de 2014.

Ce taux ne varie guère d'une année à l'autre, en fait notre foyer est presque toujours complet, et une sortie engendre tout de suite une nouvelle entrée.

3.5 Provenance régionale des femmes

Provenance	2009	2010	2011	2012	2013	%
Nord	6	7	3	1	5	14,71 %
Sud	6	18	17	9	8	23,53 %
Est	3	3	6	1	3	8,82 %
Ouest	-	1	1	2	1	2,94 %
Centre	20	14	13	12	15	44,12 %
Etranger	3	3	-	-	1	2,94 %
Inconnue	1	-	1	-	1	2,94 %

3.6 Nombre d'enfants par femme

Nombre d'enfants	2009	2010	2011	2012	2013	%
0	12	22	14	8	10	29,41 %
1	15	12	10	8	15	44,12 %
2	7	10	7	7	7	20,59 %
3	3	2	7	1	2	5,88 %
4	1	-	3	-	-	
5	1	-	1	1	-	

Plus que la moitié de femmes (64,71 %) ont 1 à 2 enfants.

3.7 Durée du séjour

	2009	2010	2011	2012	2013	%
0-7 jours	9	11	12	3	3	12,50 %
1-2 semaines	8	2	7	1	1	4,17 %
2-4 semaines	1	4	1	1	1	4,17 %
1-2 mois	-	6	2	2	2	8,33 %
2-3 mois	7	9	3	4	4	16,67 %
3-4 mois	4	4	4	1	1	4,17 %
4 mois et plus	10	10	12	13	12	50,00 %

Ces dernières années, nous avons pu constater que les femmes restent plus longtemps au Fraenhaus, c'est-à-dire au-delà des 4 mois prévus par le règlement.

Une des raisons est qu'il devient de plus en plus difficile pour les femmes de trouver un logement sur le marché privé, étant donné que les loyers au Luxembourg sont souvent trop élevés pour les revenus des femmes.

D'autre part, les propriétaires sont beaucoup plus réticents à louer un appartement et à des femmes qui touchent le RMG et à une femme seule et/ou avec enfants qu'à un couple.

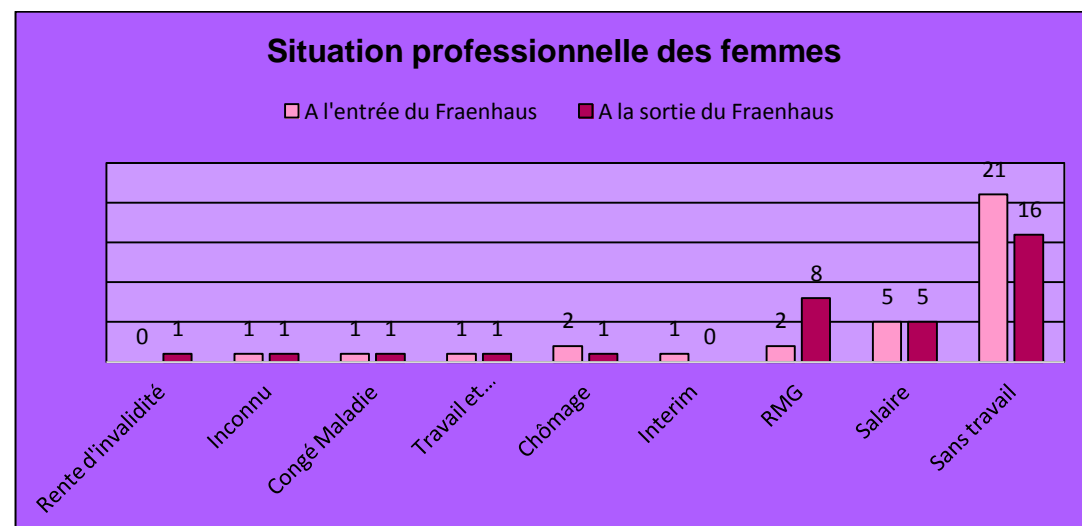
3.8 Nombre d'enfants par âge et par sexe

Age	Filles	Garçons	Total
0-1 an	1	-	1
1-3 ans	2	7	9
3-5 ans	6	3	10
5-7 ans	2	1	3
7-10 ans	5	3	8
10-13 ans	2	1	3
13-16 ans	1	1	2
16-18 ans	2	2	4
18 ans et plus	-	-	-
Total	21	15	36

Ce tableau montre qu'il y a une variation d'âge qui s'étend de quelques jours à 18 ans avec pourtant une majorité d'enfants en bas âge. Plus que la moitié des enfants au Fraenhaus (55,55 %) ont moins de 5 ans.

Un défi de notre travail est de jongler avec les différentes tranches d'âges des enfants pour répondre au mieux aux besoins liés à leur âge.

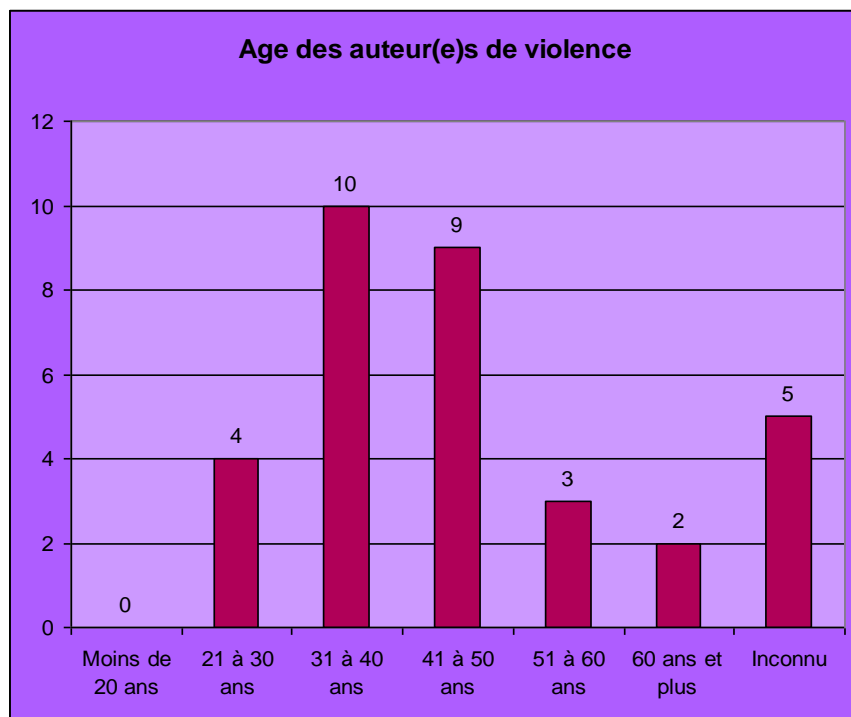
3.9 Situation professionnelle des femmes



3.10 Nationalité des auteur(e)s de violence

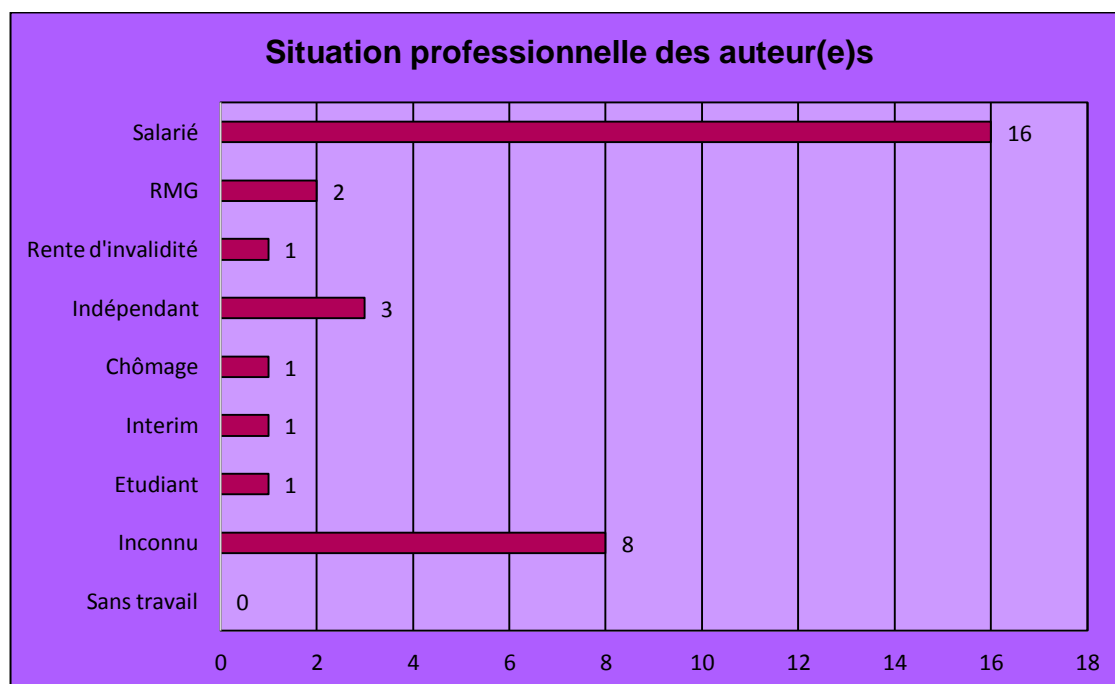
UE		NON UE	
Luxembourgeoise	13	Monténégrine	2
Française	2	Guinéenne	1
Portugaise	6	Tunisienne	1
Belge	1	Camerounaise	1
Inconnue	6		

3.11 Age des auteur(e)s de violence



Comme en 2012, plus que la moitié des auteur(e)s de violence sont âgé(e)s entre 31 et 50 ans (57,58 %).

3.12 Milieu socioprofessionnel des auteur(e)s



Presque la moitié des auteur(e)s travaillent sous le statut du salarié.

3.13 Structures de suivi

Type de structure	Femmes	Enfants
2ème phase (Femmes en Détresse)	4	8
Wunnéngshëllef	5	9
Total	9	17

Il est à noter qu'en plus des femmes suivies dans ces différentes structures, les collaboratrices du Fraenhaus assurent le suivi libre de femmes qui ont quitté le Fraenhaus ou une des structures citées ci-dessus. Ce suivi est ponctuel, en fonction du besoin des femmes. Pour certaines femmes, ce suivi libre se poursuit depuis plusieurs années.

4. LOISIRS

En 2013, le personnel a organisé diverses activités de loisirs avec les femmes : promenades ou jogging dans la forêt, séances de badminton, cinéma, parc d'aventures, atelier de cuisine avec confection de confiture, sortie de Noël...

5. FORMATION CONTINUE DES COLLABORATRICES

Contenu	Organisation / Formateur(trice)
Les vécus de la migration et santé mentale des personnes en exil	Service Migrants et Réfugiés Croix-Rouge, Université du Luxembourg et European Migration Network National Contact Point Luxembourg
Identifikation und Betreuung/Begleitung von Betroffenen des Menschenhandels	Naile Talis, Miroslawa von Mach, KOK, Femmes en Détresse
Formation sur la violence conjugale	Femmes en Détresse
Entwicklungsförderung und Entwicklungsunterstützung mit Marte Meo durch Video-Interaktionsanalyse	AFP-Erzieungs- a Familljeberodung, Maria Aarts
Stalking – Umgang und Beratung	Justine Glaz-Océk
Vécu des enfants victimes d'abus sexuels	Dr Claude Seron
Mauvais traitements physiques et la violence conjugale	Dr Claude Seron
Weiterbildung „Marte Meo“, Grundlagen	AFP-Erzieungs- a Familljeberodung, Maja Hehlen
Cours de 1er secours	Femmes en Détresse
Formation pour Travailleur désigné	RHexpert

6. CONFERENCES

Contenu	Organisation / Formateur (trice)
Les violences sexuelles commises dans les conflits armés	Ministère de l'Egalité des Chances
The Impact of Rape in Congo	Zonta Club Luxembourg, Ilse en Femke van Velzen
Räume bilden: Auf der Suche nach einer neuen Lernkultur	Agence Dageselteren, Udo Lange
Le rôle de l'adulte et le soutien de l'autonomie du jeune enfant	Agence Dageselteren, Eszter Mozes
Présentation de la Stratégie européenne de lutte contre la traite	Myria Vassiliadou

7. ECHANGES D'EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

Contenu	Organisation
Réunions des formatrices en matière de violence conjugale	Femmes en Détresse
Réunions pour l'organisation de la Journée Internationale des Femmes	Cid Femmes
Groupe de travail: revendications juridiques	Service juridique de Femmes en Détresse
Groupe de travail: Traite des êtres humains	Fraenhaus, Visavi,
Groupe de travail: Services de consultations et services d'hébergements	Centre Ozanam, Visavi, Fraenhaus, Foyer Sud, Foyer Pro Familia
Schafika	Fraenhaus, Service Psy enfants, Foyer Pro Familia, Foyer Sud, Foyer Paula Bové, Foyer Maternel
Kannerhaus	Kannerhaus, Fraenhaus, Femmes en Détresse

8. CONCLUSIONS

Depuis quelques années, le séjour au Fraenhaus se prolonge de plus en plus pour un nombre croissant de femmes.

En 2013, 12 femmes ou 50 % des femmes sont restées plus que les 4 mois prévus par le contrat.

La conjoncture économique actuelle y joue certainement un rôle. Les clientes du Fraenhaus ont de plus en plus de difficultés à trouver un travail à durée indéterminée. Ceci est dû à un manque de qualification professionnelle d'une part, mais aussi à un manque de connaissances de langues.

Parmi les 34 femmes accueillies en 2013, 5 femmes ne parlaient et ne comprenaient ni le luxembourgeois, ni le français, ni l'allemand. Ces femmes sont obligées d'apprendre d'abord les bases d'une des langues usuelles du pays avant de se lancer à la recherche d'un emploi, ce qui prolonge considérablement leur séjour au Fraenhaus.

De plus en plus de patrons demandent la connaissance de la langue luxembourgeoise dans les annonces.

Parallèlement nous avons constaté que beaucoup de femmes n'habitaient que très peu de temps au Luxembourg avant de venir au Fraenhaus. Pour 5 femmes leur séjour au Luxembourg était inférieur à 1 an avant de s'adresser au Fraenhaus. Pour 15 femmes leur séjour était inférieur à 5 ans. La plupart de ces femmes n'ont ni les connaissances de langues nécessaires pour trouver un emploi, ni de l'expérience au marché de travail luxembourgeois, ni droit aux aides sociales comme par exemple le Revenu minimum garanti.

Quant à la destination des femmes après le Fraenhaus, on peut constater que seulement 5 femmes (14,71 %) ont trouvé un logement sur le marché immobilier. Un tiers des femmes sont dirigées vers un logement social (Wunnengshëllef, Fonds de Logement) ou sont toujours au Fraenhaus (26,47 %), faute de moyens.

En effet pour les femmes bénéficiaires du Revenu minimum garanti, il devient de plus en plus difficile, voire impossible de trouver un logement sur le marché immobilier. Toutes les agences immobilières et la plupart des propriétaires qui louent de privé à privé les refusent comme locataires, même si ces femmes auraient les moyens financiers pour payer le loyer.

9. PERSPECTIVES

Nous avons constaté que beaucoup de femmes n'ont pas les connaissances linguistiques nécessaires pour trouver un emploi au Luxembourg et s'inscrivent dans des cours de langues. Mais pour profiter du temps entre l'arrivée de la femme au Fraenhaus et le début d'un cours, nous proposons des cours de luxembourgeois au Fraenhaus même, animés par le personnel. Les niveaux scolaires divergents et les différentes nationalités des femmes rendent ces cours parfois difficiles.

Quant aux difficultés de nos clientes de trouver un appartement sur le marché immobilier, le principe du « bail glissant » nous paraît intéressant comme remède à ce problème.

Dans un premier temps le contrat de location se ferait entre le propriétaire et une association sociale, qui de cette manière se porterait garante pour le bon déroulement du contrat (paiement régulier du loyer, etc.). Ce n'est qu'après deux ou trois ans que l'association se retirerait, donnant ainsi à la femme la possibilité de devenir complètement autonome en reprenant le contrat de bail à son propre nom, avec l'accord du propriétaire.

Une autre issue à la problématique du logement consisterait en une augmentation des logements sociaux.

SENSIBILISATION, PREVENTION ET FORMATION DANS LE DOMAINE DE LA VIOLENCE CONJUGALE

Dates	Thème et volume de la formation	Population cible	Formatrices du service
28.01.2013	Formation sur le dépistage de la violence conjugale Le rôle des sage-femmes 8 heures	Lycée technique pour professions de santé Formation des sage-femmes	Fraenhaus
18.02.2013 22.02.2013 25.02.2013 01.03.2013 04.03.2013	Formation de base 24 heures	Collaboratrices des services de consultation et centres d'hébergement pour femmes de FED, CNFL, Fondation Pro Familia, Fondation Maison de la Porte Ouverte	Visavi et Fraenhaus
28.02.2013 05.03.2013 11.07.2013	Sensibilisation et prévention 3 x 2 heures	Participant/e/s au séminaire sur l'affirmation de soi : « Aktiv geint d'Gewalt » organisé par le Service de Prévention de la Police Grand-Ducale et le MEGA	Visavi
06.03.2013	Dépistage de la violence domestique La loi sur la violence domestique 3 heures	Uni Luxembourg Formation bachelor BSSE	Savvd et Direction
07.03.2013	Conférence sur la violence domestique 2,5 heures	Grand publique	Direction
08.03.2013	Table ronde sur la violence domestique 2,5 heures	Grand publique	Direction
09.03.2013 13.04.2013 20.04.2013	Formation continue 3 x 3 heures	Familles d'accueil et assistant/e/s parentales/aux de l'Agence Dageselteren	Visavi
12.03.2013	3 heures	Collaboratrices des services et refuge pour femmes	Savvd
06.05.2013	Formation continue 3,5 heures	Bénévoles du service d'aide par téléphone SOS Détresse	Visavi
04.06.2013 10.06.2013 06.06.2013 27.06.2013	Formation de base 4 x 4 heures	Elèves de l'Ecole de Police Grand-Ducale	Visavi et Fraenhaus
14.06.2013 24.06.2013	2 x 4 heures	Etudiants de l'école nationale de Police	Savvd
06.11.2013	3 heures	Etudiants du Bachelor BSEE	Savvd

VISAVI

Service de consultation pour femmes



1, rue Duchscher
L-1424 Luxembourg
Tél.: 49 08 77
Fax: 26 48 26 82
e-mail: feminfo@pt.lu

VISAVI

VI SA VI veut dire :

Vivre **SA**ns **V**iolence

Vivre **SA** propre **V**ie

Etre **ViS-A-Vis** d'une femme qui vous respecte

Le service propose des consultations par téléphone et/ou en entretien individuel.

La femme, qui s'interroge sur sa vie de couple et/ou vit ou a vécu de la violence conjugale, reçoit un accompagnement à court, à moyen ou à long terme.

Le service assure également l'entretien d'admission au refuge pour femmes et enfants victimes de violence domestique (*Fraenhaus* de "Femmes en Détresse" a.s.b.l.).

Les langues véhiculaires du service sont le luxembourgeois, le français, l'allemand, le portugais, l'espagnol et l'anglais.

Les objectifs du service sont entre autres :

⇒ Prévenir la violence :

- informer sur la violence domestique
- présenter des modèles constructifs de résolution de conflits
- défendre le principe de l'égalité dans le couple
- préconiser une éducation non violente
- donner des formations visant le dépistage de la violence domestique à différents secteurs d'activités (école de police, travailleurs sociaux,...)

⇒ Soutenir les victimes de la violence domestique :

- dépister et mettre des mots sur le vécu de violence
- élaborer des scénarios de protection
- montrer des issues à la violence
- donner des informations sur la dynamique de la violence
- donner des informations juridiques, administratives et psycho-sociales
- renforcer chez la femme l'estime de soi
- encourager chez la femme le processus du développement de ses capacités
- aider la femme à redécouvrir ses ressources personnelles

Le service est ouvert du lundi au vendredi de 9 heures à 17 heures pendant toute l'année, à l'exception des jours fériés légaux.

Toutes les collaboratrices de l'équipe pluridisciplinaire du VISAVI ont une formation de base dans le domaine socio-éducatif, social, psychologique ou paramédical, ainsi que des formations spécifiques dans le domaine de la violence conjugale. Deux collaboratrices sont conseillères en psycho-traumatologie et une collaboratrice est sophrologue.

3 collaboratrices appartiennent au réseau des formatrices, mis en place par le Ministère de l'Egalité des Chances dans le cadre de la lutte contre la violence domestique.

STATISTIQUES DES CONSULTATIONS INDIVIDUELLES

1. DONNEES SUR LES UTILISATRICES

1.1 Relevé du nombre d'utilisatrices

Année	2009	2010	2011	2012	2013
Utilisatrices	403	410	422	411	425

Le service a offert des consultations à **425** femmes.

1.2 Catégories d'âge

Catégories d'âge	2009	2010	2011	2012	2013	%
13-17	0	0	0	0	1	0,24 %
18-20	5	3	4	4	2	0,47 %
21-30	72	62	67	62	62	14,59 %
31-40	136	142	154	149	137	32,24 %
41-50	119	136	143	123	131	30,82 %
51-60	58	53	46	51	61	14,35 %
61 et plus	11	10	8	17	29	6,82 %
Inconnu	2	4	0	5	2	0,47 %
Total	403	410	422	411	425	100,00 %

La majorité des femmes (**268, soit 63 %**) est âgée entre 31 et 50 ans.

1.3 Etat civil

Etat civil	2009	2010	2011	2012	2013	%
Mariée	263	273	275	260	257	60,47 %
Célibataire	60	58	61	68	80	18,82 %
Divorcée	49	46	53	49	65	15,29 %
Séparée (après jugement)	22	22	26	27	17	4,00 %
Veuve	5	5	4	3	2	0,47 %
Partenariat (loi)	1	5	3	1	4	0,95 %
Inconnu	3	1	0	3	0	0,00 %
Total	403	410	422	411	425	100,00 %

La majorité des femmes (**257, soit 60,47 %**) est mariée.

1.4 Motif principal de la première consultation

Motif de consultation	Total	%
Vécu de violence	320	75,29 %
Relation de couple (pas de violence)	40	9,41 %
Logement/SDF	15	3,53 %
Education des enfants	7	1,65 %
Problème financier	8	1,88 %
Autres	35	8,24 %
Total	425	100,00 %

La majorité des utilisatrices (**320, soit 75,29 %**), a contacté le service pour un problème de vécu de violence.

Sous la rubrique « Autres » peuvent figurer : problèmes de travail, problèmes psychologiques, toxicomanie, problèmes spécifiques à l'immigration etc.

295 utilisatrices (69,41 %) ont eu une première consultation en 2013.

130 utilisatrices (30,59 %) ont déjà bénéficié d'une ou de plusieurs consultations avant 2013.

1.4.1 Demande d'admission dans un centre d'hébergement

Année	2009	2010	2011	2012	2013
Utilisatrices	403	410	422	411	425
Demandes d'admission	52	38	65	72	30

30 (= 7,06 %) utilisatrices ont contacté le service pour une demande d'admission dans un centre d'hébergement pour femmes.

2. DONNEES SUR LES CONSULTATIONS

2.1 Relevé du nombre de consultations

Année	2009	2010	2011	2012	2013
Consultations	1157	1161	1068	1129	1044

Le service a compté un total de **1044** consultations en 2013.

2.2 Fréquence des consultations

Fréquence des consultations	Nombre d'utilisatrices	Nombre de consultations
1-2	312	381
3-9	93	434
10-23	20	229
Total	425	1044

312 utilisatrices (73,41%) ont bénéficié de 1 à 2 consultations.

93 utilisatrices (21,88%) ont bénéficié de 3 à 9 consultations.

20 utilisatrices (4,70%) ont bénéficié de 10 à 23 consultations.

2.3 Accompagnements externes

Lieu	Nombre d'accompagnements
Avocat(e)	6
Tribunal	4
Police	1
Centre d'hébergement	6
Visite à domicile	1
Hôpital	1
SCAS	1
Service psychologique	1
Total	21

Le service a effectué un total de **21** accompagnements externes.

La durée d'un accompagnement externe se situait entre 1,5 et 4 heures.

2.4 Suivi dans le cadre d'un projet d'inclusion sociale par le logement

Organismes de logements sociaux	Nombre d'utilisatrices
AIS ¹	1
WH ²	1
FDL ³	1
Total	3

3 utilisatrices ont bénéficié d'un suivi.

3. DONNEES SUR LA VIOLENCE

3.1 Vécu de violence

Vécu de violence	Total	%
Non	60	14,12 %
Oui	356	83,76 %
Inconnu	9	2,12 %
Total	425	100,00 %

356 utilisatrices (**83,76 %**) ont un vécu de violence.

3.2 Formes de violence

En lien avec les vécus de violence de **356** utilisatrices

Formes de violence	Total	%
Violence psychologique	356	100,00 %
Violence physique	230	64,61 %
Violence verbale	289	81,18 %
Violence sexuelle	51	14,33 %
Violence économique	124	34,83 %

356 femmes (100 %) sont victimes de violence psychologique.

289 femmes (81,18 %) sont victimes de violence verbale.

Une utilisatrice peut vivre ou avoir vécu plusieurs formes de violence.

3.3 Consultations en psycho-traumatologie

La psycho-traumatologie vise la prise en charge des personnes traumatisées.

Les événements traumatiques se regroupent sous différentes catégories :

- les actes de violences interpersonnels, comme la violence conjugale, les agressions physiques et sexuelles, la maltraitance et la négligence familiale, les actes de guerre etc.
- les accidents causés par erreur humaine et technique, comme les accidents de voiture, de train, de bus, des explosions etc.
- les catastrophes naturelles, comme un ouragan, un tsunami, des inondations etc.

¹ AIS : Agence Immobilière Sociale

² WH : « Wunnéngshëllef » asbl

³ FDL : Fonds du Logement

La violence conjugale étant un phénomène massif dans notre société actuelle et engendrant de fréquents troubles psycho-traumatiques (58 % d'état de stress post-traumatique chez les femmes victimes de violence conjugale par rapport à 24 % chez l'ensemble des victimes de traumatismes Austin, 1995)

Nous parlons d'événement traumatique quand il y a menace grave pour l'intégrité physique de soi ou d'autrui. Ces incidents peuvent se produire pendant l'enfance, l'adolescence ou encore à l'âge adulte.

Suite à de tels événements, se développent souvent des troubles psychiques liés au traumatisme, comme :

- l'hyperréactivité neurovégétative : troubles du sommeil, sursaut exagéré, colère, sentiment d'insécurité
- la reviviscence : pensées, rumination, flashbacks de l'événement traumatique
- la dissociation : trouble de la concentration et de l'attention, état de conscience modifié
- troubles comorbides sous formes très diverses : troubles anxieux, troubles de l'humeur (dépression)
- troubles alimentaires : anorexie, boulimie, abus de substances
- conduites auto-agressives : automutilation, suicide

Pour la victime de violence conjugale, l'objectif de la psycho-traumatologie est la stabilisation à travers différentes techniques :

- le renforcement du sentiment de sécurité intérieure par l'apprentissage de moyens de réduction du stress
- l'amélioration de la connaissance et de la compréhension du stress post-traumatique et de ses répercussions, afin de favoriser l'autonomie de la personne
- la mise en évidence et le renforcement des propres ressources
- la mise à distance intérieure (visualisation positive)

En 2013, **3** utilisatrices ont reçu **40** consultations en psycho-traumatologie.

3.4 Consultations en sophrologie

La sophrologie favorise et stimule l'harmonie entre le corps et l'esprit. Elle s'inspire de techniques orientales et de méthodes occidentales en utilisant différentes techniques de relaxation statiques et dynamiques (respiration, visualisation, exercices corporels).

Cette méthode permet :

- d'activer ses propres capacités
- d'acquérir un bien-être physique et psychique
- de rétablir la confiance en soi
- d'augmenter les pensées positives et les ressources de la personne, afin d'aborder mieux sa vie.

Elle est un outil efficace pour la gestion et la réduction du stress déclenché par un vécu de violence conjugale.

En 2013, **7** utilisatrices ont bénéficié de **24** séances de sophrologie.

STATISTIQUES DES APPELS TELEPHONIQUES

1. RELEVÉ DES APPELS

Année	2009	2010	2011	2012	2013
Appels entrants et sortants	4826	4060	3643	3811	3192

1.1 Appels entrants et sortants

	Appels entrants	Appels sortants	Total
Utilisatrices	1905	337	2242
Professionnel/le/s	550	400	950
Total	2455	737	3192

1.2 Catégories des appels

	Appels entrants	%	Appels sortants	%	Total
Premier appel	636	25,90 %	64	8,68 %	700
Plusieurs appels/suivi	1269	51,69 %	273	37,04 %	1542
Autres professionnel-le-s	550	22,41 %	400	54,28 %	950
Total	2455	100,00 %	737	100,00 %	3192

Explications :

Premier appel : Les appelant(e)s ayant contacté le service pour la première fois

Plusieurs appels : Les appelant(e)s ayant contacté le service sans demander une collaboratrice en particulier

Suivi : Les appelant(e)s ayant bénéficié d'un accompagnement social (par téléphone et/ou en consultation individuelle)

1.3 Motifs d'appel

Motifs d'appel	Nombre	%
Aide psychologique	487	14,50 %
Informations juridique/administrative et renseignements	2872	85,50 %
Total	3359	100,00 %

Un appel téléphonique peut contenir plusieurs demandes, d'où l'écart entre le nombre des appels téléphoniques (**3192**) et le total des motifs d'appel (**3359**).

1.4 Appels incluant un contexte de violence

Formes de Violence	Nombre d'appels
Violence psychologique	322
Violence physique	216
Violence sexuelle	31
Violence économique	40
Violence envers mineur/e/s	62
Total	671

Dans ce tableau sont regroupés les appels (671) dont le thème principal est la violence.

La majorité des appelantes de la catégorie Suivi (cf. tableau 1.2 Catégories des appels) a un vécu de violence. Ce sujet est retenu dans les statistiques uniquement lorsqu'il est thématiqué.

2. LANGUES VÉHICULAIRES

Langue	Nombre d'appels	%
Luxembourgeois	1550	48,55 %
Français	1285	40,25 %
Allemand	112	3,52 %
Anglais	89	2,79 %
Portugais	130	4,08 %
Espagnol	26	0,81 %
Total	3192	100,00 %

La majorité des entretiens téléphoniques se sont déroulés en luxembourgeois (**48,55 %**) suivi du français (**40,25 %**).

ACTIVITES DU SERVICE

1. ECHANGES D'EXPERIENCES PROFESSIONNELLES ET PARTICIPATION AUX MANIFESTATIONS, DEBATS, CONFERENCES

Dates	Thèmes	Organisateur
03.01.2013	Interview avec une journaliste du « Jornal TUGA », un portail internet en portugais	Visavi
14.02.2013	Participation au Flashmob du V-Day « One Billion Rising for Justice » 15 ^{ème} anniversaire du V-Day	Gender Voice Initiative
19.02.2013	Participation à l'avant-première du film « Arrêtez-moi »	Iris Group Luxembourg
08.03.2013	Participation à la « Marche vers l'Egalité » à l'occasion de la « Journée Internationale de la Femme » avec les thèmes de la violence domestique, de la traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle et de la mutilation génitale	Cid-Femmes, FED, CNFL, Femmes socialistes,...etc.
12.03.2013 07.05.2013 15.05.2013	Evaluation des 3 formations continues	Agence Dageselteren et Visavi
21.03.2013 25.07.2013	Groupe de travail/revendications : amendements de la loi sur la violence domestique, loi du divorce, droits de pension des femmes,...	Administration centrale et services de FED
18.04.2013 24.05.2013 21.06.2013 18.07.2013 02.08.2013	Réunions des « formatrices en matière de violence conjugale »	Administration centrale et services de FED
13.05.2013 26.09.2013	Groupe de travail des services de consultation et des centres d'hébergement	Visavi, Centres Ozanam, Foyer Sud, Foyer Pro Familia
14.05.2013	Réunion avec le CRP-Santé sur l'« Etude sur les causes de la violence domestique »	Ministère de l'Egalité des Chances
28.06.2013	Réunion avec SOS Détresse	SOS Détresse
10.07.2013	Débat public à la Chambre des Députés concernant la loi sur la violence domestique	Chambre des Députés
12.07.2013	Présentation du service aux assistantes sociales	Croix-Rouge

21.10.2013	Réunion des agents de suivi dans le cadre du projet d'inclusion sociale par le logement de FED	Services de FED
25.11.2013	Participation à l'émission « Invitée vum Dag » à la Radio 100,7, dans la cadre de la « Journée Internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes »	Radio 100,7
18.12.2013	Debriefing « Aktiv geint d'Gewalt »	Service de prévention de la police grand-ducale

2. FORMATIONS CONTINUES DES COLLABORATRICES

Dates	Thèmes	Organisateur
Octobre 2011-janvier 2013	Zertifikat Fachberaterin für Psychotraumatologie	Deutsches Institut für Psychotraumatologie (DIPT) Köln e.V. und Akademie für Integrative Psychotherapie
Septembre 2011-juin 2013	Fachberaterin für Psychotraumatologie Berufsbegleitende Zusatzausbildung	Zentrum für Psychotraumatologie und Traumatherapie Niedersachsen (ZPTN) in Maring-Novian (Rheinland-Pfalz)
04.11.2013 05.11.2013 06.11.2013	Fachberaterin für Psychotraumatologie Berufsbegleitende Zusatzausbildung	ZPTN in Esslingen
28.09.2013 29.09.2013 19.10.2013 20.10.2013 30.11.2013 01.12.2013	« La communication non-violente » de Marshall Rosenberg	Centre de formation professionnelle continue « Giraffarah Formations » à Luxembourg
18.02.2013-12.03.2013	Formation de base en matière de violence conjugale	FED

3. SUPERVISIONS

Le service a régulièrement eu des séances de supervision avec une superviseuse (psychologue diplômée et psychothérapeute).

CONCLUSION

Analyse du développement des services offerts au Visavi en lien avec la prise en charge des victimes de violence conjugale

Aider au mieux les femmes, victimes de violence conjugale, nécessite une constante évolution des compétences des collaboratrices par rapport aux besoins diversifiés de sa clientèle.

Par ce constat, les collaboratrices du Visavi ont choisi de s'investir dans des formations spécifiques, comme :

- la sophrologie
- la psychotraumatologie
- la communication non-violente

Chaque formation s'occupe d'un volet bien précis de la problématique de la violence conjugale. L'objectif de toutes les formations est de soulager l'immense détresse et de réduire le niveau de stress engendré par des expériences de violence traumatisantes.

Les offres au niveau psycho-social du Visavi sont entre autres complétées par des :

- techniques de relaxation
- exercices de stabilisation et de gestion du stress
- techniques de communication non-violente

SAVTEH

Victimes de la traite des êtres humains



1, rue Duchscher
L-1424 Luxembourg
Tél.: 49 08 77
Fax: 26 48 26 82
e-mail: traite.humains@pt.lu

SERVICE D'ASSISTANCE DES VICTIMES DE LA TRAITE DES ETRES HUMAINS (SAVTEH)

Le service d'assistance aux victimes de la traite des êtres humains (SAVTEH) est intégré au service VISAVI.

L'assistance aux victimes comprend :

L'accueil et l'encadrement des victimes de la TEH:

- l'encadrement psychologique et social
- l'accompagnement dans les démarches en vue de leur rétablissement physique, psychique et social dans le respect de leur volonté

Des informations sur :

- les droits des victimes
- les procédures judiciaires et administratives
- les prestations mises à disposition

Le concept de travail comprend :

- la collaboration avec la police, afin d'assurer une protection effective et appropriée aux victimes de la TEH
- l'établissement de statistiques
- la coopération avec des ONG internationales abordant l'assistance aux victimes de la TEH
- l'élaboration d'un dépliant d'information et de prévention destiné aux victimes de la TEH
- l'instauration d'un numéro d'urgence
- le travail proactif

La prise en charge des victimes est assurée par 1 collaboratrice à mi-temps ayant une formation de psychologue.

STATISTIQUES DES VICTIMES DE LA TRAITE DES ETRES HUMAINS

1. RELEVÉ DU NOMBRE DE VICTIMES OFFICIELLEMENT IDENTIFIÉES AYANT RECU UNE ASSISTANCE AMBULATOIRE

Année	2009	2010	2011	2012	2013
Victimes	-	1	2	0	1

1.1 Données sur les utilisatrices

1.1.1. Victimes officiellement identifiées au cours de l'année 2013

Nombre: 1

Age : mineure

Sexe : féminin

Pays d'origine : Roumanie/UE

1.1.2. Victimes présumées, officiellement non-identifiées au cours de l'année 2013

Nombre : 0

Ag : -

Sexe : -

Pays d'origine : -

1.2 Prise en charge ambulatoire

1.2.1. Victimes officiellement identifiées **avant** l'année 2013, ayant obtenu en 2013 un suivi ambulatoire

Nombre : 2

Age : mineure

Sexe : féminin

Pays d'origine : pays tiers

1.2.2. Nombre de consultations et d'accompagnements

- Consultations : 11
- Accompagnements externes*⁴ : 1
- Entretiens téléphoniques : 26

Interlocuteurs : Victime elle-même ou représentant légal de la victime

2. TRAVAIL EN RESEAU ENTRE PROFESSIONNELS DANS LE CADRE DU SUIVI

2.1 Entretiens téléphoniques

Entretiens téléphoniques : 150

Interlocuteurs :

- Police Judiciaire : S.R.E.C./moeurs
- Centres d'hébergement
- Instances ministérielles
- ONG
- Administrations judiciaires

*par exemple : Ambassade, Administration judiciaire, Avocat, Ministère, Hôpital...
La durée d'un accompagnement peut aller d'une heure à une journée.

- Professionnel-le-s de la Santé
- Organisations internationales
- Centre de rétention
- ITM

2.2 Entrevues, réunions et conférences, activités nationales et internationales

Dates	Participant-e-s	Organisateur
24.01.2013	Entrevue entre le Centre de Rétention et les chargées de l'encadrement des victimes de la TEH de FED	FED
21.03.2013	Participation au Streetwork du Dropln	Dropln
11.04.2013	Interview dans le cadre du « Trafficking in Persons Report 2013 » par US Department of State Diplomacy in Action	Embassy of the United States of America
25.4.2013	Groupe de travail informel « dispositif d'assistance aux victimes de la traite des êtres humains »	FED
27.05.2013	Réunion entre les chargées de l'encadrement ambulatoire des victimes de la TEH	FED
31.05.2013	Launch of the EU Civil Society Platform against Trafficking in Human Beings	Commission Européenne Bruxelles
19.06.2013	Interview dans le cadre d'une recherche sociologique sur la traite des êtres humains au Luxembourg	Université catholique de Louvain
29.08.2013	Réunion entre les chargées de l'encadrement ambulatoire des victimes de la TEH	FMPO
30.08.2013	Interview dans le cadre d'une étude du EMN/NCP effectuant au sujet de l'identification des victimes de la TEH	European Migration Network/ National Contact Point Luxembourg
06.09.2013	Entrevue avec la section « mœurs » du Service de Recherche et d'Enquête Criminelle de la police grand-ducale	FED
27.09.2013	Participation au Streetwork du Dropln	Dropln
30.09.2013 01.10.2013	Brussels' Day of Action « Together for a Europe free from prostitution »	Lobby Européen des Femmes
03.10.2013	U.S. Embassy Round-table on Human Trafficking	Embassy of the United States of America
25.10.2013	Weiterbildung zum Thema Identifikation und Betreuung/Begleitung von Betroffenen des Menschenhandels	FED
28.11.2013	Participation au Streetwork du Dropln	Dropln
09.12.2013	2nd Meeting of the EU Civil Society	Commission Européenne

10.12.2013	Platform against Trafficking in Human Beings	Bruxelles
10.12.2013	Conférence : Présentation de la Stratégie européenne de lutte contre la traite	Commission consultative des Droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg

3. CONCLUSION

L'élaboration d'un dépliant d'information a été entamée au cours de l'année 2013. Ce dépliant sera achevé au courant de l'année 2014. Il est destiné aux professionnels, afin de les informer sur l'existence du SAVTEH et des services offerts destinés aux victimes de TEH.

La collaboration entre le SAVTEH et le DropIn, service de la Croix Rouge, a continué en 2013.

Le SAVTEH a pu participer au « Streetwork », afin d'approcher une population présumée victime de la traite des femmes.

Une réunion avec la SREC/mœurs de la police grand-ducale a été organisée, afin de maintenir un échange constructif entre experts, sur la situation des femmes prostituées et/ou sexuellement exploitées.

Lors d'un échange professionnel, le SAVTEH et les collaborateurs/-trices du Centre de Rétention ont décidé de collaborer, car certains détenu/e/s du Centre de Rétention sont également des victimes présumées de la traite des êtres humains.

En 2014, le SAVTEH mettra l'accent sur la collaboration et le travail en réseau avec des associations nationales œuvrant également dans l'intérêt des victimes de TEH.

Le travail en réseau avec des ONGs internationales sera maintenu, étant donné que le phénomène de la TEH est un phénomène transfrontalier.

FRAENTELFON 12344

Un numéro pour toutes les femmes



B.P. 1024
L-1010 Luxembourg
Tél: 12344

FRAENTELFON

Le Fraentelefon est un numéro d'appel pour toutes les femmes.

Les objectifs du service sont :

- aller à l'encontre des inégalités envers les femmes par des mesures d'« empowerment »
- briser l'isolement
- établir une relation avec l'appelante
- offrir une écoute et un soutien psychologique
- renforcer l'estime de soi et les capacités d'agir de la femme
- aider la femme à prendre ses distances par rapport à un vécu difficile
- donner des informations au niveau administratif, juridique et social et/ou
- orienter vers d'autres services compétents

La confidentialité et l'anonymat sont garantis.

Le Fraentelefon est ouvert du lundi au vendredi de 9 à 15 heures. Il n'est pas disponible les jours fériés.

Le Fraentelefon fonctionne avec un effectif de 40 heures hebdomadaires. Il est assuré par une équipe de 5 collaboratrices.

Les collaboratrices ont une formation de base dans le domaine socio-éducatif et psycho-social et paramédical, ainsi que des formations spécifiques, notamment la formation à l'écoute.

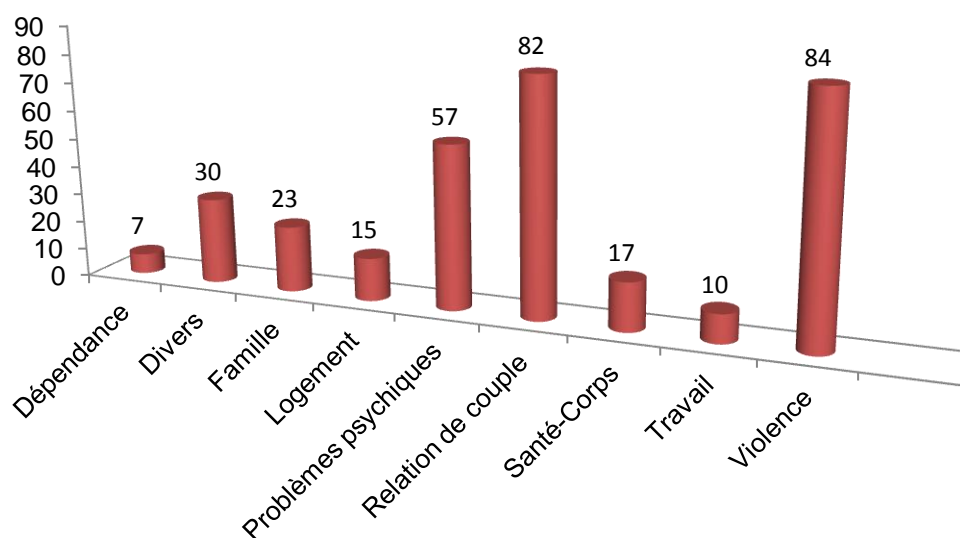
STATISTIQUES

1. EVOLUTION DES APPELS TELEPHONIQUES DES 5 DERNIERES ANNEES

Année	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre d'appels	357	385	319	325	325

2. STATISTIQUES DES APPELS TELEPHONIQUES

Les entretiens ont été regroupés sous différentes rubriques.



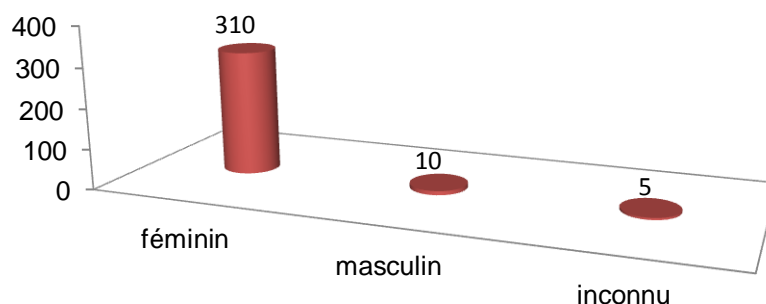
Chaque entretien peut contenir plusieurs thèmes, mais le tableau ci-dessus reprend uniquement le thème principal.

Les thèmes abordés majoritairement sont:

- **Relation de couple** : communication, conflits dans le couple, séparation/divorce/perte du partenaire ou ex-partenaire (82=25,23 %)
- **Vécu de violence** : violence domestique, harcèlement, violence de la part d'un inconnu (84=25,84 %)

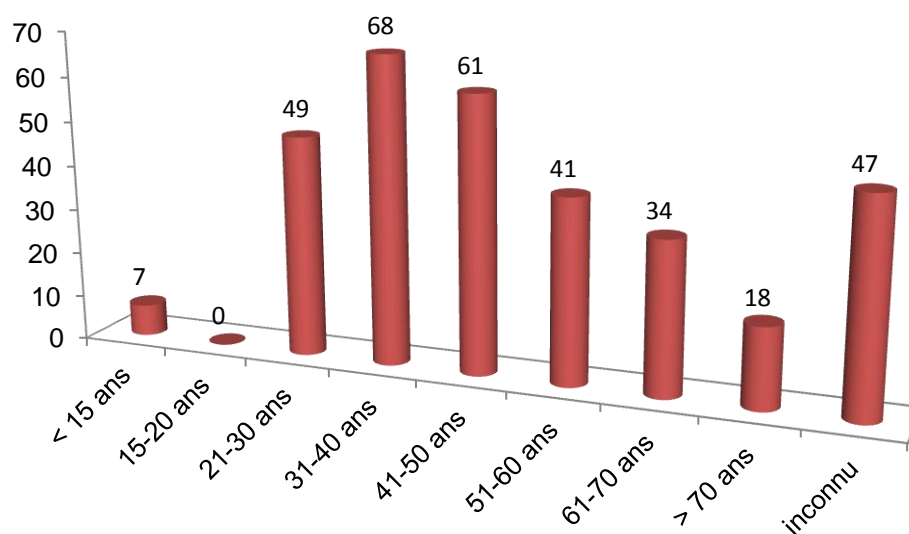
3. CARACTERISTIQUES DES APPELANT(E) S

3.1 Genre



La majorité des appelant(e)s (310=95,38 %) sont des femmes.

3.2 Age

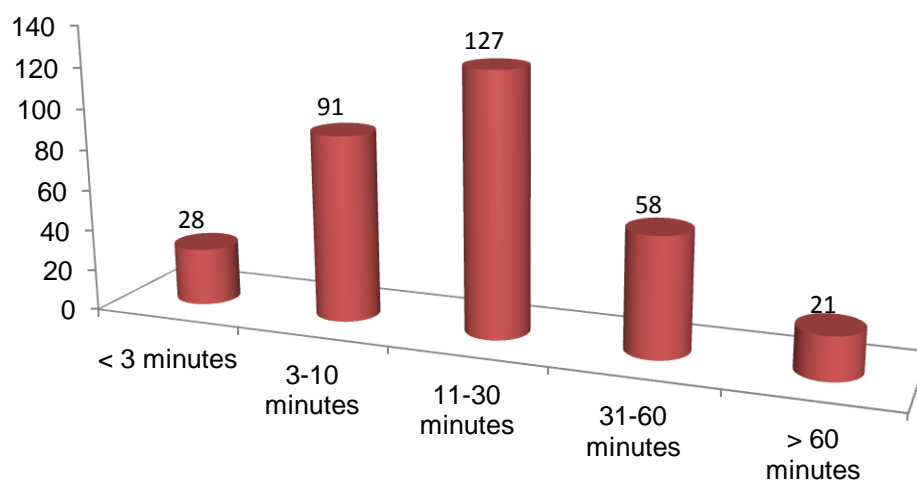


Les tranches d'âge les plus représentées en 2013:

- **31- 40 ans** (68=20,92 %)
- **41- 50 ans** (61=18,76 %)

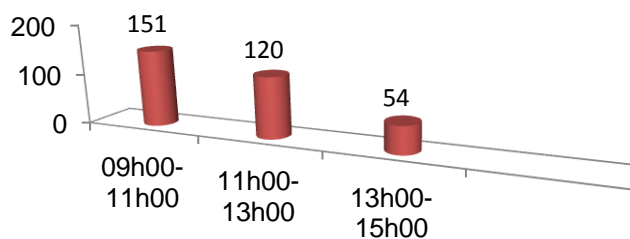
4. CARACTERISTIQUES DES ENTRETIENS

4.1 Durée



La majorité des appels durent de **11 à 30 minutes** (127=39,07 %).

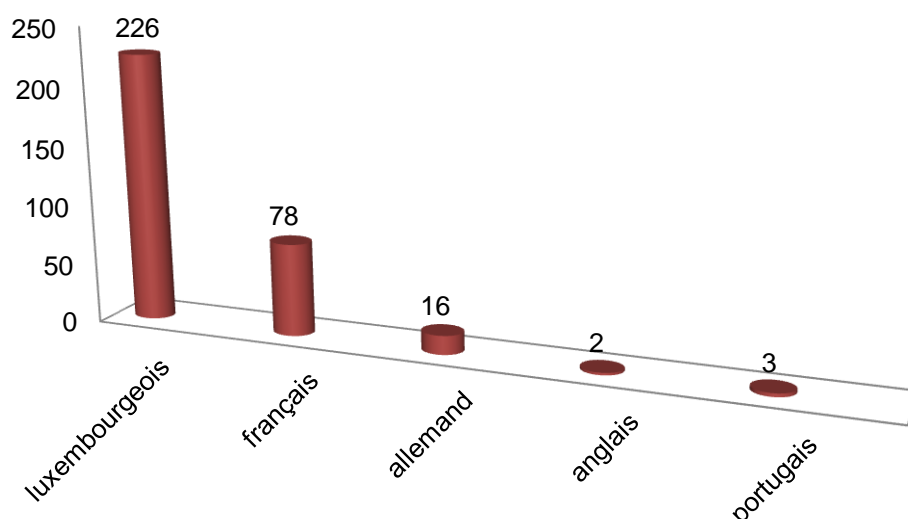
4.2 Tranches horaires



nombre d'appels: 325

La majorité des appels (151=46,46 %) ont eu lieu **entre 9.00 et 11.00 heures**.

4.3 Langues véhiculaires



Sur un total de 325, la grande majorité des appels (226=69,53 %) a eu lieu **en langue luxembourgeoise**.

5. CONCLUSION

Les thèmes principalement abordés en 2013 sont :

- les relations de couple
- la violence domestique
- les problèmes psychiques

Le Fraentelefon est un numéro d'appel pour beaucoup de femmes à la recherche d'informations spécifiques concernant leurs démarches dans un divorce. Les questions y relatives sont d'ordre juridique, social, administratif et financier.

Certaines femmes contactent le service d'aide par téléphone ayant le besoin de parler de leur souffrance psychique. L'état psychique (dépression, angoisses, etc.) d'une personne peut, sous certaines conditions de vie, se détériorer vers une détresse accrue.

Le contenu des entretiens téléphoniques au Fraentelefon reflète également cette détresse aggravée.

Le Fraentelefon constitue pour certaines femmes un outil de communication privilégié pour se confier une première fois par rapport à leur vécu de violence conjugale.

Cette « porte d'entrée » plus générale leur offre une plateforme pour parler en toute confiance et confidentialité d'expériences douloureuses vécues dans leur relation de couple.

Cette première démarche peut constituer un début de recherche d'aide par rapport aux issues possibles d'un vécu devenu inacceptable.

SAVVD

SERVICE D'ASSISTANCE AUX VICTIMES DE
VIOLENCE DOMESTIQUE



B.P. 1024
L-1010 Luxembourg
Tel.: 26 48 18 62
Fax: 26 48 18 63
e-mail: savfed@pt.lu

SERVICE D'ASSISTANCE AUX VICTIMES DE VIOLENCE DOMESTIQUE (SAVVD)

Le SAVVD a été créé dans le cadre de la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique et fonctionne depuis le 1^{er} novembre 2003.

Actuellement le SAVVD se compose d'une équipe pluridisciplinaire de 5 personnes.

La mission du SAVVD:

Suite à une expulsion du domicile de l'auteur des violences, le service:

- * prend contact avec la victime;
- * lui procure un soutien approprié;
- * lui donne une information adéquate sur les procédures judiciaires;
- * accompagne la victime dans ses démarches;
- * coordonne les différentes actions sociales;
- * oriente la victime vers d'autres structures.

Le service prend en charge toute personne qui est victime de violence domestique, indépendamment de son sexe.

140 heures de travail hebdomadaire sont disponibles pour l'encadrement des victimes de violence domestique en situation de crise suite à une expulsion du domicile.

Les heures de service sont :

Du lundi au vendredi de 8.00 et 18.00 heures

Un service de permanence par fax/téléphone est garanti pendant les week-ends et les jours fériés de 8.00 à 18.00 heures.

STATISTIQUES DU SAVVD DU 01.01.2013 AU 31.12.2013

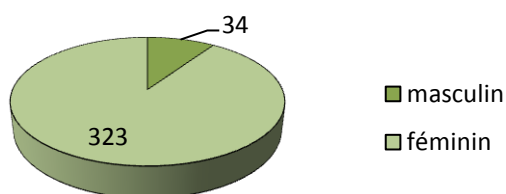
1. LES VICTIMES

1.1 Âge des victimes

	2009	2010	2011	2012	2013
18-30 ans	77	69	86	91	86
31-40 ans	97	96	123	120	131
41-50 ans	84	65	84	99	86
51-60 ans	22	21	21	29	32
61-70 ans	8	6	7	9	10
>71	5	2	5	3	4
Inconnu					1
Mineurs	9	5	5	6	7
Total des victimes :	302	264	331	357	357

Parmi les 357 victimes, 7 victimes sont mineures. La victime la plus jeune a eu 1 an et la plus âgée 86 ans.

1.2 Sexe des victimes



Parmi les 34 victimes masculines, 18 ont été agressées par des auteurs masculins.

1.3 Prolongation de la mesure d'expulsion

Parmi 100 demandes de prolongation :

8 demandes de prolongation ont été retirées par les victimes.

6 demandes ont été refusées par le tribunal.

Ces données ont été communiquées au SAVVD lors des interventions.

1.4 Nationalité des victimes

Le service d'assistance compte 35 nationalités parmi les victimes, dont 13 nationalités UE. Les plus représentées sont les nationalités luxembourgeoise (32,21 %) et portugaise (29,41 %), la nationalité française (7,28 %) et la nationalité belge (2,24 %). 24 nationalités sont NON UE, parmi elles sont les plus représentées la nationalité cap-verdienne (4,49 %), la nationalité monténégrine (2,81 %) et la nationalité brésilienne (1,97 %).

1.5 Revenus des victimes

	2009	2010	2011	2012	2013
Sans revenus	123	67	72	133	114
Revenus de remplacement	16	21	15	11	18
Salarié(e)	144	151	197	183	190
Retraité(e)	15	13	18	21	15
Inconnu	4	12	14	9	20
Total :	302	264	331	357	357

1.6 Relation avec l'auteur

	2009	2010	2011	2012	2013
Conjoint	6	6	6	323	312
Mère/Père	26	20	18	22	25
Enfant	6	7	6	6	14
Autres	8	5	7	6	6
Total :	302	264	331	357	357

1.7 Nombre d'enfants vivant dans le ménage

478 enfants vivent dans les familles concernées, 411 mineurs, 63 majeurs et 4 dont l'âge est inconnu.

1.8 Les formes de violence

Une victime peut avoir vécu plusieurs formes de violence : 257 (71,99 %) violences physiques avec blessures, 328 (92,88 %) violences psychiques. La violence sexuelle est statistiquement peu représentée : 11 fois (3,08 %), mais il faut tenir compte du fait qu'il s'agit d'un sujet délicat et difficilement abordable. La menace de mort est une forme de violence récurrente, elle est constatée dans 68 dossiers (19,05 %).

1.9 Suivi médical des victimes

Il faut souligner que seulement 30 victimes ont une incapacité de travail malgré les 257 victimes qui subissent une violence physique avec blessures. Seulement 123 des 257 victimes avec des blessures ont consulté un médecin. 87 certificats médicaux ont été rédigés.

1.10 Nombre d'entrevues avec les victimes

124 victimes n'ont pas accepté d'entrevue, parmi ces victimes 109 ont eu un à plusieurs contacts téléphoniques et 16 victimes n'ont pas eu de contact avec le service d'assistance. 232 victimes ont accepté une ou plusieurs entrevues (65,16 % par rapport au total des expulsions).

2. LES AUTEURS

2.1 Âge des auteurs

	2009	2010	2011	2012	2013
18-30 ans	80	73	87	86	110
31-40 ans	97	95	117	125	103
41-50 ans	84	65	83	104	96
51-60 ans	33	21	33	30	36
6 -70 ans	6	6	9	11	8
71 83 ans	2	2	2	1	3
Inconnu		2			1
Total:	302	264	331	357	357

2.2 Sexe des auteurs

Parmi les 357 auteurs 340 (95,24 %) sont des auteurs masculins, 17 (4,76 %) sont des auteurs féminins.

2.3 Nationalité des auteurs

Le service d'assistance compte 44 nationalités dont 13 nationalités UE. Parmi elles les plus représentées sont la nationalité portugaise 115 (32,21 %), la nationalité luxembourgeoise 106 (29,69 %) et la nationalité française 21

(5,88 %). 23 nationalités NON UE sont comptées, dont les plus représentées sont la nationalité cap-verdienne 18 (5,06 %), la nationalité monténégrine 9 (2,53 %) et la nationalité serbe 7 (1,97 %).

2.4 Profession des auteurs

	2009	2010	2011	2012	2013
Sans revenus	80	65	26	105	87
Revenus de remplacement	8	25	17	30	22
Salarié (e)	180	151	231	177	192
Retraité(e)	21	13	19	22	17
Inconnu	13	10	38	23	39
Total :	302	264	331	357	357

3. POLICE - CENTRES D'INTERVENTION PRINCIPAUX

	2009	2010	2011	2012	2013
Luxembourg :					
- Unité Luxembourg	70	67	79	84	67
Sous total :	70	67	79	84	67
Esch :					
-Unité Esch	67	52	70	80	104
-Unité Dudelange	23	15	26	27	42
-Unité Differdange	52	31	38	54	55
Sous total :	142	98	134	161	201
Capellen :		4			
- Unité Capellen	23		22	15	16
Sous total :	23	15	22	15	16
Grevenmacher :					
-Unité Grevenmacher	4	8	21	10	8
-Unité Echternach	9	8	4	10	6
-Unité Remich	7	10	15	7	3
Sous total :	20	26	40	27	18
Mersch :					
-Unité Mersch	9	14	17	28	19
-Unité Rédange	6	4	7	8	11
Sous total :	15	18	24	36	30

Diekirch :	1				
-Unité Diekirch	9	25	17	20	10
-Unité Ettelbrück	3	2	3	2	3
-Unité Troisvierges	9	7	5	6	6
-Unité Wiltz	10	6	7	6	6
Sous total :	32	40	32	34	25
Total :	302	264	331	357	357

4. PARTICULARITES EN 2013

11 victimes sont entrées dans un foyer pour femmes.

7 victimes ont été hospitalisées pendant l'expulsion.

7 auteurs ont été expulsés **4 fois** depuis novembre 2003, dont

2 auteurs ont été expulsés 3 fois en 2013 et

2 auteurs ont été expulsés 2 fois en 2013

15 auteurs ont été expulsés **3 fois** depuis novembre 2003 dont

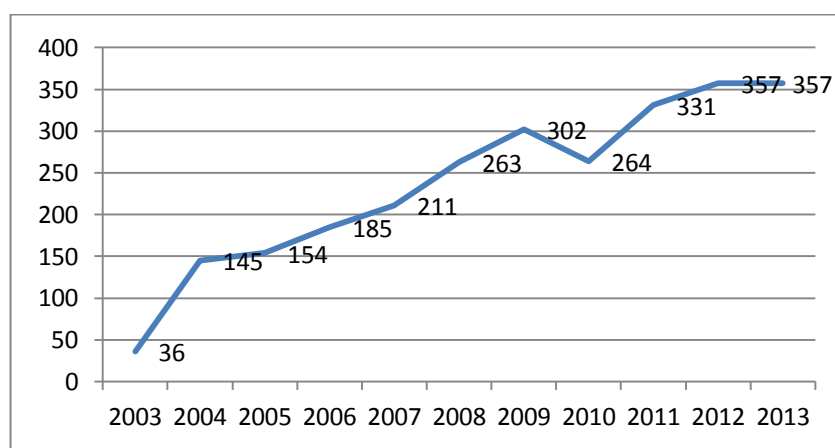
4 auteurs ont été expulsés 3 fois en 2013.

38 auteurs ont été expulsés **2 fois** depuis novembre 2003, dont

18 auteurs ont été 2 fois expulsés en 2013.

190 (53,37 %) agresseurs ont été alcoolisés au moment de l'expulsion.

5. EVOLUTION DU NOMBRE DES EXPULSIONS



ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES DE VIOLENCE DOMESTIQUE

1. METHODE DE TRAVAIL

Le travail du service d'assistance se fait de façon proactive :

Dès réception du fax de la police et/ou du parquet, une collaboratrice du service prend contact avec la victime par téléphone et par écrit.

La première entrevue avec la victime peut se faire :

- au domicile de la victime
- au bureau du service
- à la clinique.

La majorité des entrevues ont lieu au domicile de la victime pour plusieurs raisons :

- état physique et/ou psychique de la victime
- meilleure évaluation de la situation
- la présence d'enfants, l'impossibilité de trouver une gardienne
- l'absence de moyens de transport.

Les visites à domicile se font toujours à deux, par mesure de sécurité et pour garantir un meilleur encadrement.

Le travail du service comprend plusieurs domaines :

- 1.1. Le domaine psychologique
- 1.2. Le domaine juridique
- 1.3. Le domaine social
- 1.4. L'encadrement des enfants témoins et/ou victimes de violence

1.1 Le domaine psychologique

Les objectifs du SAVVD consistent à :

- Offrir une écoute et un soutien moral aux victimes
- Faire le dépistage du danger provenant de l'agresseur et élaborer avec les victimes un scénario de protection
- Selon besoin, proposer un suivi dans un service spécialisé et un lien avec ce service.

Ce lien se fait rarement puisque c'est souvent la première fois que la victime a parlé de son vécu. La majorité des personnes ne sont pas encore prêtes à consulter un service et à entamer un travail sur elles-mêmes.

Régulièrement les femmes, indépendamment du fait qu'elles soient séparées ou non de leur partenaire, contactent ponctuellement le SAVVD, ceci pour des problèmes d'éducation, de finances, de procédures de divorce, de harcèlement, de droit de garde, de logement, de désir de séparation... .

Un nouveau rendez-vous, une consultation par téléphone et/ ou une orientation vers un autre service se fait dans ces cas.

1.2 Le domaine juridique

Les objectifs du SAVVD consistent à :

- Informer les personnes sur leurs droits et sur les démarches qu'elles peuvent entreprendre: interdiction de retour, assistance judiciaire, mesures accessoires, divorce, séparation....
- Accompagner la victime dans ses démarches (sur demande) : chez la police, l'avocat(e), le tribunal, d'autres services sociaux et spécialisés ...

Si la victime ne demande pas d'interdiction de retour, le SAVVD l'informe sur ses droits et sur les mesures de protection qu'elle pourra entreprendre. Le SAVVD lui propose également de contacter le service en cas de besoin.

1.3 Le domaine social

A part le problème de la violence, le SAVVD rencontre d'autres difficultés dans les familles:

- Troubles de comportement chez les enfants
- Problèmes de santé
- Problèmes financiers
- Isolement
- Problèmes de communication avec leur entourage
- Problèmes psychiques
- Problèmes de dépendance (alcool, médicaments...)
- Menaces et/ou tentatives de suicide.

En cas de besoin, le service propose une orientation vers des structures spécialisées.

Les problèmes rencontrés le plus souvent, après l'expulsion ou pendant la procédure de divorce, sont le harcèlement de la part de l'ex-partenaire, des problèmes d'éducation, des difficultés financières.

1.4 L'encadrement des enfants témoins et/ou victimes de violence

Puisqu'il y a beaucoup d'enfants (478 en 2013) dans les familles rencontrées et qu'ils sont victimes au même titre que l'adulte, le SAVVD se concentre sur leur situation.

Si l'on considère que les enfants assistent aux scènes de violence, parfois pendant des années et que beaucoup d'entre eux sont maltraités eux-mêmes ou du moins qu'ils ne sont pas protégés, il est évident que dans un esprit de prévention, leur situation doit être examinée de plus près.

L'intervention auprès des enfants témoins de violence comprend 2 volets :

Le contact avec l'enfant :

- Informations sur l'identité et la mission des intervenantes
- Explications des faits, l'intervention de la police, la mesure d'expulsion
- Déresponsabilisation et déculpabilisation des enfants
- Informations sur des mesures de sécurité des enfants
- Ecoute active des enfants
- Définition de la loi qui sanctionne un comportement violent

La responsabilisation de l'adulte :

- Informations sur les conséquences de la violence domestique sur le développement des enfants.
- Responsabilisation de l'adulte quant au bien-être psychique et physique et à la protection des enfants.

Une aide par des services spécialisés s'impose souvent après la période de crise.

Le SAVVD donne des adresses de services spécialisés, propose de faire le lien avec ces services et/ou d'y accompagner la victime pour la première fois.

Depuis novembre 2005, le service psychologique pour enfants et adolescent(e)s, qui fait partie du SAVVD, permet d'y accueillir les enfants qui ont besoin d'un accompagnement.

LES ACTIVITÉS DU SERVICE SAVVD 2013

FORMATIONS CONTINUES DES COLLABORATRICES

Les collaboratrices du SAVVD ont participé aux formations et conférences suivantes :

Kinder begegnen dem Tod

Formation pour formatrices et futures formatrices en matière de violence domestique

- Stalking – Umgang und Beratung
- Vécu des enfants victimes d'abus sexuels/ Mauvais traitements physiques et la violence conjugale

REFLEXIONS/PREVISIONS ET PERSPECTIVES D'AVENIR

A partir du 1er septembre 2013, la loi sur la violence domestique, en vigueur depuis 10 ans à Luxembourg, a été modifiée. La première loi sur la violence domestique était applicable depuis le 1er novembre 2003. Les changements de la loi ont aussi une influence sur l'encadrement des victimes de violences domestiques prévu par cette loi. Le travail du SAVVD est fortement orienté par cette loi et ses missions y sont définies (article II).

Quels sont les principaux changements de la loi?

Durée : La durée de l'expulsion du domicile augmente de 10 à 14 jours.

Cadre : L'expulsion peut être ordonnée par le Parquet pour des personnes qui cohabitent dans un cadre familial.

Protection de la victime : Il est interdit à la personne expulsée d'entrer au domicile et dans ses dépendances, de prendre contact, oralement, par écrit, ou par personne interposée avec la victime.

Encadrement des auteurs : Un service pour auteurs de violence domestique est également informé par la police sur une expulsion. Endéans sept jours, la personne expulsée a une obligation de se présenter auprès de ce service. En cas de non-présentation de la personne expulsée, le service la contacte et la convoque en vue d'un entretien.

Recours : La personne expulsée a le droit de formuler un recours contre la mesure d'expulsion. Ce recours n'a pas d'effet suspensif.

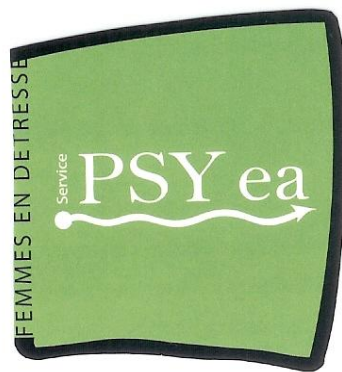
Encadrement des enfants : Le SAVVD a pour mission d'assister, guider et conseiller des personnes de violence domestique, y compris les enfants de violence domestique, en recherchant activement leur contact.

Les statistiques de 2013 sont au même niveau qu'en 2012. En 2013, 357 expulsions ont été déclarées au SAVVD. Actuellement on ne peut pas encore tirer de conclusions sur les modifications de la loi, comme ces changements sont seulement en cours depuis le 1er septembre 2013. Cependant nous pouvons déjà relever une augmentation des victimes mineures (en 2013 : 12 mineurs depuis le 1er septembre 2013 par rapport à 1 mineur du 1er janvier au 31 août). Afin de mieux se rendre compte des changements apportés par la loi, une analyse approfondie serait à envisager.

A notre avis, en cas de modifications futures de la loi, il serait judicieux de continuer d'améliorer la protection des victimes, et notamment la protection des enfants victimes et/ou témoins de violence domestique.

S-PSYea

Service psychologique pour enfants et
adolescent(e)s



Service psychologique pour enfants
et adolescent(e)s (S-PSYea)
Tél: 26 48 20 50
e-mail: s-psye@internet.lu

SERVICE PSYCHOLOGIQUE POUR ENFANTS ET ADOLESCENT(E)S (S-PSYea)

Population cible

Le Service psychologique pour enfants et adolescent(e)s prend en charge tout enfant et adolescent(e), âgé(e) de 3 à 18 ans, victime de violences domestiques.

Être victime de violence domestique signifie :

- * subir des violences corporelles (gifles, coups de poings, coups de pieds, coups donnés avec un objet, abus sexuel...) et/ou psychologiques (insultes, dévalorisations, séquestration, terreur psychologique...) ;
- * être témoin (auditif ou visuel) de violences corporelles et/ou psychologiques infligées à un autre membre de la famille ;
- * vivre les conséquences de la violence domestique.

L'équipe se compose de quatre personnes (trois femmes et un homme) travaillant au total 90 heures par semaine.

Méthodes de travail et objectifs

Travail avec les enfants et les adolescent(e)s :

- * augmenter leurs connaissances sur la violence domestique, les rôles et les responsabilités de chaque membre de la famille ;
- * favoriser la reconnaissance et l'expression de leurs émotions à travers divers procédés (parole, chant, écrits, dessin...) ;
- * briser l'isolement social et les amener à développer leur réseau social ;
- * élaborer des scénarios de protection ;
- * développer leurs compétences sociales : stratégies et résolution de conflits, empathie envers les autres (jeux de rôles, relations vécues dans la fratrie, lecture d'histoires...) ;
- * discuter des stéréotypes sexuels.

Travail sur la relation entre le parent (victime) et l'enfant ou l'adolescent(e) :

- * aider le parent à sécuriser l'enfant ou l'adolescent(e) ;
- * développer l'empathie du parent à l'égard de l'enfant ou de l'adolescent(e) ;
- * orientation vers des services psychosociaux en cas de besoin ;
- * renforcer la relation parent-enfant/adolescent(e) ;
- * aider le parent à accompagner son enfant ou son adolescent(e) dans son développement, et à déceler et combler ses besoins.

Ce travail est réalisé au moyen d'entretiens en présence du parent (victime) et de son (ses) enfant(s) ou adolescent(e)(s) ou en entretien individuel avec l'enfant/l'adolescent(e).

STATISTIQUES DE L'ANNEE 2013

1. NOMBRE DE DOSSIERS

Du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013, 103 nouveaux dossiers ont été ouverts, en outre 3 dossiers de 2011 et 56 dossiers de 2012 étaient encore en cours début 2013, soit un total de 162 dossiers. Ces dossiers concernent 258 enfants.

2. AGE DES ENFANTS

	2009	2010	2011	2012	2013
0-3 ans	14	17	10	15	10
4-6 ans	48	45	65	43	62
7-12 ans	101	104	112	107	122
13-18 ans	51	52	64	74	59
Inconnu	0	0	0	1	5
Total	214	218	251	240	258

3. SEXE

La population rencontrée en 2013 était composée de 146 filles et de 112 garçons

4. NATIONALITÉ

Le S-PSYea a accueilli des enfants et adolescent(e)s de diverses nationalités : 101 étaient de nationalité luxembourgeoise, 80 de nationalité portugaise, 17 de nationalité belge, 26 enfants et/ou adolescent(e)s sont issus d'autres pays membres de l'U.E., 19 de pays non membres de l'U.E. et pour 15 l'origine était inconnue.

5. COMMUNES DE RÉSIDENCE

Répartition des communes de résidence en fonction des centres d'intervention (circonscriptions) de la police :

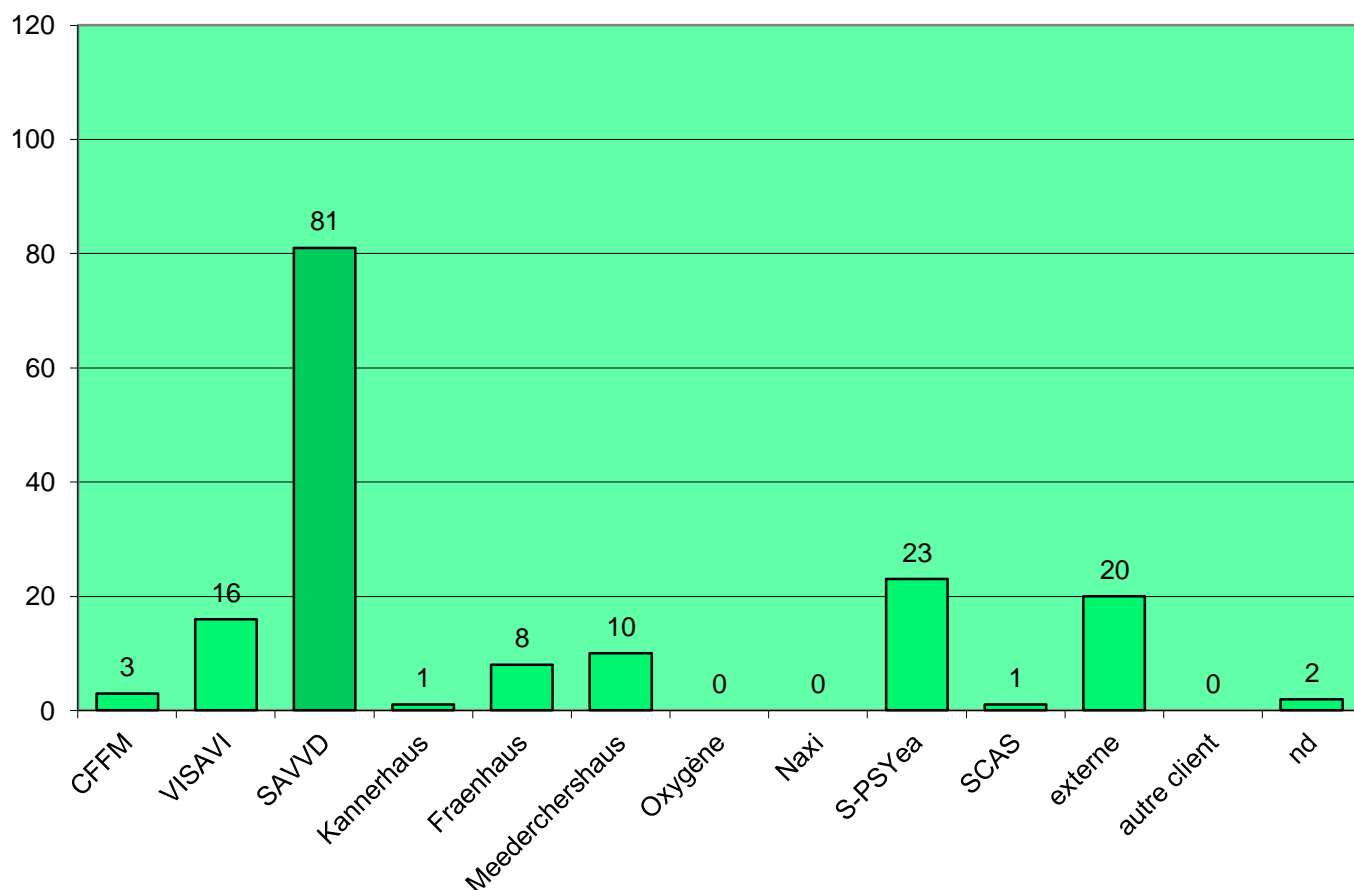
	2009	2010	2011	2012	2013
Capellen	25	15	23	19	16
Diekirch	13	19	19	22	33
Esch/Alzette	66	76	94	96	95
Grevenmacher	12	19	14	14	10
Luxembourg	61	66	59	51	62
Mersch	16	18	24	23	18
Inconnue	21	5	17	15	23
Allemagne	0	0	0	0	1
Belgique	0	0	1	0	0
Total	214	218	251	240	258

6. SITUATION SCOLAIRE (au premier entretien)

Parmi les 258 enfants et adolescent(e)s accueillis au S-PSYea, 118 étaient scolarisés en école primaire, 54 dans l'enseignement secondaire, 40 en maternelle, 13 n'étaient pas encore scolarisés, 13 étaient inscrits au précoce, 1 à l'éducation différenciée, pour 18 d'entre eux la situation scolaire est restée inconnue et 1 en situation d'abandon scolaire lors du premier entretien.

7. SERVICE À L'ORIGINE DE LA DEMANDE

Le tableau suivant montre le nombre de dossiers ouverts au sein du S-PSYea classés selon la provenance de ces demandes, qu'il s'agisse d'un service de Femmes en détresse a.s.b.l. ou d'une autre origine.



Remarque : « nd » signifie « non-déterminé »

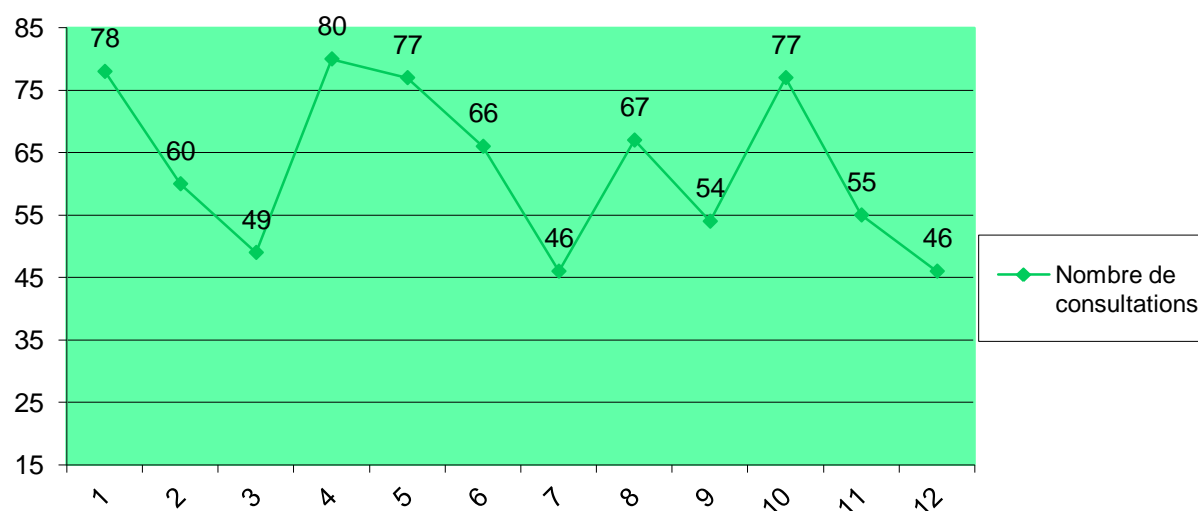
Depuis l'ouverture du S-PSYea (décembre 2005), la majorité des dossiers ouverts proviennent des familles rencontrées par le SAVVD.

8. ENTRETIENS TÉLÉPHONIQUES

Les entretiens téléphoniques reçus et émis par le S-PSYea s'élèvent au total à 1427, dont 854 concernant les suivis effectués, 114 des informations diverses, 148 concernaient un 1er entretien et 319 d'autres sujets.

9. CONSULTATIONS

Évolution des consultations en 2013 suivant le mois :



755 consultations ont eu lieu du 1er janvier au 31 décembre 2013, contre 712 en 2012. À cela il faut rajouter 194 consultations qui ont été annulées et 95 où les gens ne se sont pas présentés (total = 1044).

Pour le SAVVD spécifiquement, il y a 94 annulations et 41 consultations où les personnes ne se sont pas présentées (46,71 % du total des annulations et non présentations) et 332 consultations (43,97 % du total des consultations).

Depuis le début de l'année 2010, le S-PSYea propose également à sa population consultante un groupe de parole pour enfants de 10 séances d'une durée de 2 heures. Cette année, un groupe de parole a pu être tenu auquel 6 enfants ont participé. A la fin des 10 séances avec les enfants nous proposons une séance de groupe pour les parents d'une durée d'approximativement une heure. Les participations et absences au groupe de parole sont comptabilisées individuellement dans les statistiques ci-dessus.

10. TYPES D'EXPOSITION À LA VIOLENCE

Le S-PSYea a recensé dans la population suivie 241 cas de violences psychologiques et 108 cas de violences physiques. On considère que tout cas de violence physique entraîne également une violence psychologique. L'effectif de 241 cas de violences psychologiques rend donc compte de 108 cas de violences psychologiques associés aux cas de violences physiques et de 133 cas de violences psychologiques sans violence physique.

Pour 16 enfants le type d'exposition n'a pas pu être déterminé clairement, la mère ne s'étant pas présentée accompagnée de ses enfants au rendez-vous et/ou on n'a pas pu définir objectivement ces informations au travers de l'entretien téléphonique. Certaines mères et leurs enfants n'ont pas pu être rencontrés en 2013.

Le cas où il n'y a pas eu de violences domestiques n'a pu être défini en tant que tel qu'après l'établissement du dossier et suite au 1er entretien. Les personnes ont alors été dirigées vers un service adapté à leur problématique et le dossier fut clôturé.

11. AUTEUR DE LA VIOLENCE

	2009	2010	2011	2012	2013
Père	153	188	200	200	211
Beau-père	5	9	18	21	23
Mère	13	21	43	26	17
Inconnu	26	4	10	9	13
Frère	2	2	1	3	4
Autre	3	4	3	0	4
Belle-mère	0	0	0	2	3
Conjoint de la mère	14	10	6	1	1
Grand-père	0	0	1	1	1
Grand-mère	0	0	3	3	0
Tante	0	0	1	1	0
Oncle	0	1	1	0	0
Ex petit-ami	0	0	1	0	0
Sans	3	3	0	0	0
Sœur	1	1	0	0	0
Conjointe du père	0	1	0	0	0
Ami	0	0	0	0	0
Voisin	3	0	0	0	0
Total	223	244	288	267	277

Dans 5 cas, le père et la mère de l'enfant sont co-auteurs de la violence.

Dans 3 cas, le père et le frère de l'enfant sont co-auteurs de la violence.

Dans 2 cas, le père, la mère et la belle-mère sont co-auteurs de la violence.
 Dans 1 cas, la mère et le beau-père de l'enfant sont co-auteurs de la violence.
 Dans 1 cas, le père, la mère et le beau-père de l'enfant sont co-auteurs de la violence.
 Dans 1 cas, le père, la mère et le frère de l'enfant sont co-auteurs de la violence.
 Dans 1 cas, la mère et le conjoint de la mère de l'enfant sont co-auteurs de la violence.
 Dans 1 cas, la belle-mère de l'enfant et une autre personne sont co-auteurs de la violence.

Certaines mères et leurs enfants n'ont pas pu être rencontrés en 2013. Ces données sont reprises dans la catégorie « inconnu ».

12. TYPES DE PROBLÈMES EXPRIMÉS LORS DE LA DEMANDE

Repli sur soi/timidité	54	Agressions	49
Peurs/ anxiétés	72	Fugue	3
Céphalées	11	Actes délictueux/ destruction	1
Troubles du comportement alimentaire	8	Menaces de suicide	3
Addiction	0	Tentative de suicide	1
Crises de larmes	25	Refus de revoir l'auteur des violences	19
Colère/frustration	58	Problèmes pas clairement déterminés	57
Manque de contrôle	39	Aucune difficulté majeure	29

Le S-PSYea a recensé dans les dossiers suivis le nombre suivant de problématiques exprimées par les parents et enfants/adolescent(e)s lors de la prise en compte de la demande :

54 enfants/adolescent(e)s souffraient d'un repli sur soi / timidité, 72 de peurs / anxiétés, 11 de céphalées, 8 de troubles du comportement alimentaire, 0 d'addiction, 25 de crises de larmes, 58 de colère / frustration, 39 de manque de contrôle, 49 d'agressions, 3 ont fait une fugue et 1 a commis des actes délictueux / de destruction.

3 enfants/adolescent(e)s ont fait des menaces de suicide.

1 enfant/adolescent(e) a fait une tentative de suicide.

19 enfants/adolescent(e)s ont exprimé de refuser de revoir l'auteur des violences.

Pour 57 enfants/adolescent(e)s les problèmes lors de la demande n'ont pas pu être clairement déterminés. Pour 29 enfants/adolescent(e)s les parents n'ont manifesté aucune difficulté majeure.

ACTIVITÉS

1. RÉUNIONS AVEC D'AUTRES PROFESSIONNELS

Le service S-PSYea a rencontré et a eu des réunions avec divers services ou associations durant l'année 2013, dont : 1 réunion avec l'Alupse, 1 réunion avec le CRP-Santé, 1 réunion avec le service CPI, le Meederchershaus et une psychologue du CFFM, 1 réunion avec la délégation du personnel et une représentante de l'OGBL, 1 réunion avec l'association Kolondjo & Co et 1 psychologue a assisté à 2 réunions avec le Ministère de l'égalité des chances dans le cadre du projet « Théâtre interactif ».

2. CONFÉRENCES ET FORMATIONS

Les psychologues du S-PSYea ont suivi diverses formations professionnelles et assisté à des conférences, à savoir :

- 2 psychologues ont suivi la formation « Violence conjugale » proposée par l'a.s.b.l. Femmes en détresse et
- 1 psychologue a tenu un atelier à cette même formation,

- 1 psychologue a tenu une séance de sensibilisation concernant les enfants victimes de violence domestique au lycée technique privé Ste Anne à Ettelbrück,
- 1 psychologue a suivi une formation en hypnose éricksonienne,
- 1 psychologue a suivi une formation en psychothérapie systémique,
- 1 psychologue a été au Congrès « Pertes, ruptures et abandons » de Parole d'enfants et
- 1 psychologue a suivi la formation des formatrices proposée par le Ministère de l'égalité des chances.

3. SUPERVISIONS

Les psychologues du S-PSYea ont participé à 5 supervisions, chacune d'une durée de 2 heures, au courant de l'année 2013.

PERSPECTIVES D'AVENIR

1. LIVRET POUR ENFANTS

Le livret raconte sous forme de bande dessinée l'histoire d'un enfant victime au quotidien de violence domestique. Au travers d'une journée à l'école, l'enfant présentera différents indicateurs comportementaux qui sont des conséquences de la violence domestique. Son institutrice s'inquiètera de son comportement à l'école et cherchera à établir un dialogue. L'enfant se sentant à l'aise et écouté livrera à l'institutrice ses soucis. Elle lui permettra ensuite de trouver de l'aide auprès d'institutions spécialisées.

Le livret serait destiné et distribué dans les écoles primaires.

Une séance de sensibilisation pour instituteurs accompagnerait ce projet, afin de les sensibiliser à la problématique de la violence domestique et de ses conséquences sur les enfants. Également durant cette sensibilisation, le livret serait distribué aux instituteurs, suivi d'une explication sur le contenu et sur la méthode d'utilisation auprès de leurs élèves. Ainsi ils pourront présenter l'histoire à leurs élèves et en discuter avec eux.

L'objectif est de montrer aux élèves que la violence domestique n'est pas un sujet tabou, qu'il est permis d'en parler et qu'il existe des moyens pour trouver de l'aide, comme par exemple en parler à son instituteur/institutrice, appeler la police, consulter un psychologue... .

2. GROUPE DE PAROLE POUR ADOLESCENTS (13 – 18 ANS)

Afin de répondre au mieux à la demande d'intervention auprès des adolescents victimes de violence domestique, nous souhaiterions organiser des séances de groupe régulières où les participants viennent partager leurs émotions, leurs expériences et leurs vécus. Le but est qu'ils repartent ensuite avec des éléments concrets de ces entrevues.

D'un point de vue général, un des objectifs sera que les participants expriment en fin de séance un sentiment de réconfort et soient satisfaits d'avoir reçu des informations pratiques par rapport à la violence domestique et ses répercussions sur eux et également d'avoir pu exprimer leur vécu sans devoir faire face au jugement de l'extérieur. Il s'agira également de favoriser le développement d'un sentiment de cohésion au travers d'exercices pratiques et adaptables au vécu de chacun au moment de sa présence dans le groupe.

KOPPLABUNZ

Centre de rencontre pour femmes



1, avenue des Archiducs
L-1135 Luxembourg
Tél. : 22 07 14
Fax: 26 89 70 14
e-mail: koppla@pt.lu

FRAUENTREFF KOPPLABUNZ

Der Frauentreffpunkt bietet Frauen einen Raum, in dem sie sich ungeachtet ihres Standes ihrer Religion, Weltanschauung, politischen Überzeugung oder sexuellen Orientierung mit ihren Interessen und Angelegenheiten, aber auch mit ihren Sorgen und Nöten artikulieren können.

Unsere Angebote in den Bereichen Bildung, Kommunikation, Kultur und Beratung sind frauenparteilich und stärken die persönliche Kompetenz. Sie ermutigen Frauen dazu, ihren Teil der Verantwortung für die Entwicklung von Gesellschaft, Politik und Kultur zu übernehmen. Der Frauentreffpunkt Kopplabunz ermöglicht den Frauen

- ihre eigenen Erfahrungen sowie Ideen auszutauschen,
- frauenspezifische Themen und Fragen zu behandeln,
- einen kulturellen Austausch zu haben, sowie
- Migrantinnen zu integrieren.

Des Weiteren bietet er regelmäßig:

- Frauenkonferenzen zu unterschiedlichen Themen,
- Kreativ - und Ausdrucksateliers, die sich an der Frauenproblematik orientieren.

Arbeitsgruppen ermöglichen den Frauen, ihr Selbstwertgefühl zu steigern, Selbstbewusstsein zu erlangen und die Kommunikation zu verbessern.

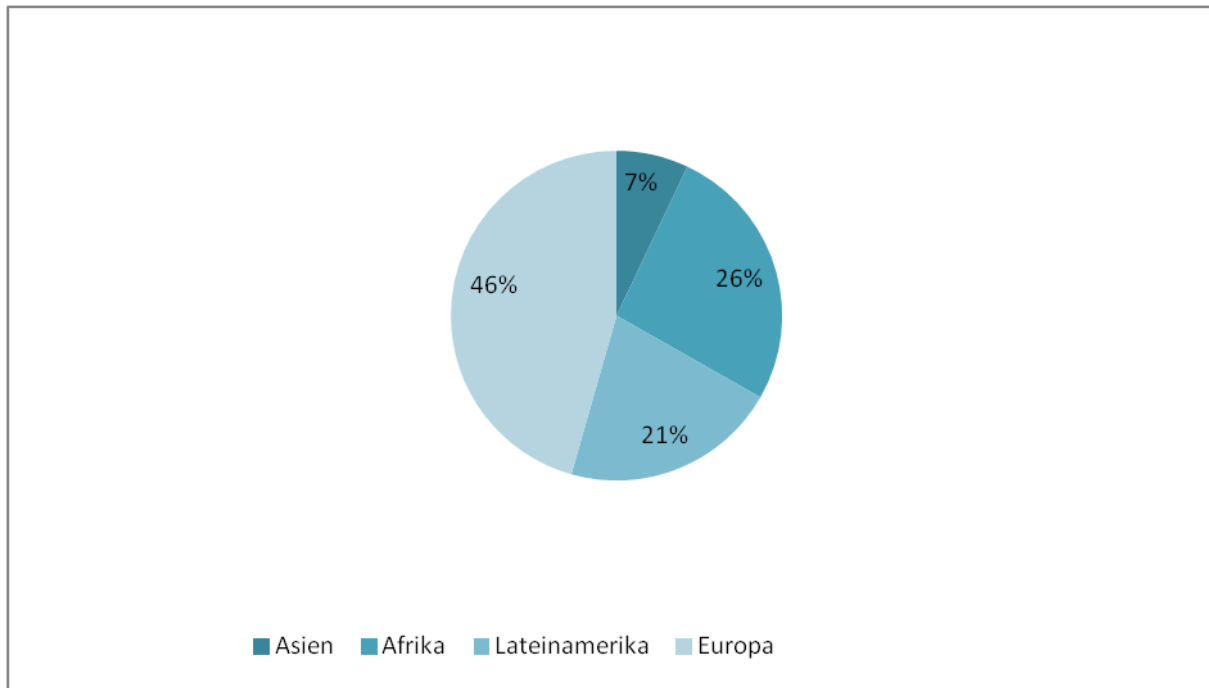
Frauen, die im Kopplabunz eine Aktivität anbieten möchten, werden bei der Erstellung der Inhalte vom Team des Kopplabunz begleitet und bei der praktischen Umsetzung unterstützt.

KOPPLABUNZ IN ZAHLEN

Im Jahre **2013** wurde der Treffpunkt insgesamt **1901 Mal** von **240** verschiedenen Frauen in Anspruch genommen, wobei **48** unterschiedliche Nationalitäten verzeichnet wurden und **148** Frauen zum ersten Mal Kontakt knüpften.

	2009	2010	2011	2012	2013
Besuche	1032	917	1607	1962	1901
1. Kontakt	71	90	192	181	148

Die **319** verschiedenen Frauen teilen sich folgendermaßen auf:



15 % der Europäerinnen sind Luxemburgerinnen.

FRAUENKONFERENZEN

Im Rahmen der Frauenkonferenzen setzten sich im Durchschnitt **10** Frauen mit den Fachleuten und folgenden Themen auseinander:

- | | |
|--|--------------------|
| • Manger sain au quotidien | Annette Schneider |
| • Ayurveda dans la vie quotidienne | John Schlammes |
| • Atelier Amapura : Créer un produit de soin | Pitou Antoni |
| • Bien-être par l'écoute des sons | Martine Wallenborn |
| • Les différentes formations proposées par le NAXI | Bele Kuby |

KULTURELLE BEGEGNUNGEN

Den Frauen ein vielfältiges Angebot an kulturellen Begegnungen anzubieten ist eines der Hauptziele des Kopplabunz.

1. KULTURELLE AKTIVITÄTEN

Folgende Aktivitäten fanden im Kopplabunz statt und wurden vom Team organisiert:

- Tanzatelier
- Mosaïque

- Kulinarische Entdeckungen
- Fest der Kulturen

Im Durchschnitt konnte der Kopplabunz **16** Teilnehmerinnen verzeichnen.

2. KULINARISCHE ENTDECKUNGEN

Der Kopplabunz organisierte **2** kulinarische Treffen im Restaurant. Den Frauen einen anderen Begegnungsort, und einen angenehmen Abend zu bieten, sie aus der Isolation zu nehmen sowie Kontakte zu knüpfen ist das Ziel. **35** verschiedene Frauen konnten von diesem Angebot profitieren.

3. KULTURELLE BESUCHE

Die Frauen in das kulturelle Leben einzuführen und sie daran teilnehmen zu lassen, ist ein weiteres Ziel unseres Treffpunktes. Es wurden insgesamt **11** Theaterbesuche organisiert, die im Durchschnitt von **14** Frauen wahrgenommen wurden. **53** verschiedene Frauen hat der Kopplabunz bei diesem Angebot zählen können.

4. ARTISTEN-TREFFEN

In Zusammenarbeit mit dem Grand Théâtre erhielten **47** Frauen an **3** Theaterbesuchen die Gelegenheit sich mit den Artisten hinter der Bühne zu treffen. Den Frauen bot sich somit die Möglichkeit, sich mit den entsprechenden Rollen, dem Inhalt des Stückes und den Darstellern auseinanderzusetzen.

5. SPONTANE ANGEBOTE

Im Rahmen der **7** spontan organisierten Aktivitäten wurden neben Theater, Konzerten, Konferenzen, Ausstellungen und kulturellen Spaziergängen auch Angebote von anderen sozialpädagogischen Institutionen in Anspruch genommen. Im Durchschnitt nahmen **10** Frauen daran teil.

WOHLFÜHLEN

1. ICH FÜHL MICH WOHL IN MEINER HAUT

Der Kopplabunz organisierte zum Wohlbefinden der Frauen folgende Kurse, die im Durchschnitt von **10** Frauen wahrgenommen, und von Professionellen abgehalten wurden:

- Yoga
- Relaxation
- Voyage imaginaire
- Thermal Bad

2. FRAUENWOCHE

Im Rahmen des internationalen Frauentages organisiert der Kopplabunz jedes Jahr eine Frauenwoche. **63** Frauen nahmen an folgenden Aktivitäten teil:

- Marche d'égalité entre femmes et hommes
- Sauna
- Konzerte
- Kino
- Kulinarischer Abend
- Tanzen

3. FREIZEITAKTIVITÄTEN

Der Kopplabunz ermöglichte den Frauen Sonntags, ihre freie Zeit mit anderen Frauen zu teilen. In diesem Kontext konnten durchschnittlich **15** Frauen von folgenden Aktivitäten profitieren:

- Flohmarkt in Arlon
- Flohmarkt in der Stadt
- Flohmarkt im Kopplabunz
- Theater
- Kulturelle Spaziergänge

4. WANDERN

« Wege entstehen dadurch, dass man Sie geht » Zitat von Franz Kafka

Kulturelle Spaziergänge stießen seitens der Frauen auf großes Interesse so dass der Kopplabunz dieses Angebot auf **2** Wanderungen erweiterte. Das Wandern hat einen positiven Effekt auf Körper, Geist und Seele und unterstützt in dem Sinne eine ganzheitliche Erfahrung. Gemeinsam in der Natur unterwegs zu sein bietet einen Raum für offene Kommunikation, vergangene Erfahrungen können ausgetauscht oder aufgearbeitet werden. Gedanken über die Zukunft zu schmieden und somit die Konzentration auf sich selbst ermöglicht den Frauen positive Kräfte freizusetzen und stärkt ihre Psyche. Das Wandern bietet körperliche Entspannung, stärkt das Selbstbewusstsein und wirkt sich auf die Seele ausgleichend aus. Der Kopplabunz bot während den Wanderungen spezifische Aktivitäten an, die den Frauen ermöglichten sich mit der Natur und sich selbst auseinander zu setzen. **26** Frauen konnten von diesem Angebot profitieren.

SELBSTSICHERHEITSTRAINING

1. FRAUEN AUF DER LEBENSBUHNE

Sicherheit und Selbstsicherheit werden für Frauen immer wichtiger. Das Konflikt – und Selbstbehauptungstraining eröffnet den Frauen die Möglichkeit sich selbstbewusst im Alltag und im Job zu bewegen. Anhand von Rollenspielen wurden folgende Themen behandelt:

- Selbstbewusstsein stärken - bewusst entscheiden
- Kennenlernen der eigenen Stärken
- Selbstwert der eigenen Persönlichkeit thematisieren und stärken
- Sensibilisierung des eigenen Konfliktverhaltens
- Entwicklung neuer Handlungsstrategien in Bedrohungssituationen

An **3** Wochenenden profitierten insgesamt **16** Frauen von diesem Angebot.

2. WORKSHOP ZUR STÄRKUNG DES SELBSTWERTGEFÜHLS

Ein positives Selbstwertgefühl ist eine wichtige Grundlage für ein erfülltes und glückliches Leben. Umgekehrt kann ein geschwächtes Selbstwertgefühl den Menschen an seinen Stärken zweifeln lassen, und so Lebenschancen verbauen. Deshalb ist es wichtig dem entgegen zu wirken. Mit Selbstsicherheits-Übungen kann jede/r sein inneres Wesen stärken und selbstsicherer werden. Solche Übungen wurden in der Woche zur Stärkung des Selbstwertgefühls in jeweils **5** verschiedenen und themenspezifischen Workshops angeboten:

SELBSTBILDNIS

Sein eigenes Selbstwertgefühl kann man stärken indem man sich Zeit nimmt um sich besser kennen zu lernen. Diese Aktivität lud die Frauen ein, ihre Gefühlswelt in Farbe auszudrücken. Ziel dieser Übung war es, die bis dahin noch unerkannten Bedürfnisse und Wünsche zum Vorschein zu bringen, um ein positives Selbstbildnis zu kreieren.



AUSDRUCK ÜBER KÖRPERSPRACHE

Bei diesem Workshop ging es darum an Hand von Gestik, Mimik und Improvisations-Übungen den Frauen zu ermöglichen ihre Ausdrucksmöglichkeiten zu erweitern, sowie ihr persönliches Potential zu entfalten. Manche Übungen gaben den Frauen die Möglichkeit spielend ihre Grenzen zu überwinden um das eigene Selbstvertrauen aufzubauen.

DIE VERSCHIEDENEN TECHNIKEN DER KOMMUNIKATION

« **Wenn die Kommunikation leidet, leidet auch das Selbstwertgefühl** » Zitat von Virginia Satir

Um seine Kommunikationsfähigkeiten zu verbessern gibt es viele hilfreiche Methoden und Techniken, die man erlernen kann. Während dieser Aktivität wurden folgende Themen angesprochen:

- Wie Vorurteile und Stereotypen unsere Wahrnehmung und Kommunikation beeinflussen.
- Welcher Einfluss unsere Körpersprache auf unsere Kommunikation hat
- Aktives zuhören
- Gewaltfreie Kommunikation

Während des Workshops zeigten sich die Frauen sehr interessiert. Sie stellten viele Fragen zu den jeweiligen Themen, und profitierten davon Tipps zu bekommen wie man an seiner Kommunikationsfähigkeit arbeiten kann. Aus Zeitmangel war es nicht möglich alle vorgesehenen Techniken zu behandeln. Auf Nachfrage seitens der Teilnehmerinnen wird **2014** eine Fortsetzung organisiert.



WOHLFÜHLEN IM ALLTAG

Ein altes Sprichwort besagt: In einem gesunden Körper wohnt ein gesunder Geist! Wenn man sich in seiner eigenen Haut wohlfühlt, steigert man auch zusätzlich sein Selbstwertgefühl. Das Ziel dieses Workshops war es, den Frauen Wohlfühl-Übungen zu zeigen, die sie selbst in ihrem Alltag anwenden können. Auf dem Programm standen: Atemtechniken, Yoga, Automassagen und Fantasiereisen.

KULINARISCHER ABEND

Um diese Woche feierlich abzuschließen, trafen sich die jeweiligen Teilnehmerinnen zum Abendessen und verabredeten sich zum Tanzen in einer Discothek. Neue Kontakte zu knüpfen, das Gefühl von Zugehörigkeit,

gemeinsam eine unerschwingliche Zeit verbringen... all dies beschert uns Anerkennung und Bestätigung, und wiederum führt dies zu einem positiveren Selbstwertgefühl.

In dieser Woche konnte der Kopplabunz **18** verschiedene Frauen verzeichnen.

GESPRÄCHSRUNDEN

Den Migrantinnen zu ermöglichen, unser Land besser kennen zu lernen so wie sich im Alltag und im Job in der luxemburgischen Sprache ausdrücken zu können, veranlasste den Kopplabunz dazu, folgende Gesprächsrunde anzubieten:

MIR SCHWÄTZEN « LËTZEBUERGESCH »

Die luxemburgischen Gesprächsrunden fanden **88** Mal statt. Insgesamt trafen sich **44** verschiedene Frauen zum Austausch. **9** Frauen meldeten zurück dass sie einen Job gefunden haben.

Folgende Aktivitäten wurden außerhalb des Kopplabunz organisiert:

- Wanderung : Vie de femmes, femmes légendaires
- Markt : Einkäufe zur Zubereitung einer « Bouneschlupp »
- Wanderung : MNHA Dräi Eechelen

RENCONTRE PARTICIPATIVE POUR L'INCLUSION SOCIALE

Der Kopplabunz organisierte **2** Vorbereitungstreffen und nahm mit **8** betroffenen Frauen am 19. März 2013 in Hesperange an der nationalen **Armutskonferenz** aktiv teil.

Vom 18-20 Juni nahmen **2** Frauen, die aktiv in Hesperange mitgearbeitet haben, an der **Rencontre européenne des personnes en situation de pauvreté** in Brüssel teil. Im Rahmen dieser Teilnahme wurden **5** Vorbereitungstreffen organisiert.

Des Weiteren wurde vom 27-28 November eine Frau nach Brüssel eingeladen, um an der **3 Convention of the European Platform** zum Thema: Gegen Armut und soziale Ausgrenzung teilzunehmen. **2** Treffen wurden in diesem Zusammenhang organisiert.



WAS SOLL ICH TUN - WO SEHT IHR MICH?

Die Mitarbeiterinnen des Frauentreffpunkts haben 208 Orientierungsgespräche geführt. 148 neue Besucherinnen konnten von dem Angebot des Kopplabunz profitieren, 63 Frauen wurden an andere Dienststellen von Femmes en Détresse oder an andere sozialpädagogische Institutionen weitergeleitet.

KREATIVE BEGEGNUNGEN

1. KUNST - ATELIER

Die Kunst ist weiblich. « **Ich male mich, weil ich so oft allein bin und weil ich mich am meisten kenne** » Zitat von Frida Kahlo.

Das Kunst-Atelier ermöglicht den Frauen, mit ihrer Kreativität Fähigkeiten zu entwickeln, diese zu beschreiben und neue Wege aufzuzeigen. Das Atelier wurde seitens der Besucherinnen sehr begrüßt. **12** individuelle Einführungen in das Medium Malen verzeichnete das Atelier, in dem **4** Frauen ihre Projekte bewerkstelligten.

2. INTERKULTURELLE THEATERWERKSTÄTTE

« **Ich glaube an all die Dinge, die dank des Theaters sichtbar gemacht werden können** » Zitat von Augusto Boal

Theater ist eine kreative Reflexionsarbeit, um sich selbst zu betrachten und neue Wege zu beschreiten. Die Frauen bekommen die Möglichkeit, ihre Lebenssituation auf der Theaterbühne zu verarbeiten sowie neue Lebensperspektiven zu eröffnen. Die interkulturellen Theaterworkshops wurden von den Frauen mit viel Spaß und Freude wahrgenommen. Der Kopplabunz verzeichnete **4** intensive Wochenenden, wobei **19** verschiedene Frauen sich mit der Weiterentwicklung des Projektes **Il était une fois** auseinandersetzten. Aus organisatorischen Gründen mussten weitere geplante Theaterworkshops sowie eine Anfrage einer Theateraufführung annulliert werden.

KULTURGAART

Der « Kulturgaart » ist das gemeinschaftliche Anlegen und die gemeinsame Nutzung von Gartenflächen in Eigenverantwortung der teilnehmenden Frauen. In dem interkulturellen Projekt begegneten sich die Teilnehmerinnen im offenen Dialog, überwandene evt. Vorbehalte und soziale Barrieren. Der Garten bietet die Möglichkeit vom Alltag abzuschalten, Minderung von Stress, Möglichkeit der Entspannung, Regeneration und Wiederherstellung von mentaler und emotionaler Gesundheit. Der « Kulturgaart » ermöglicht es, die Natur zu erleben und aktiv auf sie einzuwirken. Der Austausch wurde gefördert und die gesellschaftliche Integration erleichtert. Bildungs- und Informationsangebote wurden auf diesem Weg verwirklicht. Indem die Teilnehmerinnen gemeinsam in den Gärten arbeiteten und voneinander auf einer gleichberechtigten Ebene miteinander umgingen, kam es zu anderen Begegnungen. Sie lernten voneinander, erweiterten ihre Kenntnisse und das Bewusstsein über andere Kulturen, die Schönheit und Andersartigkeiten sowie das Verständnis der Gleichwertigkeit gemeinsam etwas erreichen zu können, stärkte ihr Selbstwertgefühl. Der « Kulturgaart » basiert auf einem biologischen Anbau. In diesem Kontext bot der Kopplabunz verschiedene Ateliers an:

- **Toucher la terre**
- **Produire des légumes**
- **Le compostage**
- **Supervision**
- **Journée de Reflexion**
- **Fête au jardin**

Im Rahmen des Anlegens sowie der Ernte des Gartens wurden des weiteren Workshops in Zusammenarbeit mit Colabor sowie der Natur an Umwelt organisiert. **25** Frauen hatten sich für dieses Projekt eingeschrieben, wobei jedoch nur **10** Frauen aufgenommen werden konnten. **5** Gartenparzellen wurden auf **10** Frauen aufgeteilt. Der «Kulturgaart » hat eine Konvention mit Co-labor unterschrieben, welche im Dezember **2014** endet.



NATIONALER UND INTERNATIONALER AUSTAUSCH

Co-labor	Theoretische und praktische Einführung in die Gartenarbeit – Biologischer Anbau von Gemüse und Kräutern
Natur an Umwelt Jardin méditerranéen	Planung und Umsetzung der einzelnen Parzellen Ernten und Lagern der Produkten Supervision mit den Gärtnerinnen
CID Femmes	Mitorganisation und Teilnahme an der Journée Internationale des Femmes
EAPN	Mitorganisation und Leitung einer Gruppe der Armutskonferenz in Hesperange
EAPN	In Zusammenarbeit mit der Caritas ; Mitorganisation und Vorbereitung von 2 Frauen des Kopplabunz betreffend der Vertretung an der Armutskonferenz in Brüssel
Spielraum Freiburg MNHA und Cutur'all	Supervision Theaterprojekt La femme en mouvement Vorbereitungstreffen im Rahmen der Besichtigungen der verschiedenen Gebäuden des MNHA
OLAI	Versammlung Asyl, Migration et Intégration (AMF)

WEITERBILDUNGEN

Die Mitarbeiterinnen des Kopplabunz nahmen an folgenden Weiterbildungen teil:

28. Januar 2013	Arm im reichen Land? organisiert von der Fondation Kannerschlass Suessem
6. Februar 2013	Zukunftswerkstatt, organisiert von der Caritas Luxembourg
12. Juni 2013	Journée d'étude : Les vécus de la migration et la santé mentale des personnes en exil, organisiert von Croix rouge
26. + 28. November 2013	Erste Hilfekursus, organisiert vom Service de Santé au Travail Multisectoriel

ZUKUNFTSPERSPEKTIVEN

PROJEKT 2014/15

Der Kopplabunz arbeitet an einem neuen Theaterprojekt **La femme en mouvement**. In diesem Kontext werden 2014 verschiedene Ateliers angeboten, welche dieses Projekt unterstützen und untermalen sollen.

C.F.F.M.

Centre pour Femmes, Familles et Familles
Monoparentales



95, rue de Bonnevoie
L-1260 Luxembourg
Tél. : 49 00 51-1
Fax: 40 61 11
e-mail: cffm@cffm.lu

CENTRE POUR FEMMES, FAMILLES ET FAMILLES MONOPARENTALES

« NEI-UFANK »

Pour femmes qui désirent prendre un nouveau départ dans leur vie ou qui souhaitent un soutien social, administratif et/ou psycho-social

CONSULTATIONS PSYCHOLOGIQUES

Pour femmes en situation de crise personnelle ou conjugale.
Pour personnes en situation monoparentale

CONSULTATIONS PEDAGOGIQUES

Pour femmes ayant des questions relevant de l'éducation des enfants.
Pour femmes à la recherche d'un soutien socio-pédagogique

Le CFFM s'adresse aux femmes, familles et familles monoparentales qui se trouvent soit dans une situation sociale et familiale précaire, soit dans une crise personnelle ou conjugale. En 2013, le nombre total de consultations était de **1434**, réparties sur **430** femmes et **16** hommes, dont **312** nouvelles clientes/nouveaux clients.

LES STATISTIQUES

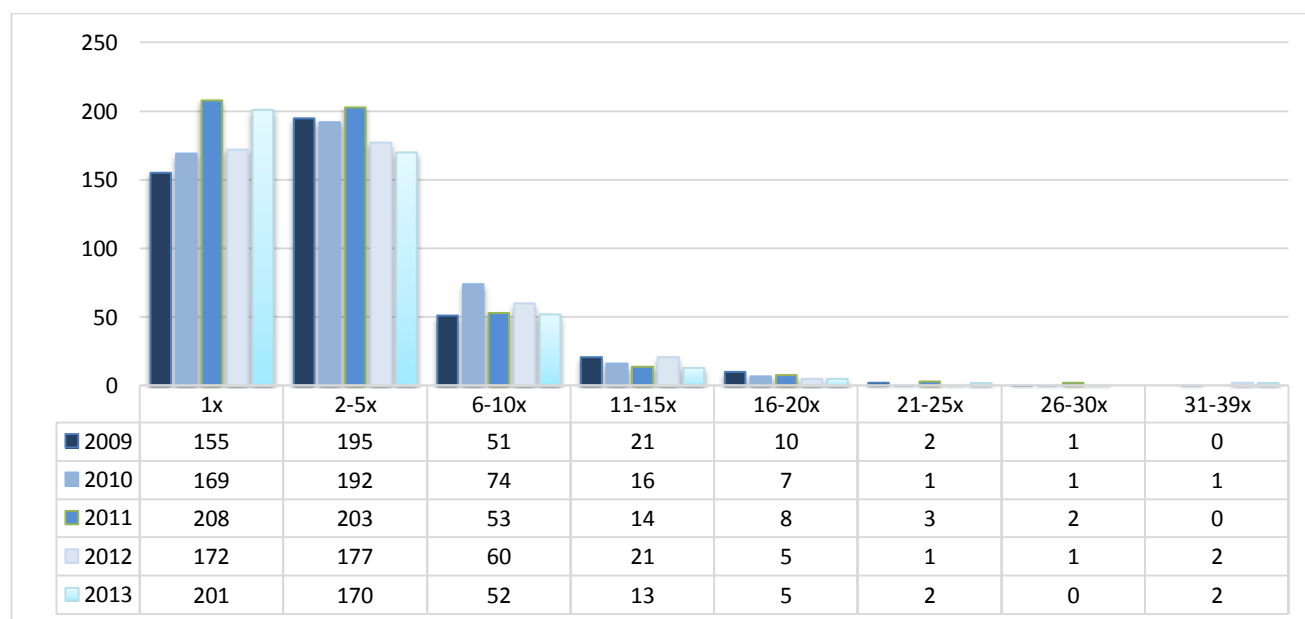
1. EVOLUTION DES CONSULTATIONS

Tandis que le nombre total d'hommes et de femmes suivi(e)s a légèrement augmenté, le nombre de consultations a baissé de près de 9 % et le nombre de nouvelles clientes a augmenté de 5 % par rapport à l'année dernière.

	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre de consultations	1652	1667	1664	1619	1434
Nombre total des femmes et hommes suivi(e)s	444	458	488	440	446
Nouvelles clientes et nouveaux clients	246	276	319	298	312

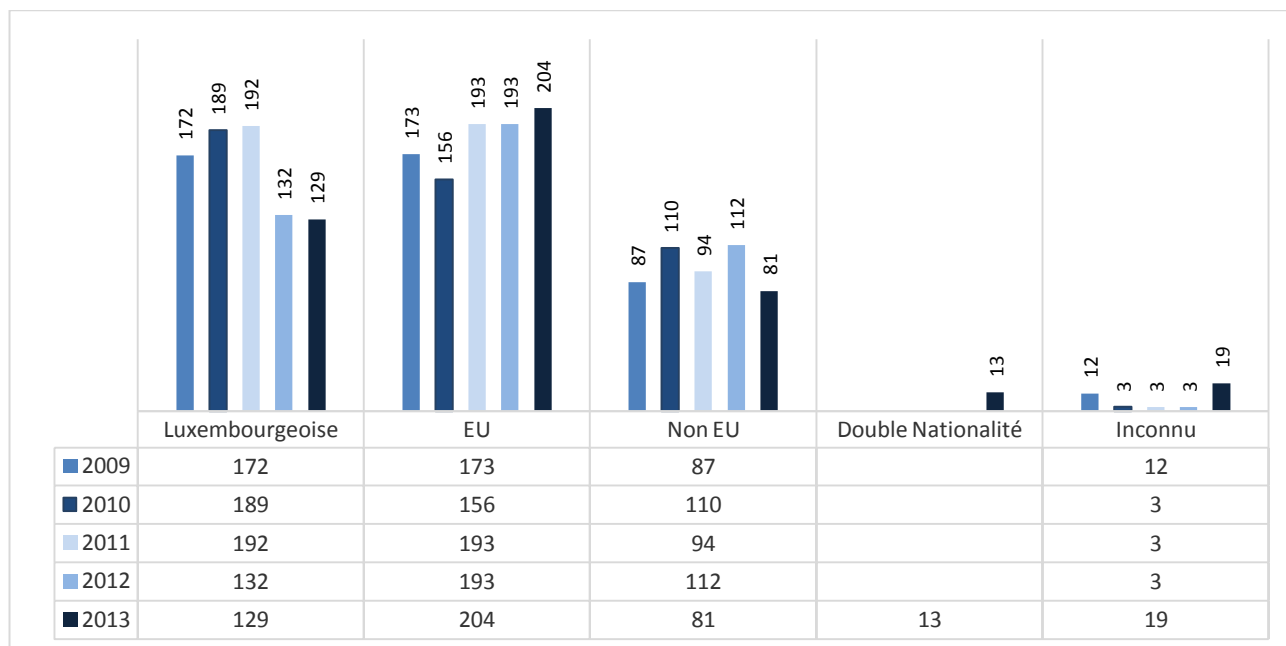
2. NOMBRE DE CONSULTATIONS PAR PERSONNE

Comme le laissait supposer l'évolution des consultations, le tableau ci-dessous montre que les personnes ayant consulté le CFFM une seule fois a augmenté tandis que les autres catégories n'ont pas varié considérablement. Le CFFM est souvent une première adresse de contact pour toutes sortes de questions, mais parfois les demandes sont telles que les personnes doivent être orientées vers d'autres services. 181 personnes ne sont pas venues à leur rendez-vous, 51 rendez-vous ont été reportés et 292 annulés. Ces faits font que des plages horaires sont bloquées pour d'autres clientes et les motifs d'annulation méritent une analyse plus approfondie.



2. NATIONALITE DES CLIENT(E)S

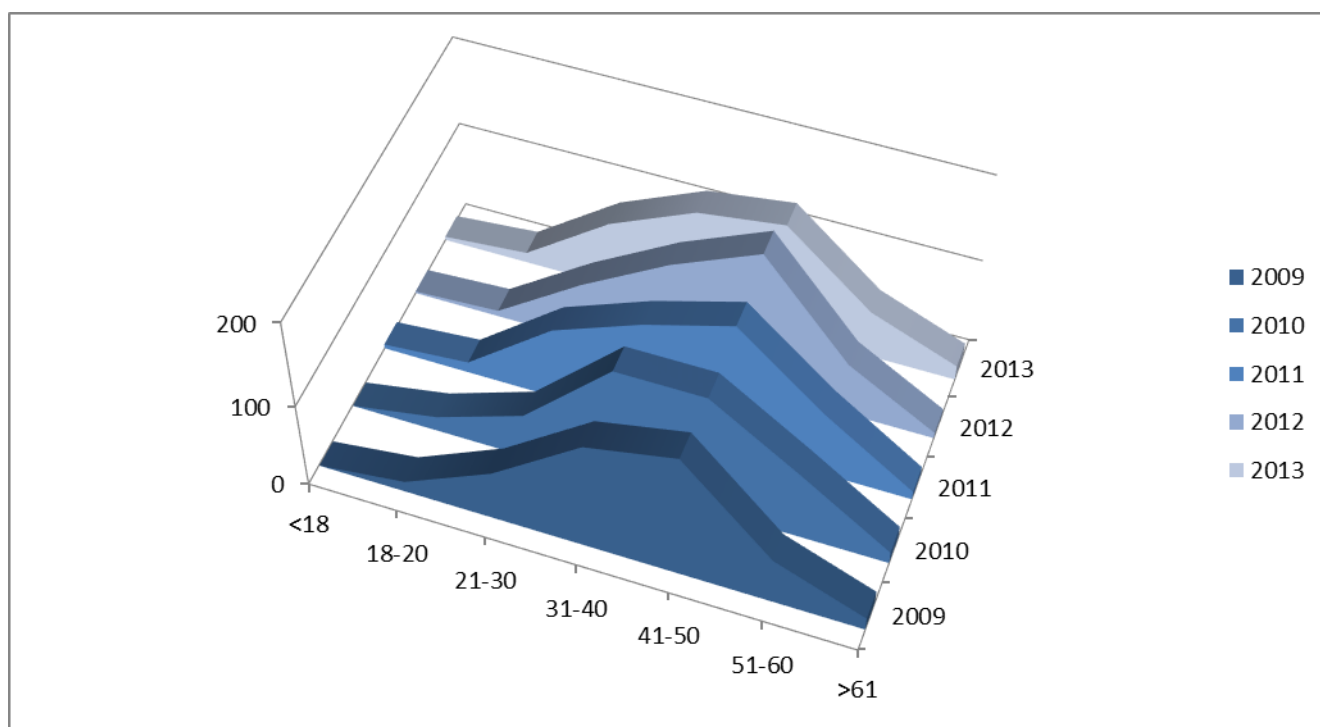
La majorité (64 %) des clientes du CFFM sont d'origine étrangère, 46 % de pays de l'Union Européenne et 18 % des pays non-membres de l'Union Européenne. Les personnes de nationalité luxembourgeoise représentent près d'un tiers des client(e)s du CFFM.



3. ÂGE DES CLIENT(E)S

Tranches d'âge	Moins 18	18-20	21-30	31-40	41-50	51-60	plus de 61	inconnu
Nombre de client(e)s	4	12	77	119	132	55	17	30

Le nombre des personnes de 31-50 ans ayant consulté le CFFM a diminué en 2013, mais cette tranche d'âge, comme les années précédentes, reste néanmoins la plus représentée (56 %). Il faut cependant remarquer que la catégorie des plus de 51 ans, mais surtout celle des moins de 30 ans a augmenté en 2013. Comme le montre le diagramme ci-dessous, la courbe d'âge s'est donc légèrement aplatie en 2013.

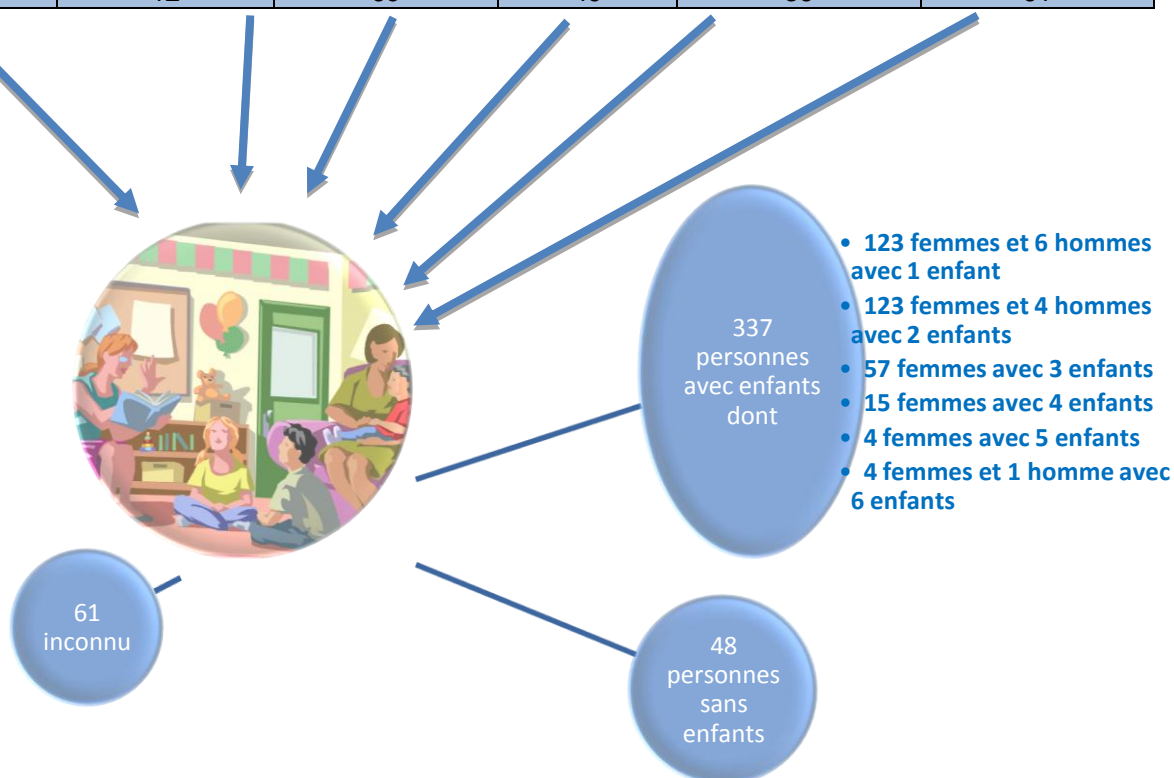


4. ETAT CIVIL CLIENT(E)S

célibataire	marié(e)	en partenariat ou pacsé(e)	séparé(e)	divorcé(e)	veuve/veuf	inconnu
146	86	11	68	101	8	26

232 familles sur 446 ayant consulté les services du CFFM étaient des familles monoparentales ou recomposées.

familles monoparentales	familles recomposées	familles traditionnelles	femmes seules	femmes+enfants/ état civil inconnu	composition de famille inconnue
220	12	69	49	36	61



5. NIVEAU DE FORMATION

Un tiers des clientes du CFFM (32,3 %) présentent un niveau de qualification inférieur (primaire + professionnel). Près d'un quart (23 %) disposent d'un niveau de qualification secondaire (classique + technique). 16 % de client(e)s ont un niveau de qualification supérieur.

6. REVENU

salaire	salaire conjoint	indemnité de chômage	RMG	rente	allocations familiales pensions alimentaires	sans	inconnu
199	46	47	60	37	137	46	26

Au niveau du revenu, il n'y a pas eu de variations significatives par rapport aux années précédentes. Une large frange des client(e)s ayant consulté les services du CFFM travaillent et disposent de leur propre salaire (44,6 %). Les chiffres concernant le revenu sont soumis à de fortes variations en fonction de l'insécurité de l'emploi, de la précarité de la situation de logement ou de l'instabilité de la composition du ménage.

Le revenu des ménages est souvent constitué de plusieurs revenus tels que le salaire, le salaire du conjoint, les allocations familiales, pensions alimentaires, aides sociales etc., et il est parfois difficile de déterminer le revenu principal. Pour certaines familles, les allocations familiales constituent le seul revenu fixe et stable.

En 2013, le nombre de personnes qui ne disposent d'aucun revenu a augmenté de plus de 2 % !

Le nombre de personnes recevant une pension alimentaire pour les enfants (137) ne correspond pas au nombre de familles monoparentales (220), mais a fortement augmenté.

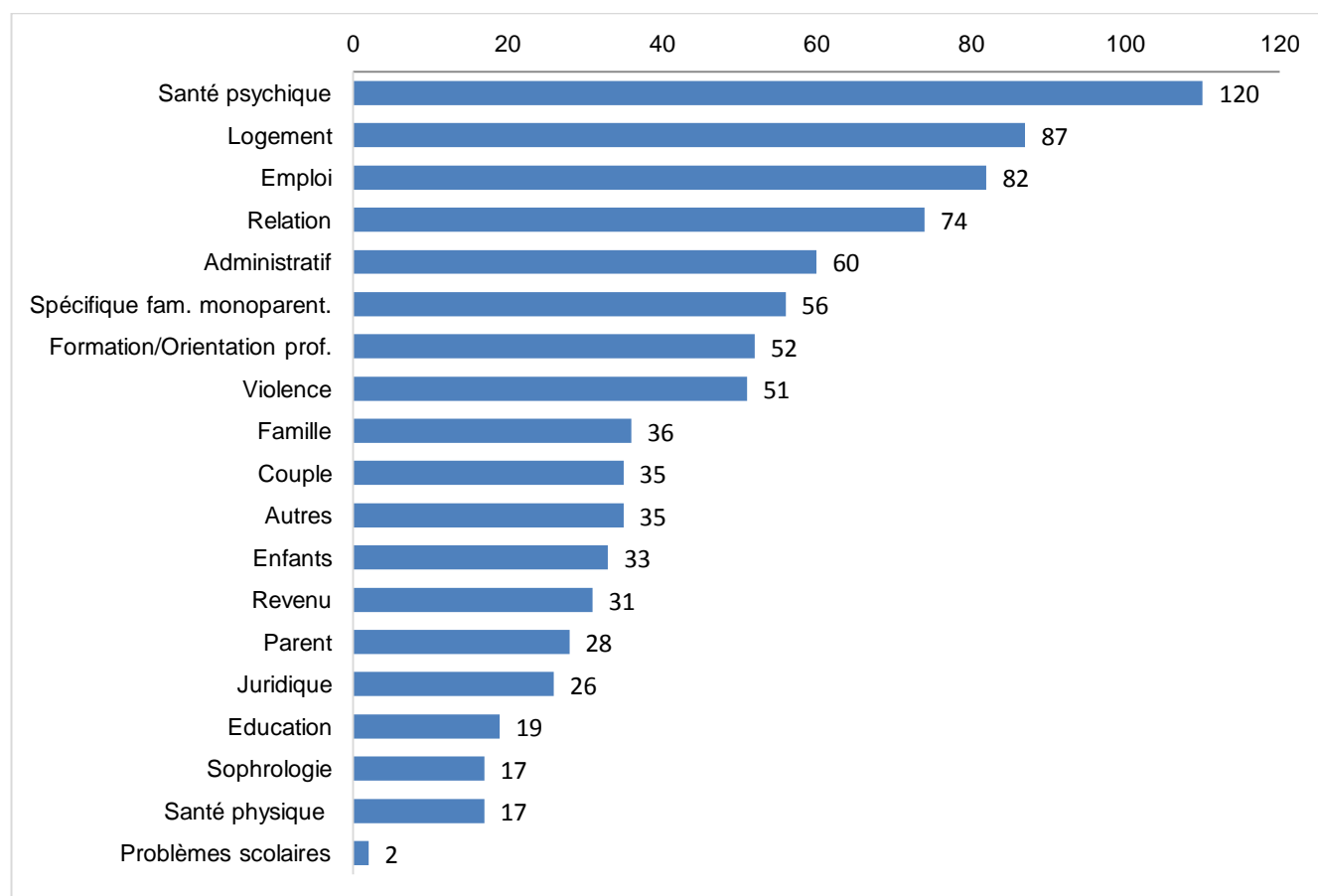
7. LOGEMENT

logement indépendant	famille/amis/connaissances	logement social	logement encadré	sans domicile fixe	inconnu
299	53	32	16	6	40

Bien qu'un nombre élevé des clientes du CFFM disposent d'un logement indépendant, leur situation de logement est souvent désastreuse : nombre de chambres insuffisantes, insalubrité, chauffage inapproprié, défectuosité des équipements etc. et ceci au prix d'un loyer exagéré.

Les difficultés pour trouver un logement décent sont d'autant plus grandes, si la personne ne dispose pas d'un contrat de travail à durée indéterminée et pires encore si elle est bénéficiaire du RMG.

8. MOTIFS DE CONSULTATION



9. FORMES DE VIOLENCE

	2009	2010	2011	2012	2013
violence physique	62	55	62	44	44
violence psychique	67	77	64	58	39

10. LES GROUPES

10.1 Randonnées accompagnées

Le CFFM a organisé 5 courtes randonnées avec en moyenne 5 à 6 participantes sur le « Sentier de la Mamer ».

Le but de ces randonnées accompagnées par une psychologue était le développement de la santé physique et psychique des clientes à travers



les bienfaits de la marche dans la nature.

Car mis à part les effets sur la condition physique de la personne, la marche a également des effets positifs au niveau de son état psychique. Rien que le fait de marcher dans la nature, entraîne chez la marcheuse/le marcheur un état de détente. Le silence de la nature permet de retrouver le calme intérieur. Par ailleurs, marcher dans un groupe favorise la convivialité et permet donc aux personnes de créer des liens et de sortir de leur isolement.

Par ce biais, elles apprennent à se positionner par rapport aux autres, à occuper une place dans un groupe, mais aussi à s'ouvrir à l'autre et à l'écouter. Tout en marchant, les conversations peuvent être approfondies, entre les participantes du groupe, mais également entre l'accompagnatrice et les participantes.

10.2 Groupe parents – enfants

Le groupe de rencontre pour Familles Monoparentales a pour but de permettre un échange avec d'autres personnes dans une situation comparable afin de leur permettre de chercher ensemble des pistes de solutions à leurs problèmes spécifiques de monoparentalité. Bien que les demandes soient nombreuses, il est difficile de trouver des plages horaires qui permettent de réunir un grand nombre de parents.

En 2013, le CFFM a organisé deux rencontres avec en moyenne 2 à 3 participantes.

11. PERMANENCE TELEPHONIQUE DU SECRETARIAT

De plus en plus de clientes ont recours au courrier électronique pour contacter les services du CFFM.

Le tableau ci-dessous reproduit uniquement les appels entrants au secrétariat et ne reprend ni les appels en ligne directe, ni les appels sortants des services.

	2009	2010	2011	2012	2013
« Nei Ufank »/Nouveau Départ	1780	1585	1509	1439	1241
Consultations psychologiques	722	918	711	656	631
Consultations pédagogiques	279	236	246	221	212
Secrétariat	388	310	275	223	273
Groupes	26	38	7	19	6
Nombre total des appels entrants au secrétariat	3195	3087	2748	2558	2363

12. PAYS DE RÉSIDENCE CLIENT(E)S

	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre total des femmes et hommes suivi(e)s	444	458	488	440	446
Nombre total des femmes et hommes habitant au Luxembourg	438	448	486	440	441
Nombre total des femmes et hommes n'habitant pas au Luxembourg	6	10	2	0	5

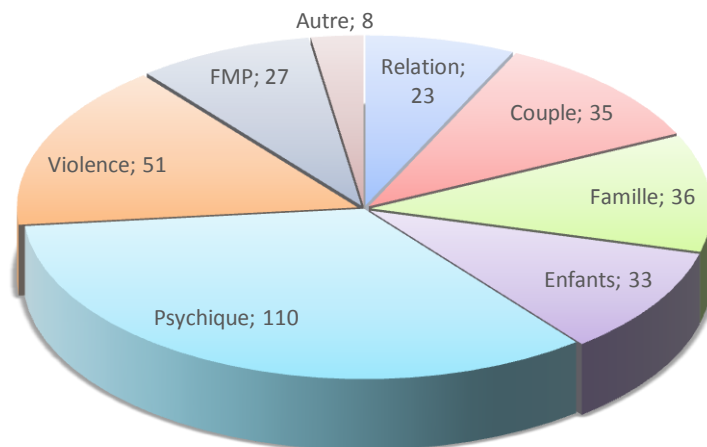
CONSULTATIONS PSYCHOLOGIQUES

Le service de consultation psychologique s'adresse aux femmes et aux familles monoparentales en situation de crise personnelle, conjugale ou familiale. Deux psychologues se partagent les demandes adressées au CFFM.

En 2013, ce service a eu **532** consultations, réparties sur 146 personnes dont 98 nouvelles clientes.

	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre de consultations	692	680	630	671	532
Nouvelles et anciennes clientes/nouveaux et anciens clients	145	135	147	147	146
Nouvelles clientes/nouveaux clients	76	69	84	97	98

Motifs des consultations psychologiques



Les contenus peuvent se regrouper comme suit :

1. **Un mal-être dans la vie due à de nombreux facteurs :**
 - santé physique
 - questions sur le sens à donner à sa vie, sur les choix de vie
 - situation professionnelle (chômage, travail inadéquat, salaires bas, RMG...)
 - situation familiale (liens fragiles, rupture des relations intergénérationnelles, faible soutien, conflits..)
 - situation sociale (pour une femme seule avec des enfants, les contacts sociaux sont difficiles en partie par manque de temps et par manque d'argent)
 - surmenage
 - isolement et solitude
 - dépression
 - violence domestique
2. **Problèmes de couple et de famille**
 - partage inégal des responsabilités familiales, ménagères et professionnelles dans le couple ainsi que de la charge du travail domestique
 - conflit par rapport aux attentes dans le couple (répartition entre les partenaires du temps «privé», du temps «couple» du temps «famille»
 - communication et relations dans le couple et la famille
3. **Divorce, famille monoparentale et famille recomposée**
 - comment divorcer de façon « équitable »
 - communication entre les parents après le divorce
 - exercice du droit de garde et de visite
 - rôle de chaque personne dans la reconstitution familiale
 - respecter la loyauté des enfants envers les parents séparés

Solitude, isolement, surmenage, charge de travail inéquitable et précarité – précarité financière, professionnelle, relationnelle, familiale, sociale - sont les problèmes majeurs rencontrés. Notre travail consiste dans un premier temps à définir et clarifier les questions, à rechercher les différentes pistes de solutions possibles et à soutenir la personne dans ses nouveaux choix. La gestion de conflits est un volet important de notre travail.

Le nombre des personnes consultant parce qu'elles vivent dans des situations de violence domestique est toujours élevé. Dans ces cas, se posent souvent des questions par rapport à une éventuelle séparation du partenaire, ainsi

que des questions financières et existentielles. Dans de nombreuses situations des enfants sont concernés, victimes eux-aussi de la violence dans leur famille.

CONSULTATIONS PÉDAGOGIQUES

Ce service offre support et accompagnement aux femmes et familles monoparentales:

- ⌚ ayant des questions relevant de l'éducation des enfants
- ⌚ dans la recherche de solutions aux conflits personnels, relationnels ou organisationnels
- ⌚ voulant améliorer la communication au quotidien dans le couple, dans la famille, dans la relation éducative
- ⌚ dans la prévention d'un état d'épuisement à l'aide des techniques de la sophrologie

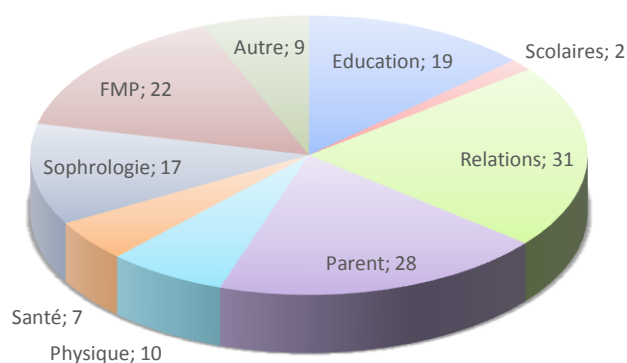
En 2013, ce service a eu **226** consultations, réparties sur 66 personnes dont 48 nouvelles clientes.

	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre total des personnes suivies	71	73	77	71	66
Femmes seules	15	25	15	12	11
Familles	21	18	25	23	14
Familles monoparentales	35	30	30	35	32
Nombre total des consultations	168	215	302	285	226

Contenu des consultations:

- ⌚ Éducation des enfants : valeurs, limites, conséquences...
- ⌚ Relation avec les enfants
- ⌚ Conflits intrafamiliaux
- ⌚ Conflits de loyauté des enfants (séparation/divorce)
- ⌚ Communication entre parents séparés ou divorcés
- ⌚ Comment être de « bons » parents ?
- ⌚ Rôle de mère, de père
- ⌚ Questions de droit familial autres que le divorce
- ⌚ Grossesse, naissance, adoption
- ⌚ Conciliation vie familiale et professionnelle
- ⌚ Equilibre personnel, gestion de stress et des émotions

Motifs des consultations pédagogiques



Dans un monde globalisé et une société en changement permanent, les personnes cherchent à s'adapter au mieux aux nouvelles données, mais l'équilibre est parfois précaire, surtout lorsque les projets de vie basculent suite à des ruptures ou à l'éclatement de la famille. La monoparentalité va souvent de pair avec des conditions de vie plus difficiles, tant d'un point de vue matériel (ressources financières, logement) que d'un point de vue psychologique. Les client(e)s ont le besoin de briser l'isolement, de parler de leurs difficultés, de leurs droits, de leurs angoisses et souvent de leurs sentiments de solitude face à l'éducation des enfants et aux problèmes d'autorité, des difficultés à trouver du temps pour soi.

Elles cherchent du soutien professionnel et parfois une guidance générale de vie.

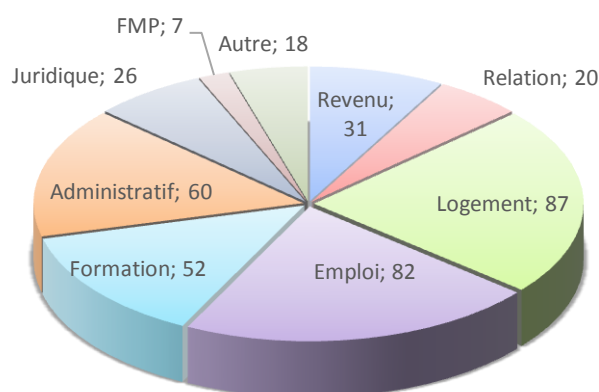
LE SERVICE SOCIAL « NEI UFANK »

Le service de consultation, d'information et d'orientation "Nei-Ufank" offre une aide aux femmes, qui désirent prendre un nouveau départ dans leur vie. Le service assure un soutien social, pédagogique et une assistance dans les démarches administratives.

En 2013 le service a eu **676** consultations individuelles, réparties sur 234 personnes dont 166 nouvelles clientes.

	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre de consultations	792	772	732	663	676
Total des femmes suivies	228	250	258	222	234
Nouvelles clientes	116	151	169	144	166
Anciennes clientes	112	99	89	78	68

Motifs des consultations sociales



Les motifs des consultations sont restés très variés:

- changement du statut social et de la situation financière suite à un divorce
- échec conjugal, problèmes de communication
- jeunes mères monoparentales, conciliation vie familiale et professionnelle
- urgence de s'intégrer sur le marché de l'emploi, avoir un revenu stable et fixe
- licenciement et difficulté de retrouver un emploi, réorientation professionnelle
- problème de trouver un logement abordable, location et acquisition
- endettement et appauvrissement
- faible réseau social, isolement

Le contenu du travail des collaboratrices du « Nei Ufank » se différencie des autres services du CFFM par le fait que le nombre des consultations individuelles ne reflète qu'en partie le travail du service « Nei Ufank ».

Les problématiques des clientes du « Nei Ufank » sont souvent multiples (logement, santé physique et psychique, problèmes financiers, professionnels etc) et risquent de s'amplifier mutuellement. Elles requièrent la coopération et la coordination de plusieurs services internes et externes.

Une grande partie de notre travail consiste à prendre contact, collaborer avec et coordonner les tâches entre divers services et administrations. Certaines clientes ne viennent que rarement dans nos locaux, mais le temps de travail que nous leur consacrons reste pourtant important.

Le problème du logement abordable est resté le même. L'insécurité de l'emploi et l'instabilité économique fait hésiter beaucoup de propriétaires à louer leurs logements aux clientes du CFFM.

ECHANGE AU NIVEAU NATIONAL ET INTERNATIONAL

22 janvier	„Unterstützende Angebote für Familien/Eltern – Beratungsstand, Kooperation und Vernetzung mit außerschulischen Diensten der Familienberatung und –hilfe“
janvier-mars	Préparation Journée EAPN/REPIS
6 février	„Zukunftswerkstatt Impactory“ – Fondation Caritas Luxembourg
21 février	« Mieux comprendre ce que vivent les victimes d'abus sexuel » Alupse-Dialogue
8 mars	Manifestation « Lunettes de soleil » à l'occasion de la Journée Internationale des Femmes 2013
15 mars	« La reconstruction du lien après l'inceste est-elle possible ? » Alupse-Dialogue
16 – 17 mars	Participation au Festival des Migrations
19 mars	Participation à la Journée EAPN/REPIS 2013
mars-décembre	Groupe de travail de Femmes en Détresse asbl concernant le projet de loi sur le divorce
14 mai	Réunion sur l'étude du CRP-Santé sur la violence domestique
6 juin	Bilan de la journée EAPN/REPIS 2013
12 juin	Les vécus de la migration et la santé mentale des personnes en exil Croix-Rouge Luxembourg
15 juin	Participation à la Foire Associative à Gasperich
2 octobre	Journée d'échange du secteur social - RESONORD
3 octobre	„Emotionen und Management – Was Sie über Emotionale Intelligenz wissen sollten“ – U.F.E.P.
8 octobre	« Professionelle Öffentlichkeitsarbeit » – Research & Action - Institut Européen de Recherche, de Développement et d'Action

FORMATION CONTINUE

janvier	Formation : MBSR (Mindfulness-Based Stress Reduction) – MBCT (Mindfulness Based Cognitive Therapy)- Erwachsene Bildung
1, 4 et 12 mars	Formation « La violence conjugale » - Femmes en Détresse asbl
septembre – décembre	Formation « Travailleur désigné à la sécurité et à la santé au travail » RH Expert
26,28,29 novembre	Cours de premier secours
novembre – décembre	Formation « Emotionen und Management » U.F.E.P.

CONCLUSIONS

Le logement abordable et le revenu stable restent les problèmes majeurs de la population-cible du CFFM. Nos observations confirment que les familles monoparentales sont toujours les plus touchées par le risque de pauvreté.

Une autre difficulté des familles monoparentales reste la présence irrégulière du père ; à ce problème s'ajoute la féminisation du secteur scolaire et éducatif en général. Beaucoup d'enfants grandissent donc sans modèle masculin à proximité.

Vu la diversité des problèmes auxquels le CFFM est confronté, la pluridisciplinarité des collaboratrices constitue un des points forts du service.

Comme certain(e)s des client(e)s présentent des problématiques similaires, le CFFM projette à l'avenir d'organiser plus de groupes de paroles avec des thèmes diversifiés tout en s'orientant aux besoins de la population-cible.

NAXI

Centre de Formation et d'Insertion
Professionnelle pour Femmes



49a, rue du Baerendall
L- 8212 Mamer
Tél: 40 71 51 – 1
Fax: 40 87 69
e-mail: contact@naxi.lu

Depuis 1996, le **Naxi**, Centre de formation et d'insertion professionnelle pour femmes, a mis en place **des mesures d'aide à l'insertion/réinsertion professionnelle des femmes**. Ceci en leur offrant des formations spécifiques continuellement adaptées aux réalités socio-économiques du marché de l'emploi dans le but de contribuer activement à améliorer les chances d'embauche du public cible.

Le **Naxi** s'adresse à des **femmes majeures** inscrites à l'Agence pour le Développement de l'emploi (ADEM) comme **demandeuses d'emploi** ou des femmes qui sont bénéficiaires du RMG dans le cadre d'une mise au travail dans l'atelier de lavage et de repassage.

C'est à travers la mise en pratique quotidienne dans notre **atelier de lavage-repassage, raccommode et de livraison à domicile** que les femmes se préparent aux exigences du marché du travail. La durée maximale de la mise au travail est de douze à dix-huit mois.

A côté du travail dans l'atelier de lavage et de repassage au **Naxi**, nous proposons également des **formations à long et à court terme** en collaboration avec l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM). Ces formations sont dispersées sur plusieurs mois. Elles sont sous forme de cours en journée et s'articulent surtout sur les sujets de développement d'un projet professionnel ou sur la formation dans un domaine spécifique.

Des stages pratiques en institution font partie intégrante de toutes les formations et servent à valider le projet professionnel établi.

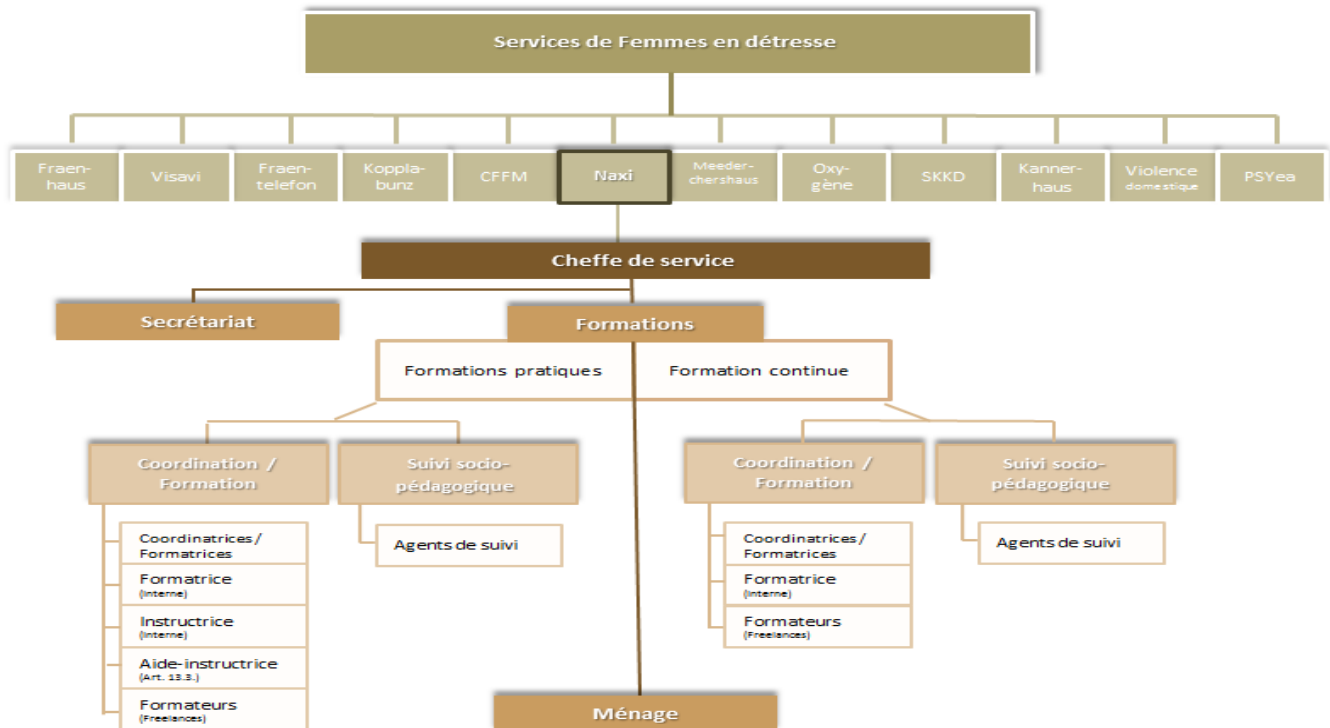
Données dans les trois langues usuelles du pays, nos formations se veulent intensives, interactives et pragmatiques. Elles s'inscrivent dans une prise en charge individuelle et hautement personnalisée, recherchant l' "empowerment" des femmes, d'ailleurs soigneusement sélectionnées par un processus de recrutement.

Le service du **suivi socio-pédagogique** accompagne les participantes de façon individualisée et systématisée pendant tout le parcours des formations pour les soutenir dans leur développement personnel et leurs démarches professionnelles.

1. LE PERSONNEL

Une **équipe multidisciplinaire** travaille au Centre de formation. L'animation des différents cours est assurée par des **formatrices internes et des formateurs et formatrices externes** (Freelances) qui sont tous praticiens expérimentés et certifiés ou diplômés dans les branches respectives.

Organigramme du personnel du Centre de formation Naxi :



1.1 Les formations continues pour le personnel en 2013:

Le personnel du Naxi a participé à différentes formations continues durant l'année:

- Professionnelle Öffentlichkeitsarbeit
- Le langage corporel pour améliorer votre communication
- Formation sur Mesure « Atelier » : « Optimiser la collaboration pour augmenter la production »
- Kompetenzenbilanzen erstellen

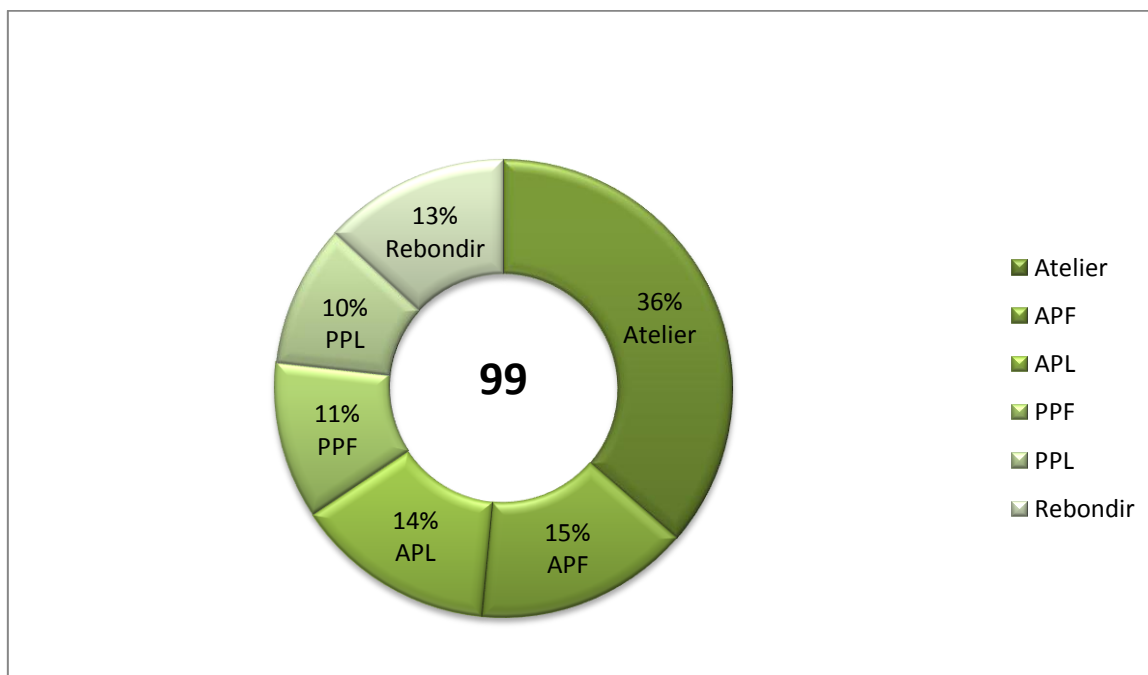
2. LE PROGRAMME DES FORMATIONS EN 2013

Les formations « Assistance aux personnes » et « Le projet professionnel », en langue luxembourgeoise et française et la formation « Rebondir » ont été dispensées avec succès.

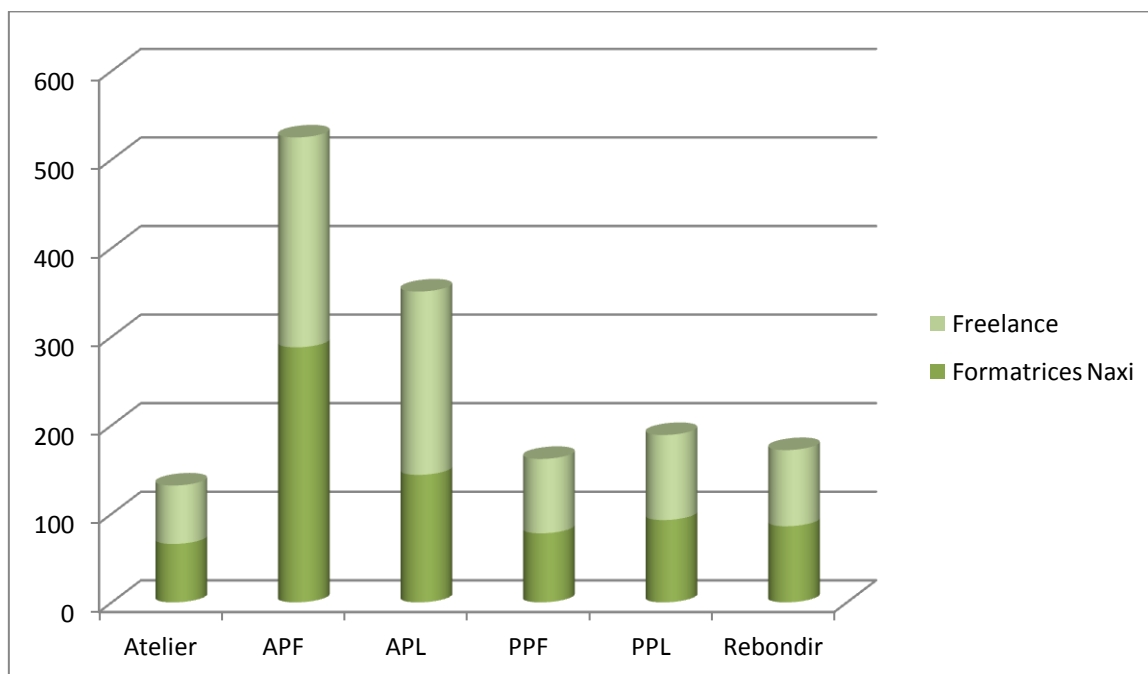
L'activité d'insertion professionnelle dans l'atelier de lavage - repassage s'est déroulée comme tous les ans du 1^{er} janvier au 31 décembre avec admission continue. Étant donné qu'elle a connu beaucoup de succès, la structure n'a pas été modifiée.

2.1 Quelques chiffres pour les formations en 2013

Nombre de participantes :



Répartition des heures de cours théoriques :



TOTAL = 1531

Nationalités des participantes aux formations en 2013 :

Nationalité	Atelier	APF	APL	PPF	PPL	Rebondir	Total
Luxembourgeoise	13	2	11	1	10	2	39
Portugaise	8	1	2	3		1	15
Française	1	3				7	11
Belge				2		2	4
Béninoise		1					1
Brésilienne				1			1
Burkinabée	1						1
Camerounaise	1	3					4
Capverdienne	1	4					5
Congolaise		1					1
Cubaine						1	1
Italienne	1		1	2			4
Ivoirienne	1						1
Jamaïcaine	1						1
Kosovare	1						1
Marocaine	1						1
Monténégro	2						2
Péruvienne	1						1
Polonaise	1						1
Slovaque	1			1			2
Ukrainienne	1						1
Russe				1			1
Total	36	15	14	11	10	13	99

3. LES FORMATIONS

Le concept des mesures de formation valorise les ressources individuelles et est adapté aux besoins du public cible.

Les formations ont pour but :

- de **réactualiser** les connaissances personnelles et les compétences de base
- d'**acquérir** de nouvelles compétences professionnelles
- d'**établir**, d'**optimiser** ou de **consolider** un projet professionnel réaliste

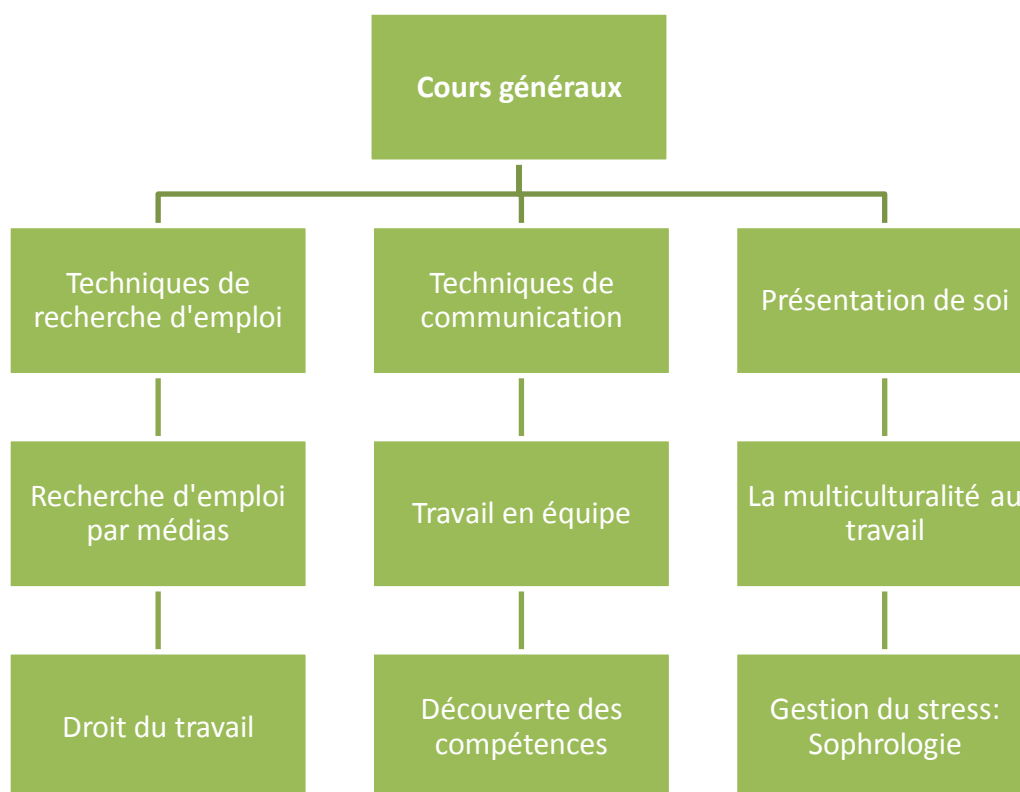
Le suivi socio-pédagogique est individualisé et systématisé pendant tout le parcours des formations. Il élabore avec les femmes leur projet professionnel, les guide et les conseille dans leurs démarches concrètes, comme par exemple pour la recherche d'un stage et la recherche d'un emploi. Il est également chargé du travail de stabilisation au niveau psychosocial et socio-économique qui peut se faire par des entretiens individuels et/ou par l'orientation des femmes vers des services compétents externes.

Le but de nos formations est de fournir une boîte à outils appropriée aux femmes pour leur permettre de **redevenir actrices de leurs vies** en s'impliquant dans une dynamique de **développement personnel et professionnel** positive. Nos démarches visent non seulement à transmettre des contenus et de nouveaux savoirs, mais également à valoriser et à fortifier les compétences acquises.

Les femmes participant aux formations prennent conscience à quel point les forces et capacités dont elles ont souvent dû faire preuve dans leur existence peuvent, finalement, servir à la recherche d'un nouvel emploi.

3.1 Les cours généraux des formations proposées

Les cours généraux constituent le tronc commun de toutes les formations du Naxi. Selon l'orientation spécifique à chaque formation, des cours spécifiques sont rajoutés à ceux-ci.



3.1.1 Formation « Assistance aux personnes »



L'objectif:

L'objectif de la formation est de permettre aux participantes de trouver des emplois dans les institutions du secteur social. Cette formation est reconnue comme mesure pré-qualifiante pour la formation « aide socio-familiale » par le Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle. En même temps, elle favorise l'accès à la formation pour adultes « auxiliaire de vie ».

D'une manière générale, l'expérience professionnelle acquise durant les stages pourra leur être favorable pour trouver un emploi dans le domaine du travail avec:

- les enfants,
- les personnes en situation d'un handicap ou
- les personnes âgées

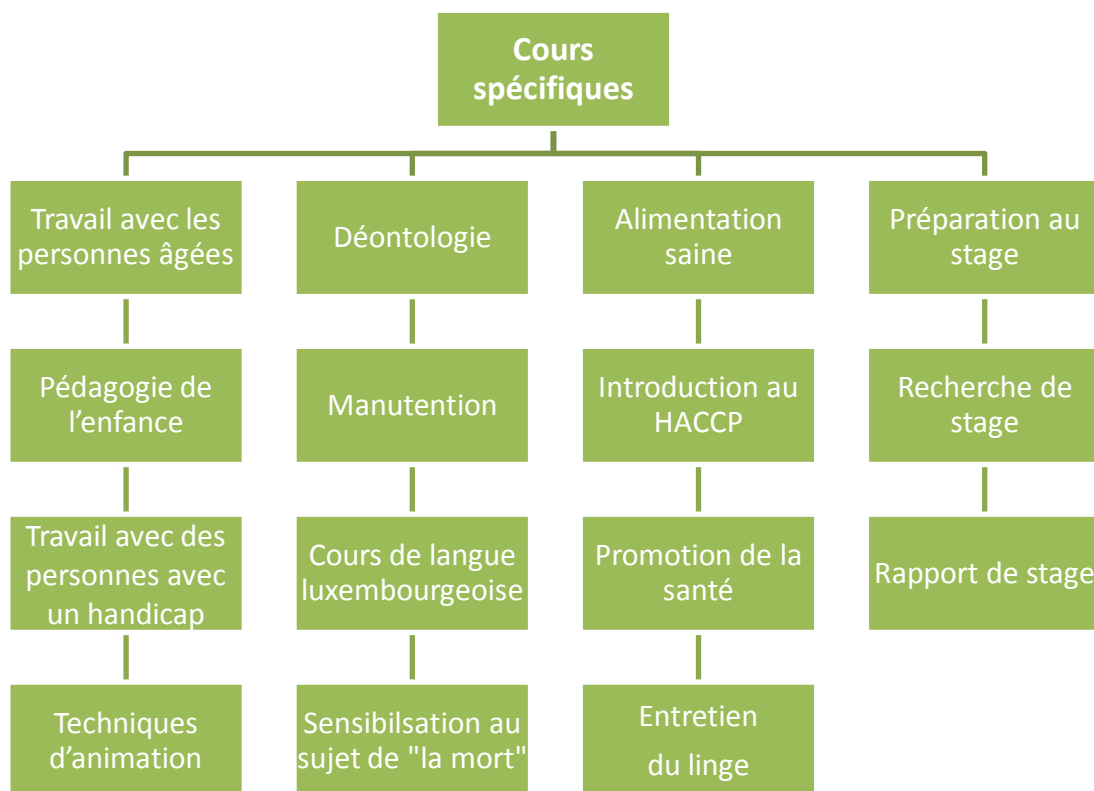
L'organisation de la formation:

Deux formations « Assistance aux personnes » ont eu lieu en 2013: une en langue française (APF) et une en langue luxembourgeoise (APL). Au niveau des cours, les deux formations se différencient seulement par le cours de luxembourgeois (60 heures) qui est en supplément dans la formation francophone. En effet, il est indispensable de maîtriser la langue luxembourgeoise pour trouver un emploi dans le secteur social. De plus, ce cours permet aux participantes d'acquérir le vocabulaire approprié pour communiquer avec le public cible.

Les formations sont constituées de deux parties théoriques et de deux stages en institution. Les cours et les stages sont organisés de façon à fournir une aide d'orientation aux participantes.

En 2013, la formation «Assistance aux personnes» s'est composée de 24 cours différents, dont 14 sujets présentés par des formateurs externes et 10 par l'équipe du Naxi.
Pour les cours spécifiques, le Naxi a eu recours à des experts pour former les participantes dans les différents domaines.

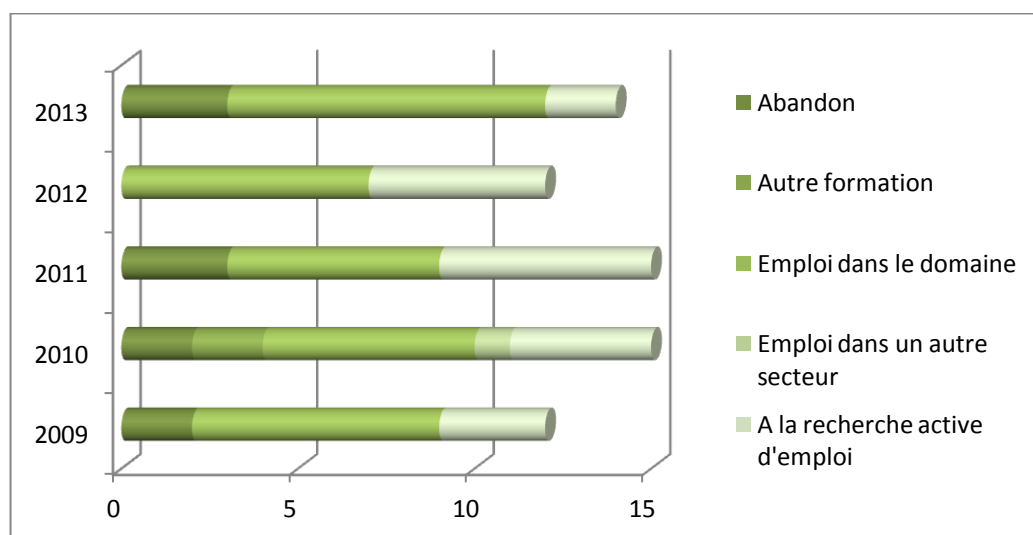
Ci-dessous, les cours spécifiques de la formation « Assistance aux personnes »:

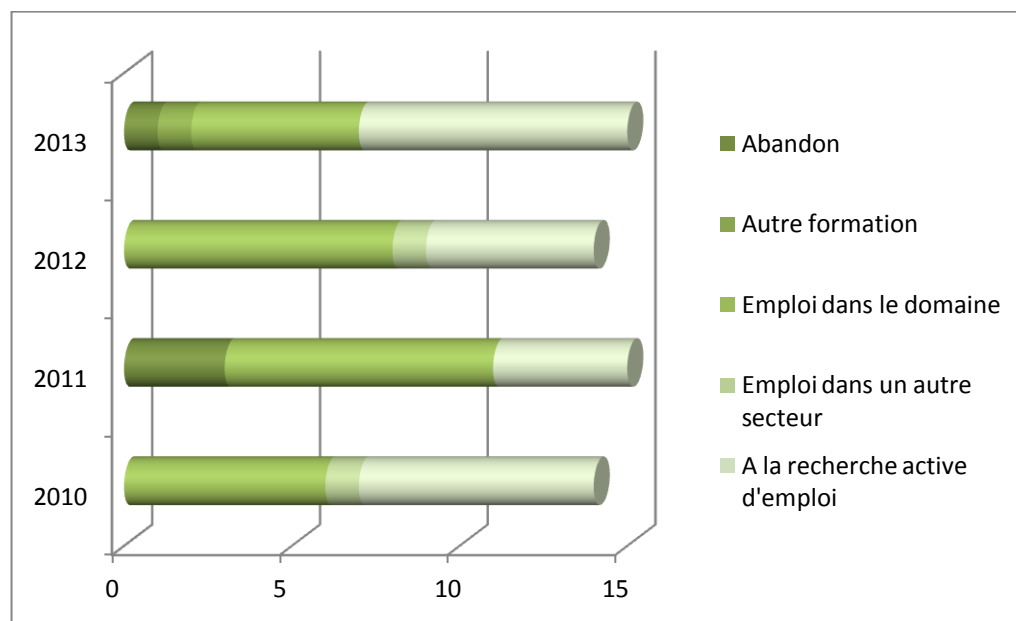


Les participantes:

Au total 29 femmes ont participé à la formation en 2013, dont 15 à la formation francophone et 14 à la formation en langue luxembourgeoise. La formation existant depuis quelques années, la situation à la fin de celle-ci a été calculée et résumée:

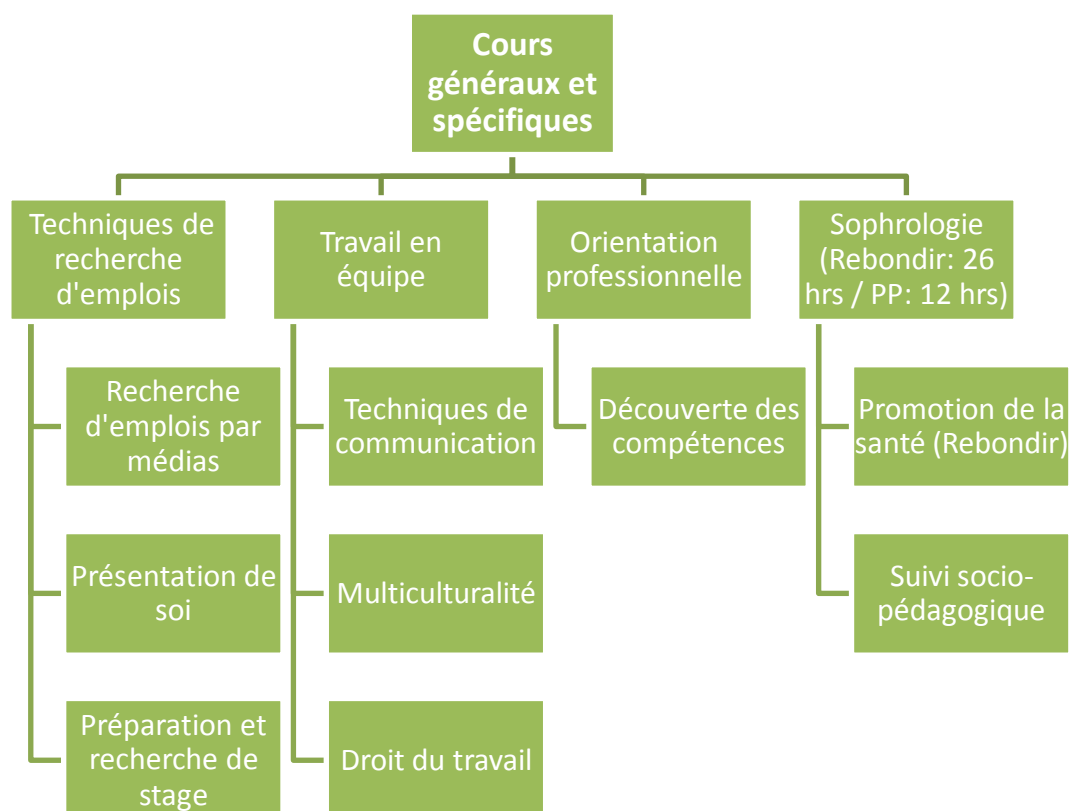
Groupe luxembourgeois





3.1.2 Les formations d'orientation professionnelle : « Le projet professionnel (PP) » & « Rebondir »

Contenus des cours :



L'objectif :

L'objectif de la formation est de trouver une orientation professionnelle et d'élaborer un projet professionnel réaliste. En parallèle à la définition du projet professionnel, la formation développe une stabilisation de la personnalité par le biais d'un entraînement ciblé des compétences socioprofessionnelles (personnalité équilibrée,

adaptabilité et flexibilité mentale, ouverture à l'effort etc.). L'objectif à long terme est de garder un emploi satisfaisant de façon durable.

L'organisation de la formation :

Deux formations « Le projet professionnel » ont eu lieu en 2013, en langue française, respectivement en langue luxembourgeoise.

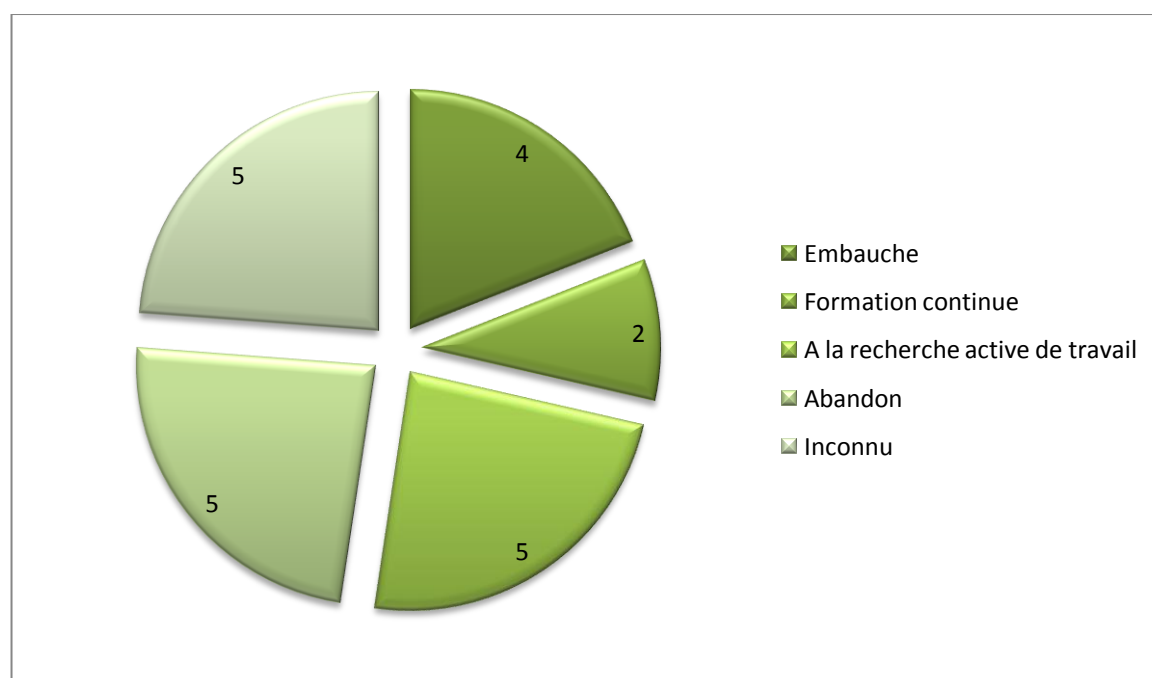
La formation comprend une partie théorique sous forme de cours et une partie pratique sous forme de stage. Les cours permettent aux participantes de connaître et de valoriser leurs compétences, d'acquérir des connaissances sur le marché de l'emploi ainsi que de se présenter auprès d'un patron. Le cours « d'orientation professionnelle et de motivation », ainsi que le cours de « découverte et valorisation de compétences » prennent une place centrale dans la formation. Le stage leur permet d'avoir un premier aperçu dans un nouveau domaine ou bien de se valoriser dans un domaine qu'elles connaissent.

Les participantes :

Au total, 21 femmes ont participé à la formation en 2013, dont 5 ont abandonné la formation. 1 femme a abandonné pour des raisons de santé, 2 femmes parce qu'elles ont trouvé du travail, 1 pour des raisons de santé et 1 autre ne s'est pas présentée. Les autres 16 participantes ont terminé la formation avec un certificat.

Pour une formation d'orientation les embauches sont rares, car il s'agit surtout d'avoir un premier aperçu du domaine choisi. A la fin de la formation, la situation des différentes participantes était la suivante:

La réinsertion professionnelle :



3.1.3 Formation « Rebondir »

L'objectif :

Pour la deuxième année consécutive, nous avons proposé la formation « Rebondir », réservée à des femmes en situation de reclassement externe. Il s'agit en fait d'une formation d'orientation professionnelle inspirée du « Projet Professionnel » adaptée aux spécificités du public cible en reclassement externe.

Accompagner les personnes en reclassement vers une reprise de leur vie professionnelle s'avère particulièrement complexe. La précarité relative à leur situation et à leur état de santé, le souvenir d'expériences négatives dues à leur glissement vers la maladie les a laissées trop souvent complètement désemparées. Suivant la philosophie du Naxi qui consiste à soutenir les femmes pour s'aider soi-même, les cours se greffent sur le souhait des femmes de se sortir de leur situation délicate.

L'objectif de la formation « Rebondir » est de soutenir ces femmes dans leurs efforts de vouloir se remettre sur un chemin de vie positif. Les cours les aident à intégrer une dynamique fructueuse et à se fortifier pour faire face et

dépasser leurs situations exigeantes. On insiste cependant sur le fait que ces efforts ne se soldent souvent pas par l'accomplissement d'un stage mais plutôt par le début d'une dynamique positive où la personne s'ouvre et se relance dans le développement de ses compétences personnelles et professionnelles.

En parallèle à la définition d'un projet professionnel réaliste, la formation vise la stabilisation de la personne par le biais d'un entraînement ciblé des compétences socioprofessionnelles telles qu'équilibre émotionnel, flexibilité mentale et ouverture à l'effort.

L'organisation de la formation :

Comme l'année passée, l'horaire journalier a été de 10 à 12 heures et de 13 à 15 heures afin de tenir compte de la situation de santé précaire de la plupart des participantes, notamment des problèmes de dos.

Considérant l'état de santé de la plupart des participantes, un cours intitulé «Promotion de ma santé» a été introduit. Ce cours expliquait les éléments clés pour sauvegarder et améliorer son capital-santé et contribuait à développer une approche d'auto-responsabilité en matière de santé.

La partie théorique sous forme de cours pouvait se compléter par une partie pratique sous forme de stage.

Sur les 13 personnes en formation, toutes n'avaient pas trouvé de stage et ces personnes se sont vues proposer une journée par semaine de sophrologie et de suivi socio-pédagogique.

A l'instar de 2012, la sophrologie a encore une fois été un outil très apprécié de reconstruction de soi. Les exercices pratiques ont été enregistrés et mis à la disposition des femmes pour s'entraîner à la maison. Une véritable « boîte à outils » a été mise à leur disposition, constituée de techniques de respiration et de techniques sophrologiques brèves, qu'elles peuvent intégrer dans leur vie quotidienne.

Elles ont toutes témoigné un grand intérêt vis-à-vis de la sophrologie et ont pratiqué de manière engagée et appliquée. Au cours des semaines, elles ont acquis plus d'assurance, de conscience de soi et ont su s'ouvrir à des attitudes imprégnées de courage et d'amour propre malgré les limites imposées par leur état de santé. Les techniques de gestion de stress ont été rapidement intégrées dans leur pratique quotidienne et les feedbacks des femmes ont été extrêmement encourageants.

A la fin de la formation, deux personnes ont eu une promesse d'embauche ! Une autre participante a trouvé le courage pour se présenter à l'examen d'Etat et toutes avaient commencé à mettre en œuvre leurs idées de développement professionnel, afin de se rapprocher vers une nouvelle vie et un nouvel emploi, à leur rythme, pas après pas.

3.1.4 Formation pour femmes travaillant à l'atelier de lavage et de repassage sous contrat « d'activité d'insertion professionnelle » (AIP)

L'objectif :

L'activité d'insertion professionnelle dans l'atelier de lavage et de repassage vise le développement de compétences transversales, sociales et professionnelles par le travail au sein de l'atelier, l'accompagnement psychosocial, et par des cours théoriques. Pendant une année, les participantes sont amenées à identifier et à affronter les obstacles qui entravent leur insertion professionnelle, à connaître et à assumer les devoirs qu'elles ont en tant que salariée et à s'activer en vue de la recherche d'un emploi.

L'organisation de la mesure :

L'atelier à Mamer est un service ouvert à toute personne privée ainsi qu'aux entreprises. Les femmes occupées dans le cadre d'une activité d'insertion professionnelle sont en charge de l'accueil de la clientèle, de la gestion de la caisse, de la livraison de linge, du triage du linge en fonction des couleurs et des fibres, de la manipulation des machines à laver, du repassage à la main et des retouches. L'apprentissage des différentes tâches se fait au sein de l'atelier. Les femmes sont instruites à tour de rôle dans les différents domaines.

En 2013, 17,5 tonnes de linge ont été traitées.

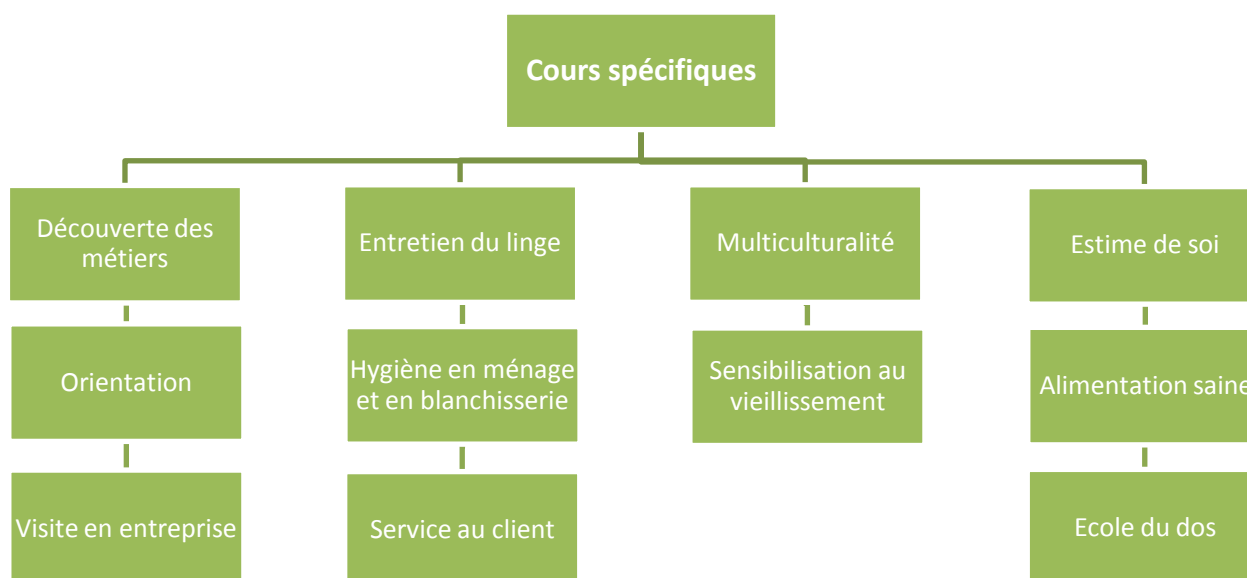
Les cours théoriques se tiennent une fois par semaine. Ces cours se font en général en commun et bilingue.

En 2013, il y avait 129 heures de cours théoriques, 6 heures de visites en entreprises, 9 heures de visites de bourses à l'emploi et 6 heures de Feedback sur les cours. Le cours de sophrologie et d'entretien d'embauche ont été tenus en parallèle afin que le groupe puisse être divisé en fonction de la langue.

Ceci nous a permis de travailler de manière plus intensive avec les participantes. Au total 63 heures de cours théoriques ont été assurées par du personnel de l'a.s.b.l. Femmes en Détresse. Il y avait 15 formateurs impliqués, dont 7 formateurs externes.

Cinq cours se sont ajoutés au programme de la formation. Le cours « Multiculturalité » remplaçait une partie du cours de communication. Le but était de faciliter l'insertion des participantes dans le marché de l'emploi luxembourgeois en leur fournissant des informations générales sur l'environnement dans lequel elles vivent et souhaitent travailler ainsi que sur les différences interculturelles au niveau de la communication et les valeurs. Les cours « Sophrologie » et « Ecole du dos » remplacent le cours « Santé au travail ». Les deux autres nouveaux cours « Alimentation saine » et « Estime de soi » visent également le bien-être de nos participantes dans l'objectif, qu'elles deviennent physiquement et psychiquement prête à l'emploi. Lors des visites en entreprise (Cactus & Sodexo) et des bourses à l'emploi (« RTL Jobdag », « Jobmarket » et « European Job Days »), les participantes ont pu entrer en contact avec des employeurs potentiels et se renseigner sur les débouchés de leur projet professionnel.

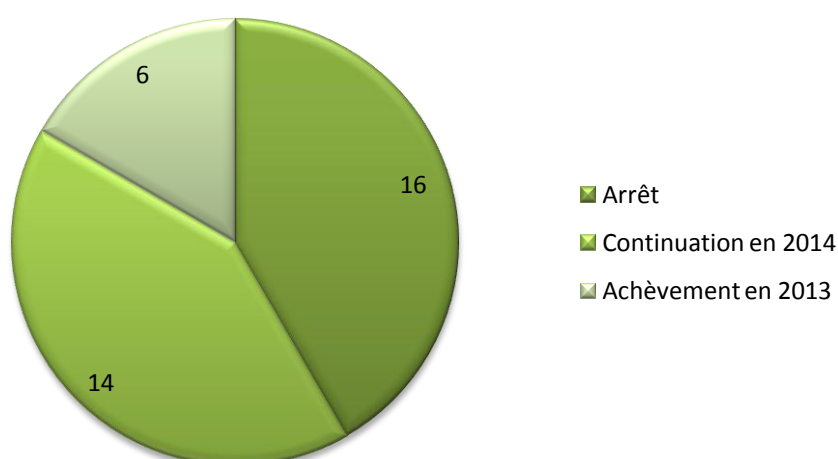
Ci-après, les cours spécifiques pour la formation dans l'atelier de lavage et de repassage :



Les participantes :

Au total 36 femmes ont participé à la mesure en 2013 (fig. 1), dont 11 qui y sont entrées en 2012 et 14 qui continueront la formation en 2014.

fig.1 : Nombre de participantes



La réinsertion professionnelle :

Sur les 6 femmes qui ont fini leur formation après un an, 1 femme a commencé un stage en entreprise et 1 femme participe à une autre AIP. Sur les 16 femmes qui ont interrompu la formation avant sa fin prévue, une femme a commencé un article 13.3 au Naxi, 4 femmes ont trouvé un stage en entreprise, une femme a débuté un cours de langue intensif et une femme est sortie du RMG en raison d'un changement de situation familiale.

Après la mesure, les femmes peuvent reprendre contact avec leur agent de suivi respectif si elles en ressentent le besoin, par exemple pour avoir une aide quant à leur recherche d'emploi. Mais la plupart ne demandant pas de rendez-vous, les informations sur leur réinsertion professionnelle dans les mois qui suivent la formation ne sont souvent pas disponibles, d'autant plus qu'elles ne sont pas non plus toujours joignables sous le numéro de téléphone qu'elles avaient à l'époque de leur emploi au Naxi.

4. L'EVALUATION

Dans le cadre d'un contrôle de qualité, l'évaluation poursuit le but de vérifier la prise de conscience des compétences et de l'employabilité des participantes des formations.

En 2013 le Portfolio a été adapté en continu.

Pour le recrutement des participantes aux formations, notre document « Offres et attentes » a permis d'expliquer clairement aux femmes l'objectif et le contenu de la formation proposée.

Le dossier avec les différentes « Evaluations » des participantes les a amenées à réfléchir sur elles-mêmes et à se valoriser davantage.

En relation avec les stages, les trois documents du Portfolio « Supervision collective », « Evaluation de stage du tuteur » et « Evaluation à la fin du stage remplie par les participantes » ont permis une continuité logique et organisée par rapport à la qualité du suivi durant le stage et ceci pour chaque participante.

Enfin, en ce qui concerne le Portfolio utilisé pendant les entretiens individuels de l'atelier, celui-ci a soutenu le développement d'un bon contact avec les participantes. De plus, le document a permis à ces dernières de prendre conscience de leurs capacités et de leurs compétences.

5. CONCLUSION

Les formations « Assistance aux personnes » (AP) et « Le projet professionnel » en luxembourgeois et en français que le Naxi propose depuis plusieurs années ont trouvé leur place sur le marché des formations.

La formation « Assistance aux personnes » (AP) attire toujours beaucoup l'intérêt des candidates, car elle vise un domaine d'emploi en développement constant et traditionnellement attrayant pour les femmes. Au cours des années, la formation s'est faite une bonne réputation sur le marché et connaît un grand succès au point de vue des embauches.

« Le projet professionnel » correspond depuis des années aux besoins des demandeuses d'emploi nécessitant une stabilisation personnelle et une nouvelle orientation sur le marché de l'emploi.

La formation « Rebondir » pour les femmes ayant le statut de demandeuses d'emploi en reclassement externe et ne pouvant travailler qu'à temps partiel s'est montrée dynamique, fructueuse et ressourçant pour les participantes.

L'Atelier de lavage et de repassage attire toujours beaucoup de femmes. Etant donné le bon fonctionnement du service, nous continuerons sur cette même lignée en 2014 avec pour but, d'une part, d'augmenter le nombre de participantes et d'autre part, d'élargir la clientèle.

Dans les formations, le suivi socio-pédagogique individuel est un pilier important. Il s'avère être le moyen approprié de soutien positif et constructif pour les femmes. Le suivi est indispensable à l'évolution individuelle personnelle et à l'orientation professionnelle des participantes.

La collaboration intensive avec l'Agence pour le développement de l'Emploi s'avère de plus en plus constructive, notamment au niveau du recrutement des participantes.

Les discussions en réunion avec leur nouveau service de formation génèrent de nouvelles idées et leur développement futur afin de garantir l'adaptation de nos formations aux besoins des demandeuses d'emploi.

Depuis le déménagement du Naxi dans un grand et nouveau bâtiment avec un très grand hall complètement aménagé pour l'atelier de lavage-repassage à Mamer, toutes les activités de formations se retrouvent sous un même toit et évitent au personnel le déplacement continu des années précédentes. Une très bonne ambiance de travail constructive et productive s'est installée qui est également très propice au succès des formations.

	Nationalité														
Dénomination Formation	Luxembourgeoise					Union Européenne - non luxembourgeoise					Autre nationalité - non-UE				
	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013
Assistance aux personnes L	7	8	9	10	10	4	5	5	1	4	1	1	1	1	
Assistance aux personnes F		1		2	2		9	8	7	4		4	7	5	9
Atelier lavage- repassage	12	17	16	11	13	10	8	8	8	12	2	3	6	6	11
Clé de la réussite (cumul)	12	17				50	27				23	13			
Projet professionnel L	8	10		10	8	4	3		2			1		1	
Projet professionnel F	2		5	5	1	6		12	5	8	2		6	3	2
Service Client Vente L	3					3					1				
Service Client Vente F	1	1				5	8				7	5			
Rebondir				1	2				8	10				2	1
Cuisine et service à table				4					6					1	
Total	45	54	30	43	36	82	60	33	37	38	36	27	20	19	23

	Âge																			
Dénomination Formation	< 30 ans					entre 31 et 40 ans					entre 41 et 50 ans					> 50 ans				
	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013
Assistance aux personnes L	7	8	5	5	8	1	2	3	3	2	3	1	6	4	3	1	3	1		1
Assistance aux personnes F		1	3	2	7		7	8	7	5		6	4	5	3					
Atelier lavage- repassage	4	10	9	8	12	9	6	11	9	14	10	8	4	6	9	1	4	6		1
Clé de la réussite (cumul)	14	22				40	21				27	11				4	3			
Projet professionnel L	3			4	1	1	7		3	5	6	5		4	1	2	2		2	1
Projet professionnel F			6	3	2	3		5	6	8	4		8	3	1	3		4	1	
Service Client Vente L	3					3										1				
Service Client Vente F	3	3				8	9				1	2								
Rebondir				1				4	6					5	4				2	2
Cuisine et service à table				2				2						6					1	
Total	34	44	23	24	31	65	52	27	34	40	51	33	22	33	21	12	12	11	6	5

Dénomination Formation	Situation financière																			
	Indemnité de chômage					RMG					autre salaire dans le ménage					autres / inconnu				
	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013
Assistance aux personnes L	7	7	8	7	8	1	2	1	3					1	2	3	6	5	1	4
Assistance aux personnes F		9	6	5	8			2	5	1				4	4		3	8		2
Atelier lavage-repassage						19	24	28	25	36										
Clé de la réussite (cumul)	37	22					18	10												
Projet professionnel L	6	9		3	5	5	2	1	2					3	5	5	4		5	
Projet professionnel F	3		10	5	5	2	3		3	2				2	2	5		12	3	2
Service Client Vente L	2						2									3				
Service Client Vente F	5	4						3								8	7			
Rebondir				6	12									1					4	1
Cuisine et service à table									11					1						
Total	60	51	24	26	38	27	51	45	49	39	0	0	0	12	13	24	20	25	13	9

Dénomination Formation	Formation scolaire																			
	obligation scolaire / inconnu					9ième réussie					CATP / 11 ème					BAC				
	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013
Assistance aux personnes L	3	4	2	2	2	5	6	6	7	7	2	4	5	3	4	2		1		1
Assistance aux personnes F		6	1	6	1		7	4	4	5		1	3	2	4			4	2	2
Atelier lavage-repassage	6	8	16	11	10	14	19	12	6	14	3			4	7			1	4	5
Clé de la réussite	15	5				23	27				13	16				21	6			
Projet professionnel L	3	2		3		4	5		5	8	2	6		3	2	1	1		2	
Projet professionnel F	3		12	2	6	6		2	2				5	4	2	1		3	2	2
Service Client Vente L	4					2					1									
Service Client Vente F	2	3				5	5				2	1				3	4			
Rebondir				3	5					2				3	2				4	1
Cuisine et service à table				7					1					3						
Total	36	28	31	34	24	59	69	24	25	36	23	28	13	22	21	28	11	9	14	11

	Insertion / orientation professionnelle																													
Dénomination Formation	abandon					autre formation					emploi dans le domaine de la formation					emploi dans un autre secteur					autres / inconnu					continuation de la formation				
	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013
Assistance aux personnes L	2	2	3		3		2				7	6	6	7	7		1				3	4	6	5	5					
Assistance aux personnes F			3		1					1		6	8	8	5		1		1			7	4	5	8					
Atelier lavage- repassage	6	5	6	4	12	3	1	3	5	1					2	4	4	3	3	5	5	3	6	2	2	6	15	12	11	14
Clé de la réussite	5	5				19	3									13	8				5	41								
Projet professionnel L	5	4		2	4	2			3	2				1	2	4								8	3					
Projet professionnel F	4		4	2	1			3						4	5			4			2		12	7	5					
Service Client Vente L	3										2					1					1									
Service Client Vente F						5					2										9	9								
Rebondir				2					4	3					2									5	8					
Cuisine et service à table				7					4																					
Total	25	16	16	17	21	29	6	6	16	7	11	12	14	20	23	22	14	7	4	5	25	64	28	32	31	6	15	12	11	14

MEEDERCHERSHAUS

Refuge pour filles en détresse



B.P. 1024
L-1010 Luxembourg
Tél. : 29 65 65
Fax : 48 86 27
e-mail: foyer@mederchershaus.lu

MEEDERCHERSHAUS

Le Meederchershaus offre un refuge à court terme aux jeunes filles victimes de violence familiale.

Le but principal est de rompre le plus vite possible le cycle de la violence physique, psychique et/ou sexuelle que les pensionnaires ont vécu au sein de leurs familles. L'équipe éducative est à l'écoute de ses pensionnaires et veille sur leur bien-être.

Les collaboratrices offrent un maximum de protection aux pensionnaires, elles travaillent sur leur estime de soi, l'autonomie et le respect et elles essayent de trouver la solution la plus appropriée aux besoins de la jeune fille (réintégration familiale, centre d'accueil, logement encadré).

L'équipe éducative prend au sérieux les doléances des pensionnaires et cherche à les orienter et à les guider sur leur chemin.

Le Meederchershaus peut accueillir 10 jeunes filles entre 12 et 21 ans qui sont victimes de violence domestique. En principe la durée maximale du séjour est de 3 mois.

Une présence de 24/24 heures est garantie par du personnel qualifié.

Les méthodes de travail sont :

- Une approche féministe basée sur le constat de la situation d'inégalité sociale, politique et économique que vivent les femmes et les jeunes filles,
- La partialité: La position contre la violence est clairement dénoncée et constitue une alliance avec les jeunes filles victimes de violence. Le Meederchershaus s'oppose à toute forme de violence et prend parti pour les jeunes filles victimes de violence.

STATISTIQUES

1. MEEDERCHERSHAUS

2.1 Données des filles placées au Meederchershaus

Durant l'année 2013, le Meederchershaus a hébergé un total de 32 pensionnaires dont 8 filles qui étaient encore présentes depuis 2012 et 9 autres filles qui sont encore au Meederchershaus le 1^{er} janvier 2014. Les statistiques sont établies en fonction des filles hébergées au Meederchershaus en 2013 (soit 32 filles).

Le nombre d'admissions de l'année 2013 (32 filles) en comparaison avec l'année précédente (37 filles) est resté plus ou moins stable.

En 2013, nous avons eu 2855 journées de présence, soit une diminution de 2,0 % par rapport à l'année précédente.

2.2 Nationalité

Les chiffres sur la nationalité des filles nous démontrent que l'équipe du Meederchershaus se voit toujours confrontée à une population multiculturelle.

Au cours de l'année 2013, le Meederchershaus a hébergé des filles de nationalité luxembourgeoise, portugaise, capverdiennne, serbe, néerlandaise, dominicaine et luxembourgeoise/indienne.

Les nationalités les plus représentées avec 14 sur 32 pensionnaires étaient la portugaise (43,75 %), suivies de la luxembourgeoise (21,88 %), respectivement 7 sur 32 pensionnaires.

2.3 Âge des filles

La catégorie d'âge des pensionnaires varie entre 12 et 19 ans. La tranche d'âge la plus représentée est celle des jeunes ayant entre 14 et 15 ans.

Le nombre de jeunes qui se retrouvent dans cette rubrique s'élève à 14 sur 32 filles, soit 43,75 %. 7 filles (soit 21,88 %) avaient entre 16 et 17 ans, 6 filles (soit 18,75 %) avaient entre 18 et 19 ans, 5 filles (soit 15,63 %) avaient entre 12 et 13 ans.

Les demandes et les besoins de nos pensionnaires varient en fonction de leur âge.

Le grand écart d'âge est toujours un défi, surtout lors de nos activités au sein du foyer. Une activité pour une fille de 20 ans ne correspond pas nécessairement aux besoins d'une fille de 12 ans.

Les collaboratrices doivent veiller à adapter les sujets et la forme de les communiquer au degré de maturité des pensionnaires présentes.

1.4 Etat civil des jeunes filles

Toutes nos jeunes filles sont célibataires.

1.5 Type de violence

	2011	2012	2013
Physique	21	5	13
Psychique	14	19	6
Sexuelle	1	4	2
Autres (négligences, absentéisme scolaire, problèmes d'éducation, situation de divorce clarifiée...)	4	9	11

Les expériences montrent que souvent les filles ont vécu plusieurs formes de violence.

1.6 Type de placement

	2009	2010	2011	2012	2013
Placement volontaire	4	2	0	0	0
Placement par le le Tribunal de la Jeunesse	16	18	29	29	26
Pensionnaires majeures	11	13	11	8	6

1.7 Durée du placement

	2011	2012	2013
0-1 mois	2	3	2
1-3 mois	8	17	12
3-6 mois	17	13	12
6-9 mois	3	3	2
9-12 mois	0	1	2
12-15 mois	0	0	2*

* admises en 2012

Bien que la limite du séjour au Meederchershaus soit fixée à 3 mois, les séjours effectifs dépassent souvent cette durée :

2009	2010	2011	2012	2013
4 des 31 filles	8 des 33 filles	20 des 40 filles	17 des 37 filles	18 des 32 filles

Remarque : Les 9 filles qui sont encore présentes au Meederchershaus le 01/01/2014 sont reprises dans les deux tableaux ci-dessus.

Leur séjour va probablement dépasser encore une catégorie de durée de placement et le dépassement de 3 mois.

En ce qui concerne la raison du dépassement de la durée de séjour des filles au Meederchershaus, il est important de signaler que le foyer d'accueil urgent en situation de crise psychosociale aiguë (A.U.S.C.P.A.) Meederchershaus dépend dans la plupart des cas des places libres dans les centres d'accueil, respectivement dans les logements encadrés.

Si une réintégration familiale est envisagée, le séjour peut également dépasser 3 mois étant donné que nous préparons au maximum ce retour et durant la phase d'essai, nous évaluons si les conditions pour une réintégration sont respectées par chaque partie.

1.8 Destination des filles après le séjour au Meederchershaus

	2009	2010	2011	2012	2013
Appartement supervisé	5	4	5	1	4
Centre d'accueil	7	5	10	11	7
Famille	7	8	11	13	6
Amis/connaissances	2	2	1	1	2
Logement indépendant	1	0	0	0	0
Autres*	4	5	3	3	3
Au Meederchershaus le 31.12	6	9	10	8	10

* : il s'agit de deux placements au Centre Socio-Educatif de l'Etat et d'un placement dans un foyer psychothérapeutique.

Les projets d'avenir sont étroitement liés aussi bien au motif du placement (en cas d'abus sexuel ou de violence physique grave, une réintégration n'est pas dans l'intérêt de la pensionnaire) qu'à la collaboration des adolescentes et de leurs parents. Lorsque les parents sont disposés à mettre en question leur comportement violent et à adopter d'autres moyens d'éducation, il va de soi que le taux de réintégrations familiales augmente.

Avec les familles dont la raison du placement est avant tout un problème d'ordre éducatif, nous élaborons avec tous les concerné(e)s des plans d'actions.

1.9 Les réintégrations au sein de la famille d'origine

2009	2010	2011	2012	2013
7	6	11	13	6

Remarque : Une fille a fait un essai d'intégration auprès de son oncle.

1.10 Qui est l'auteur?

	2009	2010	2011	2012	2013
Père-mère	15	20	38	30	23
Proche parents (belle-mère, beau-père, fratrie)	3	5	2	7	7
Inconnu	0	1	0	0	0
Autres	6	7	0	0	2
Copain	1	0	0	0	0

1.11 Lieu d'habitation

Centre	Sud	Nord	Est	Ouest	Autres
5	12	10	4	1	0

1.12 Consultations auprès des services externes

	2013
PSYea (Service Psychologique pour Enfants et Adolescent(e)s Victimes de Violences Domestiques)	12
SDIP (Service de Détection et d'Intervention Précoce pour troubles psychiques)	4
Service National de la Psychiatrie Juvenile au CHK	2
Cabinet de psychiatre privé	1
Autres	0

Une des filles citées est prise en charge par deux services.

18 des 32 filles ont consulté un service de soutien pendant leur séjour au Meederchershaus.

1.13 Appels téléphoniques

Pendant l'année 2013, nous avons 2088 appels téléphoniques entrants :

	2013
28 % des appels	Parents
35 % des appels	Entretiens en relation avec nos pensionnaires (établissements scolaires, services sociaux,...) Entretiens avec des anciennes pensionnaires (suivi social)
13 % des appels	Demande d'aide
24 % des appels	Autres (firmes, appels internes, ...)

Un grand échange d'informations se fait par courriel (surtout avec le secteur psychosocial ainsi qu'avec les autres services de l'association « Femmes en Détresse » a.s.b.l.).

2. INTERFACE FAMILLES

Au cours de l'année 2013, l'Interface Familial a eu contact avec 25 familles pour 25 filles.
Une fille a été admise deux fois au cours de l'année 2013.

Sur les 25 filles:

- 3 filles étaient majeures
- 22 filles étaient mineures ; ces 22 filles étaient placées par le Tribunal de la Jeunesse.

En 2013, aucune fille n'était hébergée suite à une convention de placement volontaire.

2.1 Le nombre d'entretiens par famille

Ont eu lieu :

1 entretien avec	5 familles
2 entretiens avec	4 familles
3 entretiens avec	4 familles
4 entretiens avec	4 familles
5 entretiens avec	3 familles
6 entretiens avec	2 familles
7 entretiens avec	1 famille
8 entretiens avec	1 famille
11 entretiens avec	1 famille

Total des entretiens avec les parents en 2013: 94 (100 en 2010, 129 en 2011, 110 en 2012).

Le total des entretiens a diminué suite au séjour prolongé de la plupart des filles au Meederchershaus.

A ce chiffre s'ajoutent:

1. un bon nombre de rendez-vous annulés en dernière minute ou pour lesquels personne ne s'est présenté,
2. des entretiens téléphoniques réguliers avec un ou plusieurs membres de la famille et des échanges par courriel,
3. des entretiens avec les parents et membres de la famille élargie (p.ex. grands-parents, tante, marraine, fratrie...),
4. des entretiens avec des professionnel(le)s du secteur social (p.ex. foyers d'accueil, SCAS, Tribunal de la Jeunesse, services pour femmes).

Le travail avec les parents (avec un des parents) est indispensable et dans l'intérêt de la fille, et ceci peu importe si une réintégration familiale est envisagée ou si un placement en institution à long terme est dans l'intérêt de la mineure.

Même si les filles ont vécu de la violence physique de la part d'un /des parent(s), elles sont intéressées à des entretiens (en présence des agents éducatifs) pour exprimer leurs sentiments, pour mettre au point certaines choses, pour formuler leur désir d'avenir.

Les échanges entre fille et parents sont souvent très fructueux et permettent d'éclaircir la situation familiale, de formuler des projets d'avenir... Ces entrevues permettent de préparer peu à peu les réintégrations familiales et de discuter sur les conditions à respecter par chacun et par chacune. Même si une réintégration n'est pas possible à court et à moyen terme, de tels entretiens permettent de garder et de renouer le contact entre filles et parents.

Il va de soi qu'en cas d'abus sexuel et de violence grave, nous ne favorisons pas de tels contacts avec l'auteur.

La majorité des entretiens a eu lieu dans le bureau du service « Interface Familles » ; quelques entretiens ont eu lieu au foyer familial des parents ou bien dans un bureau d'un service social impliqué.

2.2 Suivi familial

En 2013, 7 suivis familiaux ont été assurés ; ces 7 suivis étaient tous ordonnés par le Tribunal de la Jeunesse pour surveiller les conditions de la réintégration familiale.

Il y a eu des entretiens avec les familles et les filles conjointement, mais aussi séparément avec les filles pour mieux évaluer leur situation. La plupart de ces entretiens ont eu lieu dans le bureau du service Interface Familial. Le nombre de ces entretiens s'élève à 28. S'y ajoutent encore beaucoup d'entretiens téléphoniques (et échanges par courriel) avec les filles et /ou avec leurs parents et des services sociaux impliqués.

Lors de ces suivis, quelques familles ont été orientées vers d'autres services (assistante sociale, service d'information et de consultation pour femmes, psychologues....).

Parmi ces 7 suivis, 6 ont été clôturés avant le 31 décembre 2013.

Une fille mineure et sa famille continuent à être suivis jusqu'en 2014.



LE TRAVAIL AU MEEDERCHERSHAUS

Le Meederchershaus fait la distinction entre 3 types de placement :

- les filles majeures : il n'y a pas de démarches administratives à faire pour leur admission;
- le placement volontaire : les parents et la fille signent un contrat d'hébergement lors d'un rendez-vous fixé au bureau de l'Interface Familial ;
- pour les filles mineures dont les parents ne sont pas d'accord avec un placement, le Meederchershaus demande à la personne qui est à l'origine de la requête de contacter le Tribunal de la Jeunesse pour avoir une mesure de garde provisoire. Le cas échéant, le Meederchershaus entame les démarches nécessaires concernant le placement de la mineure.

Chaque fille victime de violence familiale a besoin d'être prise au sérieux et d'être crue. Le Meederchershaus aide la fille à surmonter son sentiment de dévalorisation et de discrimination.

Une partie des pensionnaires continuent à être menacées par leurs proches lorsqu'elles se trouvent au Meederchershaus. Pour leur garantir un maximum de sécurité et de protection, le refuge a une adresse secrète. Aucune visite n'y est tolérée.

1. LES ACTIVITES AVEC LA POPULATION CIBLE

Le Meederchershaus peut accueillir 10 jeunes filles entre 12 et 21 ans qui sont victimes de violence domestique. La durée du séjour au Meederchershaus est de 3 mois en principe.

Si la jeune fille veut porter plainte, les collaboratrices du Meederchershaus l'informent sur les procédures judiciaires, prennent un rendez-vous chez un(e) avocat(e) et un médecin afin de recevoir un certificat médical et le personnel éducatif l'accompagne au commissariat de police.

Les filles continuent à fréquenter leur lieu de travail ou leur établissement scolaire. Une collaboratrice est à leur disposition pour les aider à faire les devoirs en classe.

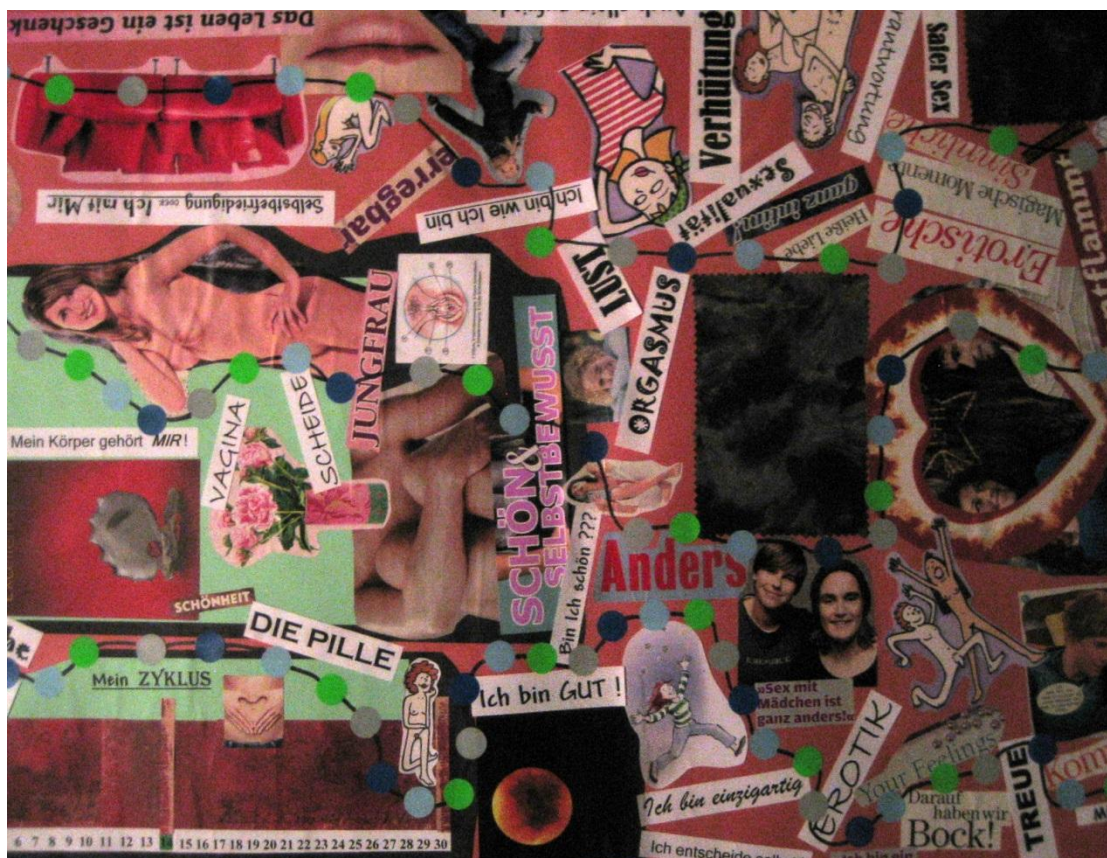
Le Meederchershaus organise régulièrement des activités traitant des sujets suivants :

- drogues,
- sida,
- estime de soi,
- violence familiale,
- éducation sexuelle etc.

Une fois par semaine, toutes les pensionnaires et deux agents éducatifs assistent à la réunion des filles qui a pour but de discuter d'éventuels conflits qui peuvent surgir dans le groupe des filles. Les filles apprennent à se prendre en main, à formuler leurs doléances et à les exprimer dans un groupe d'une manière respectueuse.

Les activités sportives et culturelles ainsi que l'apprentissage de diverses choses de la vie quotidienne (remplir un virement, gestion d'un budget, cuisiner, laver et repasser le linge...) ont aussi une grande importance dans le travail quotidien avec les filles.





2. LE VOLET MEDICAL

Vu que le séjour dans notre institution est en principe un séjour de courte durée, les adolescentes n'ont pas de personne de référence (un agent éducatif qui prend en charge une ou plusieurs filles pour tous les domaines qui concernent leur situation), mais nous avons chacune nos domaines de travail.

Grâce à la création d'un poste à mi-temps supplémentaire, une collaboratrice s'occupe exclusivement du volet médical de chaque fille.

Une anamnèse est faite pour chaque pensionnaire dès son arrivée. Son dossier comprend entre autres une rubrique qui rassemble toutes les données qui concernent sa santé au sens large. Sont documentés les rendez-vous auprès des médecins respectifs, le motif de la consultation, le traitement à suivre etc. Ceci nous permet d'avoir une assez bonne vue générale sur les antécédents, sur la situation actuelle et sur d'éventuels points à respecter. Il y a des pensionnaires pour lesquelles rien de particulier n'est à signaler, des pensionnaires qui ont respecté les consultations médicales (dentiste, oculiste, vaccinations etc.) et pour lesquelles aucun traitement ou suivi n'est à faire. Mais nous accueillons souvent des filles qui ne sont pas en possession de carte de vaccination, qui n'ont jamais ou rarement vu un médecin, qui doivent suivre un traitement spécial etc.

Pour ces jeunes, il est bénéfique qu'un seul agent éducatif prenne en charge ce volet pour garantir le fil rouge. Vu la documentation minutieuse, toute l'équipe peut pourtant à tout moment avoir accès au dossier et recevoir les données nécessaires. A part le volet administratif, cette tâche comprend aussi l'accompagnement des filles chez les médecins (sur demande et en cas de besoin). En fonction de l'âge et de la problématique, les pensionnaires sont accompagnées. Pour les filles, il est rassurant de savoir à qui s'adresser en cas de besoin.

La gestion de la pharmacie et le contact avec le secteur médical fait également partie de cette tâche.

3. LE TRAVAIL AVEC LES PARENTS

Placée en institution, la jeune fille continue à être l'enfant de sa famille d'origine ; ses parents ont besoin d'un soutien pour pouvoir continuer à rester parents au-delà de la décision de placement. Le but du Meederchershaus est avant tout de protéger, d'accueillir et d'accompagner des adolescentes en difficulté. C'est l'intérêt de ces jeunes qui prime avant tout.

Une collaboratrice assure le travail avec les familles des pensionnaires. Ce travail prend de plus en plus d'ampleur même si une réintégration familiale de la fille n'est pas envisagée.

Le volet est indispensable dans le travail avec les jeunes vu que beaucoup de parents sont débordés par l'éducation de leur(s) enfant(s) et ont des problèmes à assurer leur rôle de parent/d'adulte. Ces parents risquent souvent de se déresponsabiliser d'avantage ou de passer à des actes violents envers leur(s) enfant(s).

Les objectifs du travail avec les parents sont :

- se positionner contre toute forme de violence à l'égard de leur(s) enfant(s),
- être à l'écoute de leurs questions et doléances, écouter leur « son de cloche »,
- rassembler des informations pour pouvoir retracer le curriculum familial,
- motiver les parents à venir en aide à leur fille et établir avec eux (dans la mesure du possible) des plans d'éducation et de comportement.
- donner à la fille la possibilité d'expliquer son mal-être en présence des parents et d'une collaboratrice du Meederchershaus,
- préparer (dans la mesure du possible et en respectant les désirs et besoins de la fille) des visites à domicile ou une réintégration familiale,
- assurer le suivi social.

4. LE TRAVAIL AVEC LE SECTEUR SOCIAL

Vu l'intensité de la prise en charge de nos pensionnaires, il va de soi que les collaboratrices s'échangent avec d'autres professionnel(le)s du domaine socio-éducatif et de l'enseignement.

Sont à mentionner des échanges plus ou moins réguliers avec les régent(e)s de classe des pensionnaires du Meederchershaus. S'y ajoute la collaboration avec les SPOS qui sont souvent à l'origine de la demande de placement.

Etant donné que le Tribunal de la Jeunesse demande très souvent une enquête sociale assurée par le SCAS, des échanges ont lieu régulièrement avec les agents sociaux du service en question.

S'y ajoutent encore les contacts avec d'autres professionnel(le)s (thérapeutes, médecins...).

5. FORMATION CONTINUE

Les collaboratrices du Meederchershaus ont participé aux formations suivantes :

- « Signs of Safety (Modelle zur sozialpädagogischen Diagnostik », organisée par l'Université Luxembourg,
- « Sortir des rapports de force pour développer l'équivalence », organisée par le Service National de la Jeunesse,
- « Ich und Du – unsere Welt... Eine Einführung in die systemische Pädagogik », organisée par le Service National de la Jeunesse,
- « Sicher und kompetent Gespräche führen » organisée par l'UFEP.

REFLEXIONS ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Un volet qui prend de plus en plus d'ampleur est le **volet éducatif** proprement dit. Une grande partie du temps de travail est requise pour éduquer et donner une base élémentaire aux jeunes.

L'équipe au A.U.S.C.P.A. rencontre de plus en plus de jeunes filles qui n'ont jamais eu de cadre, à qui aucune limite n'a jamais été imposée au foyer familial. Devenues pubères, ces jeunes essaient évidemment d'aller encore plus loin, de défier les parents et autres adultes pour savoir jusqu'où elles peuvent aller.

Les agents éducatifs observent également un dysfonctionnement dans beaucoup de familles dans le sens que l'enfant vit une forme de violence familiale (verbale, psychique, même physique) et que parallèlement les parents lui accordent beaucoup de libertés (sorties) et des avantages matériels (argent de poche démesuré...). Durant une longue période, ces jeunes acceptent, s'arrangent, ne veulent pas renoncer aux avantages (sorties, argent...) jusqu'à ce que la situation arrive à un point tel que la jeune fille éprouve le besoin de quitter le foyer familial, respectivement que les parents sont débordés à tel point qu'ils demandent un éloignement (temporaire).



Un de nos objectifs est que les adolescentes puissent se développer en adultes responsables et sains de corps et d'esprit. Ceci demande une collaboration étroite entre la jeune, ses parents (respectivement les détenteurs de l'autorité parentale) et l'agent éducatif surtout vu que de plus en plus de jeunes et leurs parents désirent une réintégration familiale dans des conditions optimales.

Dans cette optique nous voulons élargir notre service « Interface Familles » qui se compose actuellement d'un seul agent éducatif à mi-temps.

Si l'on tient compte du fait que nous avons 10 pensionnaires, on peut bien s'imaginer l'ampleur du travail. D'autant plus que bon nombre des parents sont séparés et qu'il y a par conséquent le double de rendez-vous à assurer pour une même pensionnaire. S'y ajoute que si c'est dans l'intérêt de la fille, le travail est élargi à d'autres membres de la famille (fratrie adulte, grands-parents, tantes, oncles...).

Le travail avec les parents (avec un des parents) est indispensable et dans l'intérêt de la fille. Les échanges avec la fille permettent d'éclaircir la situation familiale, de formuler des projets d'avenir... Ces entrevues permettent de préparer peu à peu la réintégration familiale et de discuter sur les conditions à respecter par chacun et chacune. Même si une réintégration n'est pas possible à court et à moyen terme, de tels entretiens permettent de garder et de renouer le contact entre filles et parents.

Le premier rendez-vous se fait toujours avec les parents (un parent en cas de séparation ou de divorce) seuls. Les parents reçoivent des informations sur notre institution, peuvent exprimer leurs questions et leur doléances, décrire la situation selon leur point de vue, exprimer leurs vœux concernant le proche avenir etc. Au plus tôt après le premier rendez-vous, la jeune participe aux entretiens.

Une partie du travail avec les parents consiste également à entendre la fille avant l'entretien avec les parents. Durant cet entretien de préparation avec la pensionnaire sont élaborés des sujets comme : « Quels étaient les raisons de la fille pour un placement », « Quelles sont les attentes de la fille » etc.

En fonction de la situation de futures entrevues sont fixées (avec les parents seuls respectivement avec les parents et leur fille).

La plus grande partie des échanges avec les parents ont lieu par téléphone et lors des rendez-vous fixés dans nos localités. Rarement nous assurons des visites à domicile (ceci est plutôt le cas pour les suivis) et ceci par manque de temps, voire de personnel.

Or, il serait d'autant plus efficace de voir la famille dans son milieu quotidien pour mieux pouvoir détecter des situations qui sont à l'origine de conflits et de situations de crise afin de pouvoir au mieux les guider. Nous sommes d'avis qu'avec un accompagnement intensif dans le milieu familial la « réussite » est d'autant plus grande et un retour en institution, respectivement un placement de la fratrie peut être évité au maximum.

Nous constatons une demande croissante de la part des parents mais aussi de la part des jeunes pour ce volet (établir des plans d'éducation etc.). Bon nombre de nos pensionnaires sont admises dans notre institution lors d'une crise familiale (parents dépassés avec l'éducation de leurs enfants, manque d'éducation, éducation inadaptée...).

Un travail très intensif est indispensable pour la préparation des réintégrations familiales et pour garantir un maximum de « réussite ».

Avant de proposer un congé sur mesure de garde provisoire au Tribunal de la Jeunesse, nous souhaitons que la jeune passe une période prolongée au domicile familial. Cette période s'étend de quelques heures à quelques

semaines dans la mesure du possible. Récemment nous avons fait de bonnes expériences en demandant l'accord du Tribunal pour qu'une jeune passe une période prolongée en famille avant que nous ne demandions le transfert définitif. Ainsi nous pouvons mieux évaluer cet essai de réintégration familiale : est-il précipité à l'heure actuelle, si oui pourquoi, quels sont par conséquent les points à surveiller davantage (p.ex. si une fille arrive souvent en retard à l'école...).

Une fois une réintégration familiale accordée, le suivi social du service « Interface Familles » est demandé. Ce suivi devrait être très intensif, surtout dans une première phase. Un avantage pour la famille est qu'une certaine base de confiance s'est déjà installée depuis le placement de l'adolescente et que la collaboratrice du service « Interface Familles » peut au mieux comprendre la situation, faire la coordination avec d'autres services en cas de besoin...

Comme il ressort des statistiques, un grand nombre de pensionnaires désire faire une réintégration familiale. Or bien que l'agent éducatif soit chargé d'assurer le suivi, celui-ci se fait à des intervalles très espacés et ceci par manque de temps. Bon nombre de nos familles ont besoin d'une prise en charge plus intensive (élaboration d'un projet, vérifications des conditions du suivi, soutien émotionnel, soutien pour les démarches administratives....). Il est avantageux que l'agent éducatif se déplace régulièrement pour visiter les familles à leur domicile. Ceci permettrait de collecter davantage d'informations et une aide plus appropriée aux besoins des concernés. Un besoin d'aide pour d'autres enfants de la famille pourrait être détecté plus facilement afin d'éviter un placement en institution.

Ceci sont les expériences et les réflexions qui nous ont amenées à donner davantage d'importance au travail avec les parents.

OXYGÈNE

Service d'information pour jeunes filles



74, rue de Strasbourg
L-2560 Luxembourg
tél. : 49 41 49
e-mail : infofilles@pt.lu

BUREAU D'INFORMATION « OXYGÈNE »

Au bureau d'information « Oxygène », nous sommes à l'écoute des jeunes filles :

- qui sont victimes de violence familiale (physique, psychique et/ou sexuelle)
- qui demandent de l'aide ou un conseil dans un autre domaine de vie (éventuellement, une orientation vers d'autres services).

Le service offre :

- des entretiens individuels
- un soutien dans les démarches administratives
- une aide à la recherche d'un logement encadré
- la préparation des démarches pour une éventuelle admission au foyer Meederchershaus

En outre, le service « Oxygène » offre dans les établissements scolaires du régime post-primaire des ateliers de prévention et de sensibilisation sur la violence et l'abus sexuel.

1. LE GROUPE CIBLE DU SERVICE OXYGÈNE

Les jeunes filles et jeunes femmes qui :

- sont dans une situation de crise
- sont victimes de violence psychique, physique et/ou sexuelle
- toutes les personnes de confiance de la jeune fille (la famille, les connaissances)
- les professionnel(le)s du domaine psychosocial

2. LE SERVICE DE CONSULTATION

Une collaboratrice à raison de 20 heures par semaine et une éducatrice graduée, embauchée par l'asbl Femmes en Détresse à raison de 16 heures par semaine à partir du mois de mai, assurent les permanences au bureau d'information « Oxygène ».

Les consultations au bureau d'information ont lieu sur rendez-vous sous le numéro **49 41 49**.

Durant l'année 2013 :

- **52** filles en détresse ou cherchant conseil se sont présentées au bureau d'information
- au total **92** rendez-vous ont eu lieu
- **19** ateliers d'information, de sensibilisation et de prévention ont été organisés dans les établissements scolaires. Au total, **198** filles et **117** garçons ont profité de ces ateliers.

Nationalités des filles	Nombre de filles
Luxembourgeoise	20
Portugaise	13
Cap Verdienne	9
Philippine	3
Serbe	1
Néerlandaise	1
Française	1
Italienne	1
Monténégrine	1
Congolaise	1
Camerounaise	1
Total	52

Âge des filles	Nombre de filles
11 ans	1
14 ans	2
15 ans	6
16 ans	4
17 ans	7
18 ans	14
19 ans	8
20 ans	4
21 ans	2
22 ans	2
24 ans	1
26 ans	1

Ecole ou Travail	Nombre de filles
Lycée Technique, modulaire	4
Lycée Technique, professionnel	2
Lycée Technique, ST	8
LTPS, infirmière	5
LT, auxiliaire de vie	1

LT, section commerce	3
Apprentissage serveuse	1
Apprentissage coiffure	1
Lycée Classique	3
Ecole fondamentale	1
Ecole 2 ^{ème} chance	2
CNFPC	2
Ecole Grand'Jean	1
Institut pour Déficients Visuels	1
Itela, Arlon	2
Institut Technique Lenoir, Arlon	1
Institut Notre Dame, Arlon	1
Travail	5
Rien	8

Formes de violence	Nombre de filles
Violence physique	37
Violence psychique	41
Violence sexuelle	12
Violence économique	5
Aucune violence ou inconnue	5

	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre de rendez-vous	107	79	120	99	92
Nombre de filles aux rendez-vous	99	108	51	66	52

3. Appels téléphoniques 2013

Mois	Filles en détresse	Parents	SPOS	Professionnel(le)s	Administration	Demandes informations	Divers	Logement encadré	Total
Janvier	4		3	20	1		2	4	34
Février	2		1	16	1	1	1	1	24
Mars	4		1	12			1	3	21
Avril	9			17		3		4	33
Mai	9			12	2		3	3	29
Juin	7	1		21	1		2	2	34
Juillet	13	2		25				3	43
Août	8			22		4		1	34
Septembre	18			34	1		4	2	59
Octobre	10	1		30		3		14	58
Novembre	13		1	28			3	4	49
Décembre	2	2	1	11		1	1	6	24
Total	99	6	7	248	6	12	17	47	442

En 2011 le service Oxygène comptait 307 appels tandis qu'en 2012 il y avait 349 appels. Par rapport aux années précédentes, le nombre d'appels a augmenté considérablement en 2013 vu que la présence au bureau était mieux garantie.

4. LOGEMENT ENCADRE

Depuis le mois d'avril 2012, le service Oxygène assure l'encadrement de trois filles dans un appartement géré par Femmes en Détresse. Les jeunes adultes sont issues de situations familiales conflictuelles ou de détresse.

Une des filles souffre d'une maladie rare et nécessite un encadrement qui va au-delà d'un simple suivi éducatif et social. La prise en charge de ladite jeune adulte requiert l'accompagnement aux rendez-vous médicaux, la révision de son statut de travailleur gravement handicapé ainsi que bon nombre d'autres démarches comme l'accompagnement à l'Agence pour le développement de l'emploi.

Du point de vue financier, maturité, autonomie et stabilité, ces filles ne sont pas aptes à vivre indépendamment. Notre but est de les soutenir et de les stabiliser en élaborant un projet pédagogique qui comprend :

- L'établissement d'un projet de vie
- L'organisation de la vie quotidienne et l'amélioration des capacités d'autonomie
- L'accompagnement psycho-social
- L'aide dans leurs démarches administratives
- L'incitation au respect du règlement d'ordre intérieur

5. LES ATELIERS D'INFORMATION, DE SENSIBILISATION ET DE PREVENTION

Le service Oxygène offre des ateliers de prévention et de sensibilisation sur la violence et l'abus sexuel dans les établissements scolaires du régime primaire et post-primaire.

Notre service a offert 19 ateliers de prévention et de sensibilisation dans les établissements scolaires. Au total 198 filles et 117 garçons ont profité de ces ateliers. Au cours de l'année, nous avons retravaillé et adapté notre présentation power point en l'illustrant davantage et en ajoutant des éléments nouveaux.

Année	2010	2011	2012	2013
Nombre d'ateliers	19	66	30	19
Filles	166	468	216	198
Garçons	160	507	222	117

Le nombre réduit d'ateliers dans les écoles est dû au fait que le travail au service Oxygène a beaucoup évolué au cours des deux dernières années. D'abord, le logement encadré nécessite un investissement de temps considérable et ensuite, le service Oxygène s'est investi dans les activités énumérées ci-dessus, destinées à la promotion féminine et au travail avec les filles en général.

6. LES ACTIVITES

6.1. CONFERENCES ET FORMATIONS

Les éducatrices du service Oxygène ont participé à différentes formations et conférences avec débat, comme :

- « Theorie trifft Praxis » organisée en mai 2013 par la maison des jeunes « Woodstock » en étroite collaboration avec l'Université du Luxembourg.
- « Mut zum Risiko. Platz für Rausch und Risiko in der Arbeit mit Jugendlichen ». Organisateur : Centre de Prévention contre les Toxicomanies.
- Formation de Premiers Secours. Organisateur : Service de santé au travail multisectoriel (STM) sur demande de Femmes en Détresse.

6.2. MÄDCHENARBEIT

Au cours de l'année, notre service a participé à de multiples activités concernant le travail avec les filles. Outre notre participation à la formation organisée par la maison des jeunes « Woodstock », nous avons assisté à quatre réunions pendant lesquelles le travail avec les filles a été traité. En collaboration avec le « Jugendhaus Woodstock » notre service a organisé la formation « Hilfestellung für erzieherisches Fachpersonal in ihrer Arbeit mit Mädchen mit Essstörungen, selbstverletzendem Verhalten und/oder traumatischen Erlebnissen » qui a eu lieu le 8 novembre dans les localités du Planning Familial.

Dans le cadre de la journée internationale de la fille, notre service a participé à une action « facebook », organisée le 11 octobre à la Place d'Armes. Par cette action les filles ont été incitées à se manifester davantage sur les sujets qui les concernent.

Depuis 2011, notre service se réunit deux fois par an avec les différents intervenants dans les écoles en matière d'éducation affective et sexuelle. Ces réunions sont organisées par l'équipe ESA (groupe d'éducation affective et sexuelle) du Planning Familial.

6.3. LA COLLABORATION AVEC LA MAISON DES JEUNES DE HESPERANGE

Par l'organisation de trois ateliers à la maison des jeunes à Hesperange, nous avons essayé de sensibiliser à titre préventif les jeunes filles aux problèmes de violence qu'elles risquent de rencontrer dans leur relation avec leur

partenaire. Nous avons entamé une discussion autour de la perception d'elles-mêmes et des problèmes y relatifs, tels que les comportements anorexiques et automutilants.

7. PERSPECTIVES D'AVENIR

Le travail au service Oxygène a nettement changé au niveau des entretiens que nous avons avec les mineures et les jeunes adultes. Depuis l'ouverture du « Péitrusshaus », refuge pour mineurs en situation de détresse, le nombre d'entretiens avec les mineures a nettement baissé. Ainsi, nous n'avons rédigé aucun rapport pour le Tribunal de la Jeunesse en 2013. Par contre, le nombre de jeunes adultes voulant quitter leur domicile familial pour être intégrées dans une structure de logement encadré a considérablement augmenté.

Nous nous voyons aujourd'hui de plus en plus confrontées aux problèmes de jeunes femmes immigrées qui viennent au Luxembourg dans le cadre d'un regroupement familial. Accueillies dans leur famille souvent recomposée, elles se trouvent face à une ambiance familiale qui ne leur offre pas l'affection, l'investissement de temps, ni l'espace adéquat dont elles auraient besoin.

Dans ce contexte, par notre collaboration avec l'Office National de l'Enfance (ONE), nous figurons comme intermédiaire entre les adultes et les différentes structures offrant un logement encadré ; ceci requiert un investissement de temps considérable de notre part.

S.K.K.D.

Service Krank Kanner Doheem



95, rue de Bonnevoie
L-1260 Luxembourg
Tél.: 48 07 79
Fax: 40 61 11
e-mail: krankkanner@pt.lu

SERVICE KRANK KANNER DOHEEM

Der Service Krank Kanner Doheem (S.K.K.D.) wendet sich an Eltern, deren Kind krank ist, und deswegen nicht in die Kinderkrippe, -tagesstätte, „Maison relais“ oder zur Schule gehen kann. Das kranke Kind wird zu Hause in seiner gewohnten Umgebung betreut, während die Eltern ihrer Berufstätigkeit nachgehen. Die Dienstleistungen des S.K.K.D. ermöglichen berufstätigen Eltern, familiäre und berufliche Pflichten zu vereinbaren, unabhängig von ihrer ökonomischen Situation.

Anfragen von alleinerziehenden Eltern werden vom S.K.K.D. prioritär behandelt. Das monatliche Nettoeinkommen des Haushalts dient als Berechnungsgrundlage für den Unkostenbeitrag der Eltern.

ZIELE UND AUFGABEN :

Alles, was zur Versorgung des kranken Kindes im häuslichen Milieu nötig ist gehört zu den Aufgaben der Mitarbeiterin des S.K.K.D. Ausgeschlossen sind spezifische, pflegerische und paramedizinische Maßnahmen für die andere Berufsgruppen zuständig sind.

Die Mitarbeiterin befolgt die Anordnungen des Arztes und versucht mit ihrer Arbeit, soweit dies möglich ist, den Bedürfnissen der Kinder und den Vorstellungen der Eltern gerecht zu werden.

Die Beschäftigung mit dem Kind, das Eingehen auf seine Interessen, ist ein wichtiger Teil unserer Arbeit.

Da der Gesundheitszustand des Kindes sich kurzfristig verändern kann, muss die Mitarbeiterin in verschiedenen Situationen selbst richtig entscheiden und handeln.

Sie ist allein bei dem kranken Kind und trägt in dieser Zeit eine große Verantwortung.

Für viele Eltern ist es nicht einfach, ihr krankes Kind mit einer unbekannten Person allein zu lassen. Deshalb ist es für die einzelne Mitarbeiterin und für den S.K.K.D. wichtig, dazu beizutragen, dass die Klientinnen und Klienten Vertrauen aufbauen können. In diesem Kontext sind Zuverlässigkeit, Kompetenz, Professionalität, Sensibilität und Flexibilität in der alltäglichen Arbeit wichtig.

Der S.K.K.D. besteht seit 1988, kann also auf eine fünfundzwanzigjährige Tätigkeit zurückblicken.

1. STATISTIK 2013

	2009	2010	2011	2012	2013	im Vergleich zu 2012
Anfragen zur Betreuung eines kranken Kindes, auf die wir eingehen konnten	774	828	895	889	866	- 2,60 %
Zahl der Anfragen, auf die wir nicht eingehen konnten: - 18,36 % der Anfragen -	497	290	412	417	159	- 62,00 %
Betreuungstage:	1 501	1 464	1 540	1 474	1 336	- 9,37 %
Betreuungsstunden - mit Disponibilität und Fahrt -	12 060	12 510	13 598	13 540	12 372	- 8,63 %
Anzahl der Kinder, die von uns betreut wurden – 46 Mal wurden 2 Kinder und 4 Mal wurden 3 Kinder gleichzeitig betreut –	818	882	936	919	920	+ 0,10 %
Anzahl der Familien in denen wir ein Kind betreut haben	394	411	457	428	449	+ 4,90 %
Anzahl der Familien, die uns 2013 zum ersten Mal in Anspruch genommen haben: = 53,67 % der Familien	178	186	201	209	241	+ 15,31 %
Anzahl der Familien in der ein oder mehrere Kinder bei einem Elternteil gelebt haben bzw. leben. (= 27,61 % der Familien)					124	

2013 war der S.K.K.D. bedeutend weniger oft in der Situation nicht auf eine Anfrage zur Betreuung eines kranken Kindes eingehen zu können. Ab April bis September war dies nur 13 Mal der Fall.

Wir hatten etwas weniger Anfragen, aber vor allem weniger Arbeitsstunden. Die einzelnen Betreuungen waren weniger lang. Eine Betreuung dauerte im Durchschnitt 11,94 Stunden beziehungsweise 1,54 Tage.

Im Vergleich zu anderen Jahren waren es etwas mehr Familien die den S.K.K.D. in Anspruch genommen haben. Diese Familien haben den Service Krank Kanner Doheem jedoch weniger oft weniger oft und für einen kürzeren Zeitraum gefragt.

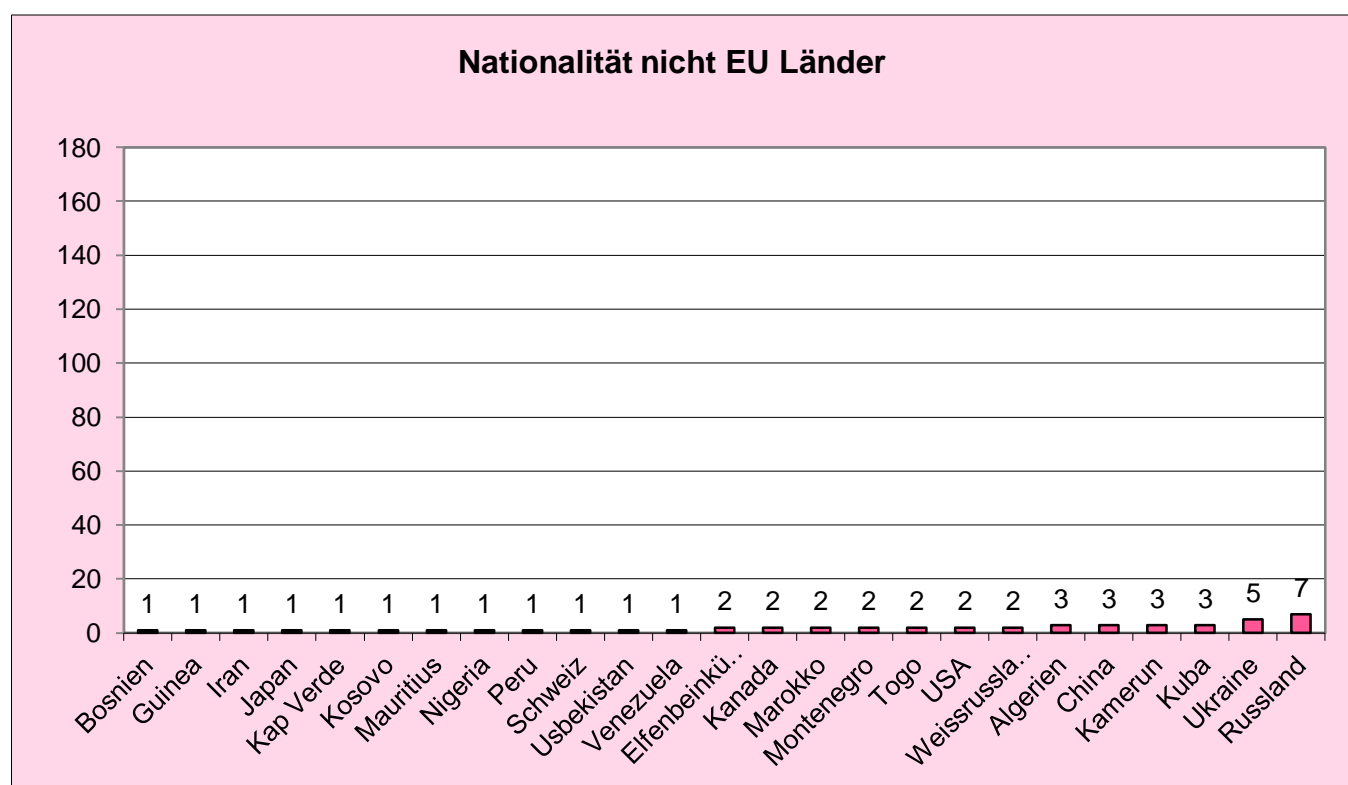
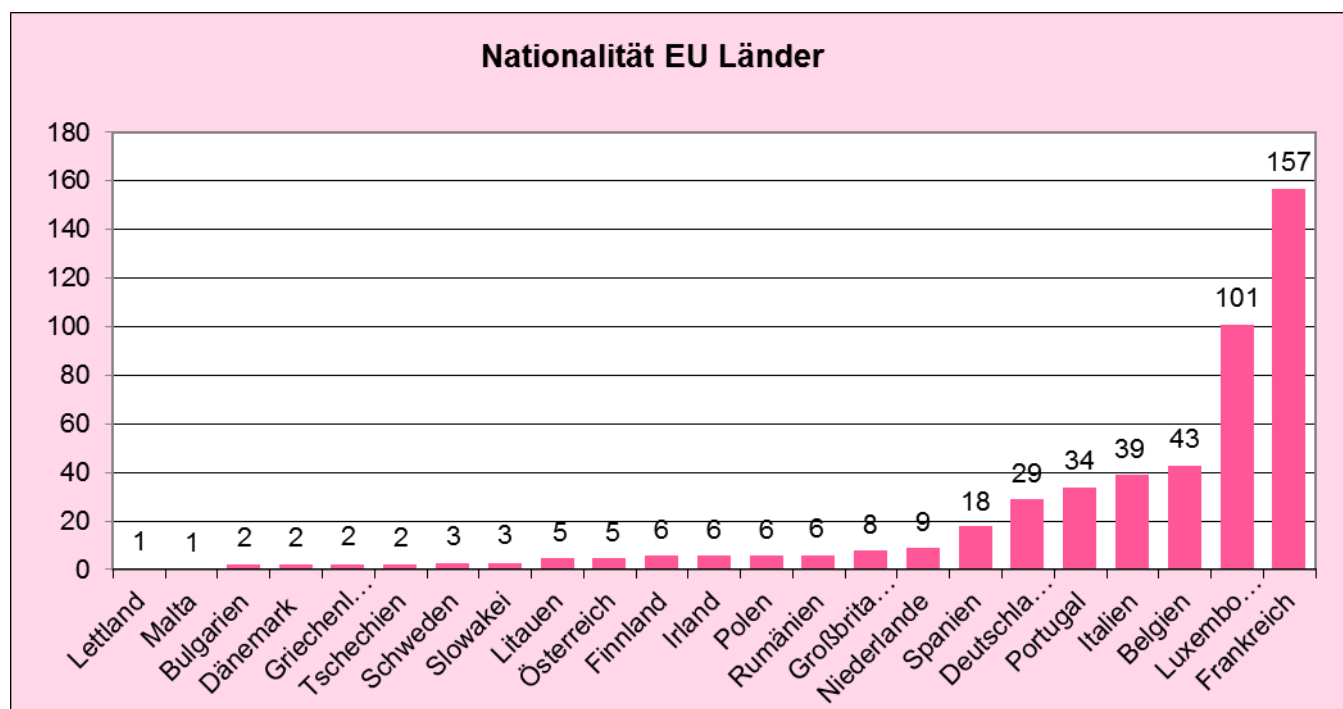
Mehrere Eltern bemerkten gegenüber von den Mitarbeiterinnen des S.K.K.D's dass unsere Dienstleistung für sie relativ teuer sei und sie deswegen möglichst schnell eine andere Lösung suchten. Eine unserer Meinung nach weniger gute Lösung war die, das Kind wieder in die Kindertagesstätte oder Kinderkrippe zu bringen, obwohl es noch nicht vollkommen gesund war.

Mit einem ¼ der Familien waren es im Vergleich zu den anderen Eltern etwas mehr Alleinerziehende, die uns in Anspruch genommen haben. 2013 waren es auch mehr Familien, die den S.K.K.D. zum ersten Mal in Anspruch genommen haben.

2. NATIONALITÄTEN UND SPRACHSITUATION

Eltern, die den S.K.K.D. in Anspruch nehmen, haben oft nicht die luxemburgische Nationalität. Es sind berufstätige Eltern, die oft ohne weitere Familienangehörige in Luxemburg leben.

Da beide Eltern oft eine unterschiedliche Nationalität haben, wird diese getrennt berücksichtigt. Bei einem Total von 534 Elternteilen, deren Nationalität uns bekannt ist, sieht die Aufteilung folgendermaßen aus:



Wie im vorigen Jahr wurden wir besonders oft von Eltern mit französischer Nationalität in Anspruch genommen. Erst an zweiter Stelle kommen die luxemburgischen Eltern. Dazu gehören auch Eltern und ihre Kinder, die aus einem anderen Land kommen und die luxemburgische Nationalität angenommen haben. Dies sind im Total 48 verschiedene uns bekannte Nationalitäten der Eltern.

In Bezug auf die Verständigungssprache mit Eltern und Kindern war die Situation folgende:

- Französisch war in den meisten Familien, die den S.K.K.D. in Anspruch genommen haben, die Hauptsprache.
- Luxemburgisch wurde in 88 Familien gesprochen. Ein Teil der Eltern und Kinder, die die luxemburgische Nationalität hatten, haben es vorgezogen sich in einer anderen Sprache, vor allem französisch, zu verständigen.
- Deutsch war bei einem relativ kleinen Teil der Familien - 33 - die beste Verständigungsmöglichkeit.
- Englisch war in einzelnen Familien, für Eltern mit unterschiedlichen Nationalitäten, die Hauptverständigungssprache.
- Einzelne Eltern mit portugiesischer Nationalität, die den S.K.K.D. in Anspruch genommen haben, waren froh, wenn eine portugiesisch sprechende Kollegin die Betreuung übernehmen konnte.

3. GEOGRAPHISCHE AUFTEILUNG DER BETREUUNGEN

Kanton	Betreuungen	Betreuungstage	Betreuungstunden	Aufteilung Stunden
Luxemburg (Stadt)	561 (351)	938 (597)	7 817 (4 555)	67,44 % (39,30 %)
Capellen	43	68	519	4,48 %
Mersch	25	35	288	2,48 %
Redingen	10	17	142	1,23 %
Esch /Alzette	125	205	1 723	14,87 %
Clerf	3	3	23	0,20 %
Diekirch	14	22	196	1,69 %
Vianden	6	10	95	0,82 %
Wiltz	9	21	155	1,34 %
Echternach	13	21	167	1,44 %
Grevenmacher	28	45	375	3,23 %
Remich	9	12	90	0,78 %
Total :	846	1 397	11 590	100,00 %

Der Service Krank Kanner Doheem wurde auch 2013 sehr viel von Eltern in Anspruch genommen, die im Zentrum des Landes leben.

Auf dem Gebiet der Gemeinde Luxemburg haben Mitarbeiterinnen mehr als 1/3 der Betreuungsstunden geleistet. Die Mitarbeiterinnen im Service Krank Kanner Doheem waren gut 3/4 der Betreuungszeit im Kanton Luxemburg.

Beispiele von Randgemeinden der Stadt Luxemburg in denen der S.K.K.D. oft in Anspruch genommen wurde: Hesperingen, mit den Ortschaften Alzingen und Howald, Strassen; Walferdingen mit den Ortschaften Bereldingen, Helmsingen und Helmdingen.

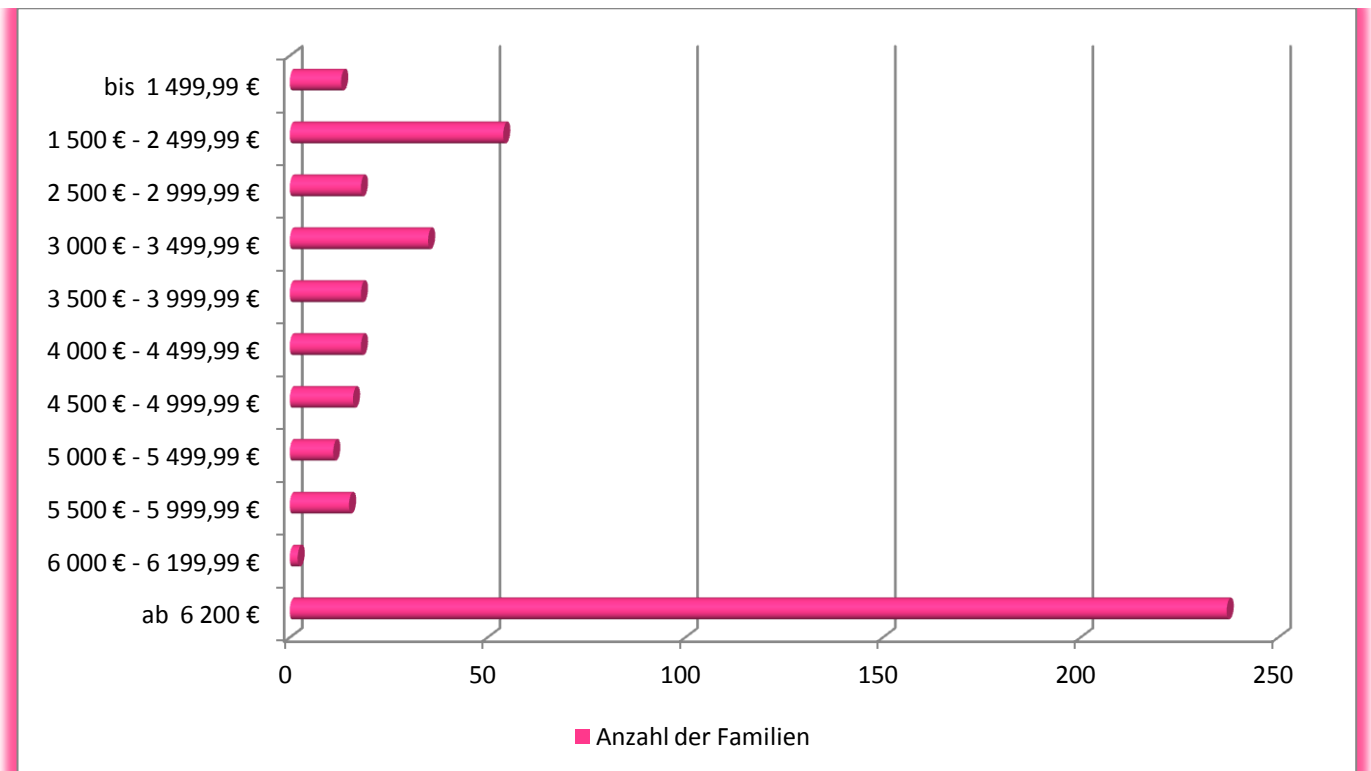
Die Mitarbeiterinnen des Service Krank Kanner Doheem waren aber auch in kleinen Ortschaften in anderen Teilen des Landes. Beispiele dafür sind: Liefingen, Marnach, Nachtmanderscheid, Niederfeulen, Rodershausen, Platen, Walter.

Es ist auch für verschiedene Eltern die in ländlichen Gegenden im Norden, Osten oder Westen wohnen, wichtig auf das Angebot des Service Krank Kanner Doheem zurückgreifen zu können.

4. LEBENS- UND EINKOMMENSITUATION DER FAMILIEN / BEDUERFNISSE UND ERWARTUNGEN AN UNS

Die soziale, familiäre und finanzielle Situation der Familien, die auf unser Betreuungsangebot zurückgegriffen haben, war auch im Jahr 2013 sehr unterschiedlich.

Einkommen von Familien die 2013 eine Rechnung bekommen haben für Betreuung des Kindes bzw. der Kinder durch den Service Krank Kanner Doheem :



Aus der Tabelle wird ersichtlich, dass die Mitarbeiterinnen des S.K.K.D. oft in Familien waren, die den maximalen Unkostenbeitrag zahlten. Dies waren meistens Eltern, die beide eine Vollzeit- und qualifizierte Arbeitsstelle hatten. Es haben aber auch in diesem Jahr immer wieder Eltern den S.K.K.D. in Anspruch genommen, die in einer unsicheren beruflichen Situation waren. Sie waren noch in der Probezeit oder hatten einen zeitlich begrenzten Arbeitsvertrag. Einzelne Mütter haben eine Ausbildung im Naxi, bei Zarabina oder im CNFPC gemacht.

Für diese Familien war es besonders wichtig, dass wir auf ihre Anfrage eingehen konnten.

Wie schon an anderer Stelle beschrieben, wurde der S.K.K.D. oft von immigrierten Familien in Anspruch genommen. Ein Teil dieser Eltern lebt noch nicht lange in Luxemburg, kennt noch nicht viele Leute, hat keine weiteren Familienangehörigen hier.

Sie erwarten oft auch zusätzliche Informationen, etwa darüber, an wen sie sich wenden können bei verschiedenen Problemen und Fragen.

Von der Mitarbeiterin ist hier manchmal besondere Sensibilität und Toleranz erforderlich, um bei kulturellen Unterschieden evtl. verbunden mit Sprachbarrieren einen guten Kontakt zu bekommen und Vertrauen aufzubauen.

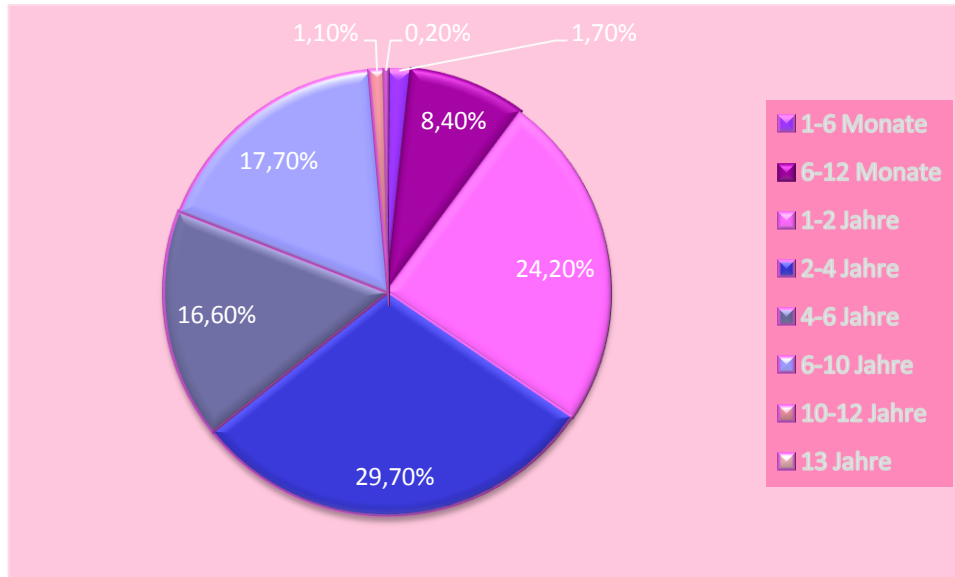
Die Mitarbeiterin geht mit ihrer Arbeit grundsätzlich auf die Wünsche und Vorstellungen der Eltern ein. Mit ihrer Arbeit ist es der Mitarbeiterin wichtig, auf den Rhythmus, die Bedürfnisse des kranken Kindes zu achten und diese mit den Vorstellungen und Wünschen der Eltern zu verbinden.

Alleinerziehende Eltern melden sich oft auch bei uns, wenn sie in einer anderen Situation wie die Erkrankung des Kindes, niemanden haben, der die Betreuung ihres Kindes übernimmt. Wir haben auch die Betreuung eines kranken Kindes übernommen, wenn die Mutter oder der Vater krank war. Dies nur so lange, bis diese/r trotz Krankheit wieder in der Lage waren, die Betreuung des Kindes zu übernehmen.

Wir brauchen in Bezug auf die Medikamente einen klaren schriftlichen Auftrag der Eltern. Einzelne Mitarbeiterinnen haben ein Kleinkind oder einen Säugling zu einer Behandlung beim Heilgymnastiker oder zu einem Kontrollbesuch bei ihrem Kinderarzt begleitet.

Nach unseren Erfahrungen besteht immer noch ein Bedarf an kurzfristigen, sehr flexiblen, aber zuverlässigen Betreuungsangeboten und Unterstützung in verschiedenen schwierigen Situationen. Familien, vor allem Alleinerziehende, die eher isoliert leben, haben oft niemanden aus der Familie, bzw. in der Nachbarschaft oder im Bekannten und Freundeskreis, um in einer Krisensituation schnell und kompetent zu unterstützen. Ein Babysitter ist tagsüber nicht immer verfügbar und für verschiedene Eltern zu teuer. Andere Angebote funktionieren nicht so kurzfristig.

5. ALTER DER KINDER



Wie aus der Graphik ersichtlich ist, wurde der Service Krank Kanner Doheem auch im Jahr 2013 viel für kleine Kinder in Anspruch genommen.

8 Mal wurde ein Säugling im Alter unter sechs Monaten betreut.

Im Alter zwischen 12 und 24 Monaten waren fast $\frac{1}{4}$ der Kinder die 2013 von einer Mitarbeiterin des SKKD betreut wurden.

64 %, fast $\frac{2}{3}$ der Kinder, für die der Service Krank Kanner in Anspruch genommen wurde, waren noch keine vier Jahre alt.

5 Kinder waren im Alter zwischen dem 10 und 13 Jahren

1 dreizehnjähriger Junge wurde vom S.K.K.D. „betreut“.

6. KRANKHEIT DER KINDER

Im Jahr 2013 hatten, wie in vorherigen Jahren, viele Kinder eine „Erkältung“, eine Infektion der Atemwege, bzw. im Hals-, Nasen - und Ohrenbereich. – Rhinopharyngitis, Laryngopharyngitis, Otitis - .

Oft war es, wenn die Mitarbeiterin die Betreuung übernommen hat, noch nicht sicher welche Krankheit das Kind hat. Dies weil das einzige Symptom zu diesem Zeitpunkt das Fieber war und noch keine Resultate von weiteren Untersuchungen vorlagen.

Wir waren mehrmals bei einem Säugling mit einer Bronchiolitis und bei Säuglingen bzw. Kleinkindern, die eine länger andauernde Bronchitis, auch asthmatische Bronchitis, hatten. Oft hatten die Kinder eine virale oder bakterielle Angina.

Der S.K.K.D. wurde auch öfters wegen einer Magen-Darminfektion in Anspruch genommen. Weitere Krankheiten mit denen die Mitarbeiterinnen viel zu tun hatten, waren eine Konjunktivitis, Windpocken oder Scharlach. Ein paar Kinder hatten das „Hand-Fuß-Mund Syndrom“, ein Kind hatte „Hüftschnupfen“, zwei ältere Kinder hatten Migräne ähnliche Symptome.

Die Mitarbeiterinnen haben auch Kinder betreut die einen Unfall hatten. Einmal sollte das Kind wegen Verdacht auf Gehirnerschütterung unter Beobachtung bleiben und sich ruhig verhalten. Ein weiteres Kind hatte einen Beinbruch und war im Rollstuhl.

Die Mitarbeiterin im S.K.K.D. hatte manchmal mit einem Kind zu tun, das neben seiner akuten Krankheit andere Probleme hatte wie Symptome von Autismus oder Hyperaktivität. Aus diesem Grund wurde eine kurze Weiterbildung zu diesem Thema organisiert.

Der Service Krank Kanner Doheem hat im Jahr 2013 bei zwei Kindern mit einer genetischen Krankheit eine Betreuung übernommen die sich über einen längeren Zeitraum erstreckt hat, bzw. noch andauert.

7. TEAMBESPRECHUNGEN – SUPERVISION – WEITERBILDUNGANGEBOTE

Der S.K.K.D. organisiert monatlich eine Versammlung an der, nach Möglichkeit, alle Mitarbeiterinnen teil-nehmen. Da die Mitarbeiterin isoliert arbeitet, ist es immer wieder wichtig sich abzusprechen. Dabei sollen das Konzept und die Qualitätskriterien des Service Krank Kanner Doheem berücksichtigt werden. Es werden Erfahrungen ausgetauscht und Probleme besprochen, die sich in der täglichen Arbeit im Service Krank Kanner Doheem ergeben.

2013 sind 4 Mitarbeiterinnen in der berufsbegleitenden Ausbildung zur „aide socio-familiale“. Eine Kollegin macht in diesem Jahr ihren Abschluss und bekommt am 24. Juli ihr Diplom überreicht.

Interne Weiterbildung :

Datum	Thema	angeboten von
25.09.2013	Leitungssupervision: Rolle / Aufgaben als Leiterin	Jörg Haferkamp Psychologe und Supervisor
15.10.2013	Symptome bei Kindern mit einer Autismus-Spektrum Störung, einem frühkindlichem Autismus, dem Aspergersyndrom. Was brauchen diese Kinder? Wie sollen wir uns ihnen gegenüber verhalten	Sandra Scheidweiler Pädagogin
07.11.2013	Supervision im Team : Unsere Werte bei der Arbeit für den SKKD - beruflichen Auftrag zielgerichtet erfüllen 5 wichtige Werte: Respekt, Pünktlichkeit, Zuverlässigkeit, Ehrlichkeit, Diskretion. Dazu gehört: Mut, Gelassenheit, Humor „Stolpersteine“ Was hindert uns daran unsere zentralen Werte und eine professionelle Beziehung zu leben ?	Jörg Haferkamp Psychologe und Supervisor
05.12.2013	Krankheit der Kinder / Symptome und Behandlung Medizinische, und pflegerische Fragen die sich der Mitarbeiterin bei der Betreuung der Kinder stellen, wurden beantwortet.	Muriel Vial-de Smet Koordinatorin Lehrerin an den « Lycées techniques pour professions de santé »

Weiterbildung bei der Entente des Foyers de Jour :

Datum	Teilnahme	Kursleiterin	Thema
04.10.2013 + 21.10.2013 12 Stunden	eine Mitarbeiterin im SKKD	Ingrid Sauer	Arbeit mit Kindern in schwierigen Lebenssituationen Resilienz fördern – Kinder stärken -
22.11.2013, 29.11.2013 + 30.11.2013 16 Stunden	eine Mitarbeiterin	Mary Sandermanns	Entwicklungs- und Verhaltensauffälligkeiten bei Kindern

8. ÖFFENTLICHKEITSARBEIT / ZUSAMMENARBEIT MIT ANDEREN INSTITUTIONEN / BESONDERE EREIGNISSE

Vorstellung der Arbeit des Service Krank Kanner Doheem im Rahmen einer Elternversammlung :

27.02 Crèche „Eis Wibbelmais“ Erpeldange Wiltz
02.10 „The International Kindergarten“ - Luxemburg –
16.10 Maison-relais Troisvierges

23.10 Kannervilla Burmerange

15.11 Crèche vun der Lënster Päiperleck asbl – Jonglënster

Das Angebot, im Rahmen einer Elternversammlung die Arbeit und Funktionsweise des SKKD vorzustellen, scheint uns wichtig für Eltern, die uns nicht schon über einen anderen Weg kennen gelernt haben. In Junglinster waren außer der Leiterin auch zwei Mitarbeiterinnen dabei, die dort und in der Umgebung die Betreuungen eines kranken Kindes übernehmen können. Wir gehen davon aus, dass dadurch Eltern etwas Vertrauen bekommen und es bei Bedarf einfacher für sie ist, das Angebot des SKKD in Anspruch zu nehmen.

Am 11. Januar haben Vertreterinnen des Service Krank Kanner Doheem eine Geldspende von der Gemeinde Betzdorf überreicht bekommen.

Die Gemeinde Luxemburg hat den S.K.K.D. 2013 finanziell unterstützt, so dass zusätzliche Arbeitsstunden für die Übernahme von Betreuungen bezahlt werden konnten.

Im diesem Rahmen war am 16. Januar eine Pressekonferenz in Anwesenheit des Bürgermeisters, der für Kinder und Schule zuständigen Schöffin und der Verantwortlichen für die kommunale Dienststelle für Chancengleichheit. Das war auch eine gute Gelegenheit, die Arbeit des S.K.K.D. in der Öffentlichkeit vorzustellen.

Da wir davon ausgehen, dass sich viele Eltern zu diesem Zeitpunkt Gedanken darüber machen, was sie tun sollen, wenn ihr Kind in der kommenden Winterperiode öfters krank wird, haben wir auch 2013 im September Informationsmaterial an die Presse und Informationsmaterial an die Kinderbetreuungseinrichtungen verschickt. Bei RTL Radio hatte der S.K.K.D. daraufhin Gelegenheit, über sein Angebot zu berichten.

Zudem wurde Informationsmaterial verschickt an Gemeindeverwaltungen, Kinderärzte, Hausärzte und Gynäkologen.



Photo: Pitou Antoni

Das Team „Service Krank Kanner Doheem“

Erste Reihe von rechts nach links: Jeannette Delage, Claudine Michels, Rosy Mergen épouse Stemper, Irène Schmitt, Eliane Fettes épouse Schneider, Milly Hein épouse Boever, Liette Meyer, Lydie Feuerbach, Mireille Kinnen épouse Hoffmann

Zweite Reihe von rechts nach links: Vitaline Günther, Françoise Felten, Lurdes Mendes, Karin Bock épouse Kottow, Margot Leners

Abwesend waren: Pierrette Kaiffer épouse Klein, Chantal Toussaint épouse Saska, Denise Arnoldy épouse Olinger, Erika Rings, Pia Schettino épouse Scholtes, Helena Monteiro épouse Schroeder.

KANNERHAUS



76, rue de Strasbourg
L-2560 Luxembourg
tél. : 40 08 83
fax: 27 12 59 16
e-mail: kannerhaus@pt.lu

KANNERHAUS

Die Kinder stehen im Kannerhaus an erster Stelle!

Das Kannerhaus ist eine interne Kindertagesstätte von „Femmes en Détresse“.

Es werden Kinder im Alter von 0-12 Jahren betreut. Aufgrund des Altersunterschieds gestalten sich die Aktivitäten sehr unterschiedlich.

In erster Linie richtet sich die Betreuung an Eltern, die in Kontakt mit einer Dienststelle von „Femmes en Détresse“ stehen. Die Betreuung kann ganztags oder auch stundenweise erfolgen, sollte aber die Dauer von 6 Monaten nicht überschreiten.

Es gibt folgende Aufnahmekriterien:

- Mütter, die im Frauenhaus von „Femmes en Détresse“ leben oder Eltern, die eine der internen Dienststellen nutzen
- Priorität haben Mütter aus dem Frauenhaus, welche einer Arbeit nachgehen oder entlastet werden sollen
- Mütter welche einer Weiterbildung in einer der Dienststellen nachgehen
- Alleinerziehende
- Stundenweise Betreuung bei Notfällen, z.B. Wegweisung
- Eltern, die ein Beratungsgespräch in einer der Dienststellen von „Femmes en Détresse“ haben
- Berufstätige ohne Betreuungsplatz, welche eine interne Dienststelle nutzen
- Eltern, vorwiegend Mütter externer Beratungsstellen, die sich in Notsituationen befinden
- Externe Engpässe der Betreuungsstrukturen, wenn städtische Einrichtungen eine Übergangslösung für Kinder brauchen.

1. STATISTIK

1.1 Anwesenheit 2013

	eingeschriebene Kinder	voraussichtliche Anwesenheit in Tagen	tatsächliche Anwesenheit in Tagen	entschuldigte Abwesenheit in Tagen	unentschuldigte Abwesenheit in Tagen
TOTAL	59	696	481	182	32

Mit einer Öffnungszeit von 11 Stunden.

Die 59 eingeschriebenen Kinder sind ganztags oder auch nur halbtags in das Kannerhaus gekommen.

Prozentuale Darstellung der Anwesenheit : 69,11 % tatsächliche Anwesenheit
 26,15 % entschuldigte Abwesenheit
 4,60 % unentschuldigte Abwesenheit

Tabelle der Anwesenheit in Tagen der letzten 5 Jahre

	2009		2010		2011		2012		2013	
		%		%		%		%		%
voraussichtliche Anwesenheit	1381		1478		1551		1423		696	
tatsächliche Anwesenheit	1021	73,93	1139	77,06	1042	67,18	1074	75,47	481	69,11
entschuldigte Abwesenheit	320	23,17	326	22,06	473	30,50	275	19,33	182	26,15
unentschuldigte Abwesenheit	40	2,90	13	0,88	43	2,77	74	5,20	32	4,60
eingeschriebene Kinder	58		50		67		52		59	

1.1 Einschreibungen der Kinder pro Dienststelle

Service	2009	2010	2011	2012	2013
Alypse Bébé	1	1	2	0	0
CFFM	25	10	8	14	13
Fraenhaus	4	7	8	9	8
andere Frauenhäuser	0	0	0	0	7
2e Phase	0	2	0	0	0
Kopplabunz	0	0	1	3	0
Naxi	11	9	5	8	4
R.I.A.M. / FED	0	0	0	0	0
SAVVD	0	5	5	7	10
PSYea	0	1	0	0	1
SKKD	0	1	1	0	0
Visavi	5	2	4	2	2
andere	14	12	33	9	14
Total	58	50	67	52	59

1.2 Alter der Kinder

Alter	2009	2010	2011	2012	2013
0	12	8	12	12	15
1	13	9	9	5	12
2	9	13	14	12	11
3	10	7	9	5	5
4	4	4	7	5	6
5	2	2	3	6	4
6	0	3	3	1	1
7	1	1	5	1	1
8	0	1	2	0	1
9	9	1	0	2	1
10	0	0	1	2	2
11	0	1	1	1	0
12	0	0	1	0	0
Total:	58	50	67	52	59

2013 sind 83 % der Kinder unter 4 Jahre alt.

Seit 2009 beträgt der Prozentsatz der Kinder von 0-4 Jahren 82 % - 83 %.

1.3 Nationalität der Kinder 2013

Nationalitäten	Anzahl	Prozent
Belgier	2	3,39 %
Deutsche	3	5,08 %
Dominikaner	1	1,70 %
Italiener	3	5,08 %
Kameruner	1	1,70 %
Kapverden	4	6,78 %
Luxemburger	27	45,76 %
Niederländer	2	3,39 %
Portugiesen	10	16,95 %
Senegalesen	4	6,78 %
Serben	2	3,39 %
Total	59	100,00 %

2013 waren 46 % der Kinder Luxemburger.

1.4 Nationalität der Eltern

Nationalitäten	Anzahl der Nationalitäten	Prozent
Belgier	2	4,44 %
Bolivianer	1	2,22 %
Brasilianer	1	2,22 %
Deutsche	3	6,67 %
Italiener	1	2,22 %
Kameruner	1	2,22 %
Kapverden	3	6,67 %
Kongolesen	1	2,22 %

Luxemburger	13	28,93 %
Niederländer	1	2,22 %
Peruaner	1	2,22 %
Polen	1	2,22 %
Portugiesen	10	22,22 %
Russen	1	2,22 %
Senegalesen	2	4,44 %
Serben	3	6,67 %
Total	45	100,00 %

2013 waren 29 % der Eltern luxemburgischer Nationalität.

1.5 Alter der Frauen

Alter	Anzahl
16-20	2
21-30	25
31-40	2
41-50	6
Total	45

1.6 Gründe der Betreuung

	feste Einschrei- bung	Beratungs- gespräch	Weiterbil- dung	Aktivitäten Samstags	Andere	Total
2009	27	27	7	2	1	64
2010	28	17	10	0	7	62
2011	51	9	4	3	0	67
2012	20	22	1	0	9	52
2013	41	23	1	0	1	59

2. GRUNDSÄTZE

***„Wir sehen die Kinder als ganzheitliche Persönlichkeiten
mit all ihren Stärken und Schwächen“***

Das Kannerhaus möchte, dass die Kinder sich wohl fühlen und so viel Zuwendung, Geborgenheit und Sicherheit erhalten wie möglich. Das Kannerhaus ermöglicht den Kindern Rückzug aus dem Alltag, Raum zum Bewegen, Zeit für Ruhe und Entspannung und Schlaf in ruhiger Umgebung. Ebenso wichtig sind Regelmäßigkeiten, auch wenn sie noch so klein sind. Sie vermitteln jedem Kind das Gefühl von Geborgenheit und Halt. Auch sorgen sie für geordnete Strukturen im aufregenden Leben eines Kindes, das jeden Tag neue Erlebnisse verarbeiten muss und mit neuen Alltagssituationen konfrontiert wird.

Durch die familiäre Problematik, die die Kinder mitbringen, Traurigkeit, Sorgen der Mutter, Gewaltsituation in der Familie, Unausgeschlafenheit der Kinder und manchmal auch Vernachlässigung der Kinder, bedarf es besonderer Fürsorge, in ruhiger ausgeglichener Umgebung.

In der Gruppe werden selten mehr als 12 Kinder betreut. Je kleiner die Kinder sind, desto verlässlicher müssen ihre Bezugspersonen sein. Diese vermitteln ihnen Stabilität und Sicherheit durch eine hohe Beziehungsqualität.

Dies ist die Voraussetzung dafür, dass die Kinder eine vertrauensvolle Bindung aufbauen und Urvertrauen entwickeln können.

Das Kannerhaus unterscheidet sich durch einige Besonderheiten. Dazu gehören die zeitliche Kurzbetreuung, die große Altersspanne von 0-12 Jahren, die spontane Betreuung, die geringe Anzahl und die Arbeit mit Benachteiligten. Unser Angebot richtet sich vor allem an Mütter, an Alleinerziehende die von FED betreut werden. Für sie ist das Kannerhaus Ansprechpartner, es entlastet die Mütter durch das Angebot der Betreuung ihrer Kinder. Das Kannerhaus unterstützt die Mütter und Kinder bei der Integration in die Gesellschaft. Die Grundeinstellung der Mitarbeiter ist gekennzeichnet von einer hohen Toleranz gegenüber anderen Kulturen, anderen Religionen, anderen Gebräuchen und Denkweisen.

2.1 Elternarbeit

Das Kannerhaus sieht sich als Partner im Erziehungsprozess und versucht zu den Kindern und Eltern eine vertrauensvolle Beziehung aufzubauen.

Auf Grund der oft schwierigen Familiensituation, Scheidung der Eltern, Leben im Frauenhaus, häusliche Gewalt, Flüchtlinge aus Krisengebieten, gestaltet sich die Elternarbeit als sehr individuell.

Ziel ist es, eine einheitliche Erziehung zu vermitteln, damit sich die Kinder in ihrer Lebenswelt besser zu Recht finden. Das Kannerhaus steht den Eltern beratend und informierend bei Problemen zur Verfügung. Es weist auf Entwicklungsdefizite hin und bietet Informationen von internen und externen Beratungsstellen an. Es finden täglich Tür- und Angelgespräche statt. Diese sind wichtig, um auf eventuelle Änderungen im Leben der Kinder einzugehen.

Voraussetzung für eine gute Arbeit mit den Kindern ist die Zusammenarbeit zwischen Erziehern und Eltern. Sie ist effektiver, wenn sie von Elternarbeit gestützt wird.

2.2 Arbeit mit den Kindern

Das Kannerhaus fördert die Kinder auf allen Entwicklungsebenen.

- emotional-sensuelle Entwicklung:
Das Kannerhaus macht Angebote die alle Sinne anspricht, zum Beispiel, farbige Räume und kindgerechte Einrichtung.
Durch Wertschätzung, Lob und Anerkennung werden Selbstbewusstsein und Selbstvertrauen der Kinder aufgebaut und gestärkt.
- motorische Entwicklung:
Das Kannerhaus baut das Körperbewusstsein der Kinder auf, in dem es motorische Angebote schafft, für die Grobmotorik (z.B. Turnen) und Feinmotorik (z.B. Puzzeln). Das Gleichgewicht und die Körperkoordination werden gefördert.
- soziale Entwicklung
Das Kannerhaus vermittelt den Kindern Werte und Normen, wie Höflichkeit, Respekt und Toleranz und Achtung vor allem Leben und der Umwelt. Ein harmonisches Zusammenleben ist nicht möglich ohne Regeln und Grenzen.
- kognitive Entwicklung
Das Kannerhaus fördert die Kinder von Anfang an in einer anregenden Umgebung, mit altersentsprechendem Spielzeug. Die Kinder sollen Spaß am Lernen und Ausprobieren bekommen. Ein wichtiger Bereich ist die Sprachentwicklung. Die Erzieherinnen des Kannerhauses legen großen Wert darauf luxemburgisch zu sprechen, da dies Voraussetzung für den Schulerfolg und eine gelungene Integration ist. Es wird vieles mit Sprache begleitet und Sprachanlässe angeboten.

3. TAGESABLAUF IM KANNERHAUS

Zwischen 7:30 Uhr - 9:30 Uhr Ankunft der Kinder

Kinder die für eine punktuelle Betreuung eingeschrieben sind, kommen zu ganz unterschiedlichen Tageszeiten.

8:30 Uhr Frühstück

Gemeinsam mit den Kindern wird gefrühstückt. Bei Bedarf bekommen die Babys eine Milchflasche.

9:00 Uhr Badezimmer

Nach dem Frühstück werden Hände und Gesicht gewaschen, die Pampers gewechselt und Toilettentraining angeboten. Die großen Kinder gehen selbständig zur Toilette und waschen sich anschließend Hände und Gesicht. Das Gesicht wird mit einer Creme gepflegt.

9:30 Uhr Freispiel und geplante Aktivitäten

Diese können sein, Malen, Basteln, Turnen, Puzzeln, Bücher anschauen, Lesen, Singen und individuelle Beschäftigung.

Das Kannerhaus legt großen Wert auf die tägliche Bewegung an der frischen Luft. Die Kinder sollen in ihrer Bewegungsfreude unterstützt werden und die Möglichkeit haben ihre Bewegungsbedürfnisse auszuleben. Dies zum Beispiel auf dem Spielplatz, im Wald oder im Turnsaal.

11:45 Uhr

Vor dem Essen werden die Hände gewaschen und bei Bedarf gehen die großen Kinder zur Toilette.

12:00 Uhr Mittagessen

Gemeinsam mit den Kindern wird gegessen.

12:45 Uhr

Nach dem Mittagessen werden Hände und Gesicht gewaschen und die Zähne geputzt. Die Pampers werden gewechselt, Toilettentraining angeboten. Die großen Kinder führen dies selbständig durch. Das Gesicht wird mit einer Creme gepflegt.

13:00 Uhr - 14:30 Uhr Mittagsruhe

Die Kinder machen Mittagsschlaf. Die Größeren sollen sich ruhig beschäftigen. In dieser Zeit werden gegebenenfalls Hausaufgaben gemacht.

Zwischen 14:30 Uhr und 15:00 Uhr Ende der Mittagsruhe

Die Kinder werden geweckt und stehen auf.

15:00 Uhr Zwischenmahlzeit

Die Kinder bekommen täglich frisches Obst, Jogurt, Kompott, Kekse und manchmal auch Kuchen.

Ab 15:30 Uhr Freispiel und geplante Aktivitäten

Die Kinder werden zu unterschiedlichen Zeiten aus dem Kannerhaus abgeholt.

Das Kannerhaus schließt um 18:30 Uhr.

4. KONZEPTENTWICKLUNG

Am 16.01.2013 hat das Kannerhaus mit der Konzeptentwicklung für die Einrichtung begonnen. An 13 Terminen wurde zu dritt an dem Konzept gearbeitet und am 12.02.2014 fertiggestellt.

Mit dem Konzept wurden verbindliche Richtlinien für die Arbeit im Kannerhaus festgelegt und Qualitätsstandards festgeschrieben.

Dazu gehören:

- die **gesetzlichen Grundlagen und Vorschriften**,
- der **Respekt** gegenüber den anvertrauten Kindern, gegenüber ihrer Herkunft und den familiären Hintergründen, ebenso wie gegenüber ihren Bezugspersonen.

Dieses wird vor allem gewährleistet durch:

- die Wahrung des **Berufsgeheimnisses**,
- klare Regeln,
- einen angenehmen respektvollen Umgang miteinander,
- konsequentes Handeln, orientiert an den Zielen und Inhalten des erarbeiteten Konzeptes,
- eine angenehme Atmosphäre, in der sich die Kinder und das Personal wohlfühlen,
- eine gesunde Ernährung,
- eine häusliche, übersichtliche Umgebung,
- Räumlichkeiten, die angepasst sind an die Bedürfnisse der Kinder,
- einen kleinen Garten mit Spielgeräten,
- einen Minibus,
- und die zentrale Lage des Hauses.

5. AKTIVITÄTEN 2013

- Spielplatz
- Schwimmbad
- Wildgehege Galgenberg
- Märchenpark Bettembourg
- Picknick
- Spaziergänge an der Mosel, im Wald, Trimparcours
- Märchen
- Schueberfouer
- Weihnachtsmarkt
- « Kleeschenfeier »
- Wochenmarkt
- Rodeln

Zukunftspläne:

- Elternarbeit vertiefen:
Hilfestellung in der Erziehung, bei der Arbeitssuche, in Problemsituationen anbieten.